

COLONISATION & DECOLONISATION FRANÇAISES
DE 1848 A 1988

par Dominique Lejeune, Prof Dr Dr

□ Biblio. (la "base" est très pauvre, aucun des 6 bons ouvrages ci-dessous ne représente une synthèse totalement satisfaisante) :

Ch.-R.Ageron, *La décolonisation française*, Armand Colin, coll. "Cursus", 1991, 180 p. [TB, mais voir titre]

J.Binoche-Guedra, *La France d'outre-mer (1815-1962)*, Masson, 1992, 246 p. [Très clair, mais assez événementiel, TB cartes]

D.Bouche, *Histoire de la colonisation française*, tome II, *Flux et reflux (1815-1962)*, Fayard, 1991, 607 p. [gros et pas très "rentable" pour la khâgne]

Collectif, *Histoire de la France coloniale*, Armand Colin, 1991, 2 vol., 846 & 654 p. [Excellente somme au niveau de l'agrégation et du 3e cycle, beaucoup trop touffu et désordonné pour une khâgne]

R.Girardet, *L'idée coloniale en France. 1871-1962*, La Table ronde, 1972, 340 p., réédition, coll. "Pluriel", 1979, 508 p. [Assez ancien, mais toujours utilisable. Voir titre].

G.Pervillé, *De l'Empire français à la décolonisation*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1991, 256 p. [TB, très clair en particulier, l'ouvrage qui convient le mieux pour une khâgne]

□ évolution du sens des mots (cf. les premières pages du Pervillé et de l'Ageron)

□ une historiographie traditionnelle :

- souvent fait d'acteurs, voyageurs, administrateurs, officiers, missionnaires, Sociétés de Géographie, groupes du Parti colo.
- création 1912 de la Société d'histoire des colonies françaises, par 2 anciens gouv. colo.
- objectif majeur : justifier la conquête
- intégration dans l'hist. des relat. int.
- sommet atteint en 1931 : expo., premier Congrès int. d'hist. colo. à Paris, atlas, grandes histoires, etc.
- grande exception dans le premier XXe siècle : Charles-André Julien, militant anticolo. de G., comm. en 1920, socialiste en 1936. Aussi Jean Dresch (géo., 1905-1994), **que j'ai bien connu**
- au sein de ce premier courant, primat de l'écrit
- mais développement d'une ethnologie colo. (cf. 2e expo. Marseille 1922 et Paris 1931), domaine aussi des professionnels (fonctionn. colo., surtout), mais ici moins imbus de la sup. de l'homme blanc. À l'origine de la "découverte", à postériori, de l'histoire des peuples colo. Mais une ethno. énumérative et classificatrice (ethnies, tribus, et lignages)

□ retour à l'histoire du colonisé :

- l'hist. des peuples colonisés a surtout émergé à partir des indépendances (et au moment de la fin du primat indiscuté des seules sources écrites)

- **mais historiens "classiques" (≠ hist. colo.) méfiants** :

* origine ethno. de ce renouveau

* nombreux travaux de "bonne volonté" du premier courant

- les grands débats de la nouvelle historiographie des peuples d'outre-mer :

* hist. orale : une hist. sans écriture est-elle possible ?

* réflexion / modes de prod. précapitalistes (hist. et anthropo. marxistes)

* impérialisme

* sous-**développement (origines, prospective...)**

□ autres éléments de l'historio. récente :

- étude des "forces" (dans un sens ou dans l'autre), des groupes de pression en particulier
- étude des pays avant la conquête
- étude des opinions publiques
- réactions du colonisateur face au phénomène colo.
- à l'époque actuelle, l' "histoire coloniale" est devenue un versant parmi d'autres de la sc. hist. dans son ensemble, elle a vécu en tant que telle

LES DEBUTS DU NOUVEL EMPIRE COLONIAL FRANÇAIS. AVANT 1864

Pas de plan préconçu, espace encore restreint. Bien voir les cartes !

1°) Timidité et hésitations (1815-1840) : rappels

a) L'œuvre de la Restauration et les territoires dispersés

- aux traités de Paris (1814-1815), le domaine colo. fr. est réduit à quelques îles et à quelques comptoirs épars & circonstances peu propices à une expansion, ce qui n'émeut guère l'opinion
- Par un article additionnel au traité de 1814, Louis XVIII promet de renoncer, dans délai de 5 ans, à la traite des Noirs
- restitution à la France d'une partie de ses anciennes colonies (idem aux 2 traités), occupées par la Grande-Bretagne :
 - territoires victimes de leur éloignement : à la Guadeloupe, proclamation de l'Empire (début des Cent-Jours) le jour de Waterloo. Reprise de la G. et de la Martinique en 1816
 - rétablissement de la présence française au Sénégal (Saint-Louis, Gorée, etc.) ⇒ envoi 1817 de la *Méduse*, sous cdt de Hugues Duroy de Chaumareys, ancien émigré, frégate-amiral d'une petite flotille (épave retrouvée fin 1980)
 - gouverneur de l'île Maurice, donnée à la Grande-Bretagne, considère que le comptoir de Tamatave dépend de son île (!) ⇒ autre type de problème
- restitution à la France de la Guyane, occupée par les Portugais du Brésil (seulement par traité d'août 1817)
- restitution des comptoirs de l'Inde 1817
- au total, Martinique, Guadeloupe, quelques îlots antillais, Guyane, île Bourbon (La Réunion), St Pierre et Miquelon, comptoirs du Sénégal et comptoirs de l'Inde (Mahé, sur côte W, Karikal, Pondichéry, Yanaon & Changernagor à l'Est).
- les colo. sont du ressort du min. de la Marine. Des Conseils consultatifs de députés des grands colons de La Réunion, Guyane et Antilles sont créés en 1833
- tentatives de mise en valeur sous la Restauration :

- expériences agricoles Sénégal
- envoi en 1817 de 150 coolies chinois à la Guyane, puis orphelins et "volontaires" (épidémies déciment)

□ tentatives expansion colo. Restauration :

- Mad. (échec)
- Annam (échec, voir plus loin)

□ Pacifique : missionnaires fr. (Maristes et Picpusiens) ont préparé dès 1835 la voie à l'établissement du protectorat / Tahiti (1842), mais les gouvernements fr. n'ont aucune visée d'expansion colo. dans le Grand Océan >>> 1839 (date à laquelle la France doit renoncer à visée, vague, sur Nouvelle-Zélande, à cause de l'installation de la Grande-Bretagne)

□ En 1825, la Fr. reconnaît l'indépend. de Saint-Domingue, c'est-à-dire d'Haïti.

b) Groupes de pression et idée coloniale

□ vieille controverse / rôles respectifs des facteurs éco., polit. et idéologiques

□ persistance d'une mentalité d'Ancien Régime, d'un triple point de vue :

- fidélité au Pacte colonial : les tanneries ouv. à La Martinique pendant les guerres sont fermées
- perspective missionnaire (c. Chine des Jésuites) : premier navire envoyé auprès de l'empereur d'Annam emmène 4 missionnaires, ce qui fait échouer l'ambassade
- maintien de l'esclavage :

* abolition par Convention, mais rétablissement par Napoléon Bonaparte

* traite clandestine (officiellement abolie par traités de 1815) ⇒ la traite se continue avec une nouvelle vigueur

* le nombre des esclaves augmente

* début d'un mouvement antiesclavagiste (d'autant plus que *bill* d'émancipation anglais en 1833 :

Société de Morale chrétienne, Société pour l'abolition de l'esclavage, présidée par le duc de Broglie, fondée à Paris en 1834

□ mais, "libéralisme" du régime de Juillet :

- hostilité de la grande bourgeoisie au vieux syst. colo.
- 1833 : libéralisation du statut de la Martinique et de la Guadeloupe
- mais pressions des armateurs et gros colons font échouer toute réforme d'envergure

□ groupe de pression des armateurs : cf. Bordeaux et son défenseur, le baron Portal, min. Marine 1815-1821

□ gros commerçants :

- les milieux éco. marseillais sont les seuls favorables à l'expédition d'Alger, encore n'avaient-ils pas invoqué d'autre argument que la nécessité d'assurer contre les corsaires du Dey la sécurité de la navigation en Méditerranée. : ils ne paraissent pas songer que la prise d'Alger pourrait être le prélude à une **œuvre de colo.**

- une fois Alger prise, les Marseillais ont souvent agi X idée de limitation ou d'abandon de la conquête. De plus, désir du régime de détourner les énergies de Marseille et de sa région (politiquement assez hostiles à la Monarchie de Juillet) vers l'Algérie

□ gros colons :

- font repousser les divers projets visant à éteindre progressivement l'esclavage dans les colo.
- ex. de défenseurs : le comte de Villèle, ancien planteur aux Mascareignes, son beau-frère, Panon-Desbassyns de Richemont, natif de l'île Bourbon et député de la Meuse

□ les saint-simoniens :

- forte propagande pour l'Algérie, par ex.
- imp. pour tout monde arabe, d'une manière générale
- Enfantin :

* expression de "la communication des deux mers" et de "la jonction des deux mers" (pour canal de Suez)

* "apostolat princier" auprès du duc d'Orléans : lettres adressées d'Algérie (par deux intermédiaires)

- de toutes façons, sans qu'on puisse à proprement parler trouver chez eux une doctrine systématique de l'expansion outre-mer, la plupart des premiers socialistes fr. se montrèrent fav. aux principes généraux d'une colo. nouvelle

□ liens avec l'exploration :

- cf. grands voyages de circumnavigation d'après 1815, pour lesquels l'aspect scientifique et géographique est primordial : ceux de l'*Uranie* (Louis de Freycinet, 1817-1820), de la *Coquille* (Duperrey, 1822-1823), de la *Thétis* (Bougainville fils, 1824-1826), de l'*Astrolabe* (Dumont d'Urville)

- succès d'édition et de lecture de publications et d'ouvrages concernant voyages et géographie
- dans la ligne aussi de la Société de Géographie de Paris (1821), dans laquelle la géo. est comprise comme synonyme d'exploration, et qui encourage les voyages Mais les géo. ne s'intéressent guère à l'expansion colo. Cf. ma thèse d'État, partiellement publiée chez Albin Michel en 1993.

- cf. explorations de Dumont d'Urville dans parages de l'Antarctique (En 1836 cet explorateur confirmé est chargé par Louis-Philippe, à qui il a soumis le projet, d'une mission de reconnaissance des régions australes ; il découvre alors les terres qu'il baptise Louis-Philippe, Joinville et Adélie. La réussite de cette entreprise lui vaut le titre de contre-amiral, en 1840, et la grande médaille d'or de la Société de Géographie)

- une forme de sublimation de l'épopée napoléonienne
- imp. du prestige maritime, défendu par Portal, min. Marine 1815-1821
- grande imp. des initiatives privées des officiers de marine (cf. côtes du G. de Guinée)

□ les missionnaires :

- cf. Pacifique, où heurts avec missions prot. anglaises !
- réveil des missions catho. sous pontificat de Grégoire XVI (1831-1846)
- **missions soutenues par de l'Œuvre de la propagation de la Foi (fondation juste un an après la Société de Géographie) de Pauline Jaricot**

- Un dernier élément du contexte est le rétablissement ou la fondation de nombreuses Sociétés missionnaires aux environs de la date de la création de la Société de Géographie de Paris : rétablissement de la Société des missions étrangères, de la Société des Lazaristes, des Pères du Saint-Esprit, fondation de la Société des missions évangéliques, des Oblats de Marie immaculée par Mgr Mazenod, évêque de Marseille à partir de 1837
- des congrégations de Frères adonnées aux missions, c. Frères des Écoles chrétiennes à la Réunion (1816), Frères de l'Instruction chrétienne (1835)
- mais, contrairement aux idées souvent reçues, l'attention que portent à la géographie, même au sens le plus large, le *Journal des Missions évangéliques* ou les *Annales de la Propagation de la Foi*, est très épisodique et d'une grande médiocrité. Pour ces publications, il s'agit avant tout de faire connaître leurs missions, moins connues éventuellement que les rivales catholiques, ou d' "étendre la société des fidèles catholiques"... Peu de cartes, de gravures, et... de géographie, beaucoup de rivalités et d'injures **récioproques, d'une commune manière...**

c) L'expédition d'Alger et ses suites (1830-1840)

□ **décidée dans but redonner lustre au régime (la rive g. du Rhin étant impossible...), avant les élections 1830 :**

- conseil des ministres décide 31 janvier de s'occuper des vieilles affaires algériennes :
- * dey d'Alger (la "régence d'Alger"), vassal lointain du sultan de Constant., contrôle surtout la côte. Pauvreté agricole, commerce aux mains des étrangers. État de révolte endémique depuis début du siècle (facilite écroulement de la Régence, mais n'est pas entrée dans calculs du gouv. fr.)
- * "course", surtout aux dépens des états ital., interdite officiellement depuis Congrès Vienne. Revenus en baisse
- * affaire de fourniture de blé 1796, très embrouillée
- * en 1827, démonstration navale pour dder des excuses pour une insulte faite au consul de France
- * en 1829, on avait pensé à un blocus d'Alger, fait par Méhémet-Ali (pacha d'Égypte), moyennant 8 M F !
- * ignorance des réalités algériennes

□ **une préparation très rapide :**

- expédition annoncée par discours du trône du 3 mars
- pronostics très pessimistes dans presse. *Idem* en Angleterre
- exp. mise en route fin mai. Réunion à Toulon et Marseille troupes venues de toute la France (37 000 h), 103 bât. de g., 305 de commerce. Discorde marine-**armée...**
- le min. de la Guerre, le comte de Bourmont, commande en personne. N'avait pour seul fait d'armes que sa désertion à la veille de Waterloo !

□ **débarquement à l'Ouest d'Alger, dans baie de Sidi-Ferruch.** Par méfiance des cartes, pourtant exactes, l'armée manque de perdre son chemin en marchant sur Alger !

□ **prise d'Alger 5 juillet 1830.** Prise Bône et Oran quelques jours plus tard.

□ conséquences :

- inquiétude Grande-Bretagne. Le gouvernement Polignac a d'ailleurs envisagé de se faire rendre, par un incroyable syst. d'échanges de territoires, la rive gauche du Rhin !
- envoi de troupes a facilité rév. Juillet 1830 (plus absence du min. de la Guerre)
- legs onéreux de la Restauration pour la Monarchie de Juillet. Impossible d'abandonner cette conquête de la Restauration sans porter atteinte au prestige du régime ⇒ instructions à Clauzel, successeur de Bourmont, parlent de la formation d'un "importante colo." (malgré la fureur de l'opp. libérale, qui insiste sur le coût de l'opération)

□ mais politique d'attente 1830-1834 (Berthezène, Savary, Drouet d'Erlon) : "occupation restreinte" :

- rappels de troupes (troubles intérieurs)
- désir de ménager l'Angleterre est essentiel
- un parti "anticoloniste" à la Chambre, mené par l'éco. Hippolyte Passy, dénonçant inlassablement le coût excessif de la colo.

□ l'initiative décisive vient de l'émir Abd el-Kader (1807-1883, est donc alors très jeune) :

- famille de marabouts de Mascara (Oranie)
- appui / confrérie relig. des *Quadria*
- quiproquo / accord 1834 passé avec le général (Desmichels) cdt la div. d'Oran : titre d'émir et armes. D. a cru s'en faire un allié, alors qu'Abd el-Kader s'est servi des armes pour éliminer ses rivaux
- Abd el-Kader bat les Français à la bataille de La Macta (juin 1835) ⇒ Clauzel nommé Gouverneur général des Possessions françaises du Nord de l'Afrique

□ Clauzel pénètre dans l'int., mais gouv. fr. le soutient mollement ⇒ défaite de Constantine (fin 1836) ⇒ on en revient à la "politique d'occupation restreinte" (1837-fin 1839)

□ en plus, le général Bugeaud conclut avec Abd el-Kader traité de La Tafna (mai 1837), qui accorde à l'émir la majeure partie de l'Oranie et de l'Algérois, contre une vague reconnaissance de la suz. fr. Obscurités de rédaction

□ novembre 1839 : Abd el-Kader proclame la "guerre sainte" ⇒ phase décisive s'ouvre et l'année 1840 est une année charnière. En 1839 d'ailleurs, décision gouv. : "le pays occupé par les Français dans le nord de l'Afrique sera à l'avenir désigné sous le nom d'Algérie".

2°) Les facteurs de la conquête coloniale entre 1840 et 1864

a) Facteurs économiques

□ qui ? : armateurs, négociants, ind. légères exportatrices de produits de consommation plus que les autres "milieux d'affaires" :

- d'une manière générale, importance des grandes maisons de commerce, c. celle des frères Régis (à Marseille), des chambres de commerce, c. celles de Nantes et Bordeaux

- imp. de : liberté d'exportation et d'importation établie en 1861 (loi du 3 juillet) ⇒ suppression de l'Exclusif (plus union douanière France-Algérie 1867)

- les arguments éco. sont souvent utilisés pour désamorcer l'opp. des chambres de la Monarchie de Juillet (*cf.* pour Bugeaud en Algérie), car les dépenses "de souveraineté" (l'adm., la défense, la Justice, **les Cultes, l'instruction...**) **sont à la charge de l'État !**

- l'intervention des Bordelais fut décisive contre le "danger" d'abandon de la Cochinchine en 1864 (les B. ont été appuyés par le min. de la Marine, Chasseloup-Laubat)

- mais comm. de Bordeaux et Nantes ne croyaient pas à l'avenir commercial de la côte du golfe de Guinée !

- des liens milieux d'aff./mil. politiques : le premier min. de la Marine de Napoléon III, Théodore Ducos, est un ancien négociant de Bordeaux

- imp. des "contacts" perso., notamment par l'intermédiaire des Cercles (ex. : Cercle des Chemins de Fer, fondé sous l'égide de Morny en 1854)

□ imp. des saint-simoniens :

- un saint-simonisme idéologique : union de l'Orient et de l'Occident : installations, écrits, etc.

- puis un "saint-simonisme pratique", avec diff. moyens d'action :

- des Sociétés d'Études, comme la Soc. d'Ét. pour le canal de Suez (1846), dont la concession (obtenue en 1854) fut en quelque sorte "confisquée" par de Lesseps, qui, après, ignora superbement les saint-sim. !

- subventions à des explorations, c. celles de Henri Duveyrier, fils de saint-sim. (Charles D.), *cf.* l'obsession saint-simonienne de la jonction Algérie-Afrique noire

- des influences personnelles, la plus imp. étant celles sur Napoléon III

- influence intellectuelle très large dans vaste sphère d'opinion : quasi vacuité de la planète ⇒ espoir d'exp. pacifique !

b) Facteurs politiques

□ nature profonde de ces liens :

- lien avec désir de puissance navale :

* en 1846, les récriminations des amiraux, dont l'un des plus ardents était le prince de Joinville, 3e fils de Louis-Philippe, parviennent à faire voter un grand programme naval, qui ne comprenait pas - de 100 navires de guerre à vapeur

* c'est l'annonce de l'envoi d'une escadre navale anglaise qui pousse le gouv. fr. à établir comptoirs fortifiés dans golfe de Guinée

* la Marine est nettement envisagée par le Second Empire c. instrument de la grandeur du pays dans le monde. Programme naval, dont flotte cuirassée à vapeur. Bien réorganisée, bien dirigée, la Marine vise la gloire, le prestige et la rentabilité

- un souci de prestige international avant tout : la colo. doit contribuer à la puissance de la France et à son rayonnement dans le monde

* net pour Second Empire (la nation et le souverain, qui fait faire des expériences en Algérie)

* ⇒ une interférence polit. colo. / pol. ext.

□ imp. des initiatives privées, mais celles des officiers (Terre ou Marine)

- net pour côte du golfe de Guinée, Tahiti & Cambodge : ces off. outrepassent les instructions min. (min. de la Marine beaucoup plus que celui des Affaires étrangères)

- rôle personnel de Faidherbe au Sénégal (1854>>>)

□ et de la part du gouv., un souci de satisfaire l'armée (avancement), très net pour conquête de l'Algérie

□ idem pour la Marine, très net pour l'Indochine. Grde imp. du ministre de la Marine, Chasseloup-Laubat (1860-1867), mais sans plan d'ensemble. Rôle des bureaux aussi (cf. le poste de Directeur des Colo.)

□ c'est le pouvoir exécutif qui est concerné, car dans la plupart des domaines ce sont des décrets qui concernent les colo., mais le parlement a à voter les crédits du min. de la Marine

c) Facteurs idéologiques et intellectuels

□ missions très actives 1840>>>

- **soutenues par Œuvre de la Sainte Enfance (1843), dont but est de racheter de jeunes esclaves, l'Œuvre des Écoles d'Orient (1855)**

- de nouv. fondations : Oblats de Marie immaculée (1841), Congrégation du Saint-Esprit (1848), les missionnaires de La Salette (1852), les Missions africaines de Lyon (1854)

- la "protection" des missions devient parfois un prétexte stéréotypé : cf. le débarquement de Tourane (1858), qui a une "couverture" relig. Dans le *Moniteur universel* du 14 novembre 1858, Napoléon III annonçait : "Les sauvages persécutions auxquelles nos missionnaires sont en butte ont plus d'une fois amené nos vaisseaux de guerre à intervenir sur la côte du royaume annamite, mais nos efforts pour entrer en relation avec le gouv. du pays ont toujours été vains. Le gouv. de l'emp. ne peut souffrir de voir ses ouvertures repoussées avec mépris. En conséquence, une expédition a été décidée." Avec association de l'Espagne, dans ce cas.

□ début d'une vision impérialiste :

Prévost-Paradol voit dans l'Alg. un prolongement de la métropole et la véritable chance de survie fr. au XXe siècle

□ les explorateurs précèdent souvent la colo. (& continuation du rôle des Soc. de Géo.)

□ imp. des simples voyageurs, de la "litt. de voyage", et de l'exotisme en littérature (cf. Chateaubriand, mais aussi pour l'Ég. Nerval, Flaubert, Th. Gautier, Maxime Du Camp, Fromentin, etc., qui y sont allés). La littérature colo. reste très "exotique"

□ imp. de revues. c. *Le Tour du Monde*, de ceux qui précèdent, qui préparent. Cela ne réussit pas toujours : cf. l'Égypte où rôle des Français est très imp. depuis la Restauration, dans armée, irrigation, santé, marine, etc.

□ naissance et dév. d'une anthropologie du monde colo., qui est une expression de l'imp. colo. La théorie du "bon sauvage" laisse la place à un stéréotype qui fera fortune tout au long de l'ère colo., celui de la "paresse" des primitifs, due à une nature exubérante. "Les Sakhalava semblent avoir horreur de tout travail pénible et continu. Ils ne se mettent pas moins de deux ou trois cents pour faire la besogne d'une vingtaine d'Européens." ¹

Les Malinke ? Ils "**sont fourbes, lâches, et surtout très enclins au vol [...]. Les Malinke** sont grands, robustes, assez bien faits en général, mais très indolents. Il est assez commun de rencontrer chez eux des difformités." ²

Quant aux Annamites, Bineteau les décrit ainsi en 1862 ³ :

"Hommes et femmes sont d'une laideur affreuse et d'une saleté révoltante ; ils exhalent une abominable odeur d'huile de coco, et leur dégoûtante habitude de mâcher continuellement du bétel ajoute encore à **la répulsion qu'ils inspirent.**" Il rapporte à propos des Cochinchinois que leurs mœurs "**sont** excessivement relâchées ; les femmes y sont d'une impudeur extrême et nullement attrayantes ; il y a non seulement parmi eux une débauche incroyable, mais encore ils ne se font pas scrupule de livrer leurs femmes aux étrangers" !

□ d'autres courants de pensée que saint-simonisme pour la colo. :

- courant humanitaire pour rachat moral des forçats pousse à s'emparer de la Nlle Calédonie
- franc-maçonnerie chante louanges de l'exp. colo. assimilée à celle de la civil. !

3°) Les principaux champs d'action entre 1840 et 1864

a) La conquête effective de l'Algérie (1840-1857)

□ novembre 1839 : Abd el-Kader proclame la "guerre sainte" ⇒ phase décisive s'ouvre et l'année 1840 est une année charnière. Il espère dégoûter définitivement LP de l'Alg., mais en 1840 la Monarchie de Juillet essuie un grave échec de politique ext. au Proche-Orient ⇒ va chercher possibilités de rétablir prestige compromis

□ le général Bugeaud (1784-1849) est nommé gouv. gal de l'Alg. en décembre 1840 :

- décidé à la conquête totale de l'A.
- de nouvelles méthodes de conq. : colonnes mobiles, terre brûlée (souv. de la G. d'Esp.), etc.
- des effectifs considérables (> 100 000 h, soit le 1/4 de l'armée fr. !)
- parmi les chefs, beaucoup de futurs maréchaux de l'Emp.
- chefs rudes entraîneurs d'hommes
- chefs souvent inhumains. Ex. : Pélissier, qui enfume des centaines d'Arabes réfugiés dans grottes du Dahra

□ Abd el-Kader n'est jamais parvenu à faire l'unanimité des Arabes et des Berbères autour de lui (confrérie des Taïbia lui fut toujours hostile)

¹ *Bulletin de la Société de Géographie*, 1er sem. 1844, p. 390.

² *Bulletin de la Société de Géographie*, 2e sem. 1860, p. 343.

³ Date symptomatique. *Bulletin de la Société de Géographie*, 2e sem. 1862, p. 272.

□ prise de la Smala d'Abd el-Kader 16 mai 1843 par duc d'Aumale (4e fils de LP), en l'absence d'Abd el-Kader

□ Abd el-Kader se réfugie auprès du sultan du Maroc début 1844 :

- or, souverain totalement indépendant

- bataille de l'Isly 14 août 1844

- escadre du prince de Joinville bombarde Tanger et occupe Modagor

- mais la Grande-Bretagne réagit vivement devant perspective d'une installation fr. au Maroc ⇒ traité de paix de Lalla-Marnia (ou Maghnia) en septembre 1844

- ultime guérilla menée par Abd el-Kader :

* contre lui, Bugeaud utilise les divisions

* et il s'oppose habilement au prosélytisme de Mgr Dupuch, premier évêque d'Alger (1838>>>), pour éviter Croisade X Guerre sainte

- Abd el-Kader se rend en novembre 1847 au duc d'Aumale qui (en juin) a remplacé Bugeaud (ardeur belliqueuse excessive de ce dernier, nommé maréchal en 1843, mais démissionnaire en mai 1847, car n'a plus l'oreille du gouv.). Nap. III le libère, l'autorise à se retirer à Damas (avec une pension). En 1860, AEK ouvre sa maison aux chrétiens de Syrie menacés par les Druzes ⇒ augm. de sa pension et Grand Cordon de la Légion d'Honneur !

□ les dernières étapes :

- "pacification" de la Petite Kabylie, sous la Deuxième République par Saint-Arnaud, fidèle de Louis Napoléon Bonaparte, pour qu'il se mette en valeur. Il est nommé min. de la Guerre et joue grand rôle dans coup d'État. Mais il faut nouv. campagne en 1853-1854.

- Grande Kabylie "soumise" par le général Randon (1857)

- exp. milit. bordure Nord du Sahara : oasis de Laghouat 1852 et Touggourt 1854

- la conquête est alors à peu près achevée, mais soumission trop récente pour ne pas laisser un rôle considérable à l'armée

b) L'organisation intérieure de l'Algérie

□ une double controverse :

- entre partisans et adv. de l' "administration directe"

- entre partisans de l'administration civile et ceux de l'adm. militaire

* organisation 1844>>> des "bureaux arabes" (officiers)

* ordonnance 1845 met l'Alg. sous la compétence exclusive du ministère de la Guerre

* ⇒ l'adm. militaire est donc d'abord favorisée

- mais la France favorise aussi l'installation de colons européens :

* des civils, car très peu de militaires s'installent

* Europ. pauvres c. riches capitalistes

* 110 000 Europ. fin de la Monarchie de Juillet (dont à peu près 40 % à Alger) ⇒

□ la 2e Rép. suit une politique strictement civile :

- div. de l'A. en 3 dép., dirigés par des préfets (Oran, Alger, Constantine)
- colons (et eux seuls) deviennent citoyens et peuvent élire des représentants à l'Assemblée const. puis à la Législative
- après juin 1848, exp. de colo. massive (pauvres des villes) avec crédits très imp. : 10 000 installations réelles / 20 000 colons envoyés
- 130 000 Europ. en 1851 (pour la première fois, Français > autres Europ.)

□ les hésitations et revirements du Second Empire :

- d'abord retour à l'adm. milit., celle du général Randon, qui règne en maître / A. >>> 1858 :
- * méthode du "cantonnement" : terres de parcours enlevées aux tribus pour les attribuer aux colons
- * concession de vastes domaines à de grandes compagnies de colonisation, c. la Compagnie genevoise (20 000 ha en 1853, près de Sétif)
- puis un éphémère ministère de l'Alg. & des Colo. (1858-1860) :
- * confié au prince Jérôme puis à Chasseloup-Laubat
- * l'Algérie est administrée depuis Paris, c. les départements fr.
- * l'autorité milit. est subordonnée au pouvoir civil
- * maintien du "cantonnement", mais suppression des concessions
- * = expérience d'assimilation, qui donne satisfaction à la minorité européenne, mais menace gravement cohésion des cadres éco. et soc. de la population musulmane
- 3e phase, le "royaume arabe" :
- * régime plus proche du protectorat que de la colonie
- * sous l'influence d'un voyage de Napoléon III en Alg. et d'un saint-simonien qui s'était converti à l'Islam (Ismaël Urbain)
- * Napoléon III : "Je suis l'empereur des Arabes aussi bien que des Français"
- * s'associe à une politique fav. aux grandes entreprises capitalistes. Ex. : dans province de Constantine 400 000 ha sont partagés entre 110 personnes, ailleurs : 100 000 ha pour la Société alg. !
- * s'associe à un régime militaire, celui du maréchal Pélissier (>>> 1864), limitant strictement l'adm. civile à la côte et limitant le cantonnement (et même : des terres sont rendues aux tribus !)
- * cette politique a été la seule politique clairvoyante et généreuse que la France ait tenté en Alg.

□ les autres éléments :

- pop. europ. est de 290 000 en 1860, dont seulement un peu plus de la 1/2 sont des Français !
- naissance (enquêtes, études, etc.) d'une anthropologie colonialiste raciste ⇒ préjugés et mythes :
- * cf. "Le musulman n'est-il pas, en effet, le démenti le plus formel donné à cette proposition que l'homme a été créé pour travailler soit de ses mains, soit de son esprit ? Ce qu'il chérit par-dessus toutes choses, n'est-ce pas la position horizontale ou le dos de sa monture ?"
- * importance du passage en Algérie, au cours de leur carrière, des officiers fr. Cf. Faidherbe qui dénonce au Sénégal le danger représenté par "les forces fanatisées de l'Islam" !

c) L'Afrique noire

□ politique des "points d'appui" (pour la Marine) et fondations des comptoirs fortifiés dans golfe de Guinée :

- rôle décisif joué par lieutenant vaisseau Bouet-Willamez (futur gouv. Sénégal) qui, à partir des vieilles possessions de Saint-Louis du Sénégal, explore les côtes de la Côte d'Ivoire et du Gabon et y conclut des traités avec les roitelets locaux ⇒ expansion lente du Sénégal. René Caillié atteint Tombouctou et en revient vivant (1828)
- obtient que le gouv. fr. établisse comptoirs fortifiés à Grand Bassam, Assinie et au Gabon (1843)
- Bouet-Willamez appuyé par le Directeur des Colonies au min. de la Marine, en même temps député de Bordeaux, Henri Galos
- en 1849, des Noirs sont sauvés de l'esclavage par un navire français. Ils fondent Libreville sur l'estuaire du Gabon.
- en 1859, toutes possessions de la Guinée au Gabon sont org. en Établissements fr. de la Côte d'Or et du Gabon

□ dév. considérable du Sénégal sous l'impulsion de Faidherbe, gouv. de 1854 à 1865 :

- progression territoriale
- échec culture coton, mais :
- fondation 1857 port de Dakar
- campagnes X chef des Toucouleurs, El Hadj Omar (mort en 1864)
- création des Tirailleurs sénégalais
- création de l' "école des otages" (ou "des fils de chefs")

□ divers :

- achat d'Obock 1862, au débouché Mer rouge (acheté en 1862, mais sans occupation effective)
- achat de Cheik-Saïd 1868 par frère Rabaud, mais *idem*

d) Les autres territoires

□ Antilles et île Bourbon : abolition de l'esclavage, grâce à Victor Schoelcher :

- vig. campagne abolitionniste fin de la Monarchie de Juillet
- les hommes du Gouv. prov. sont acquis à l'idée d'émancipation ⇒ une commission, présidée par VS
- le principe de l'abolition est proclamé dès le 4 mars, car "intimement lié au principe même de la République" (VS)
- combat d'arrière-garde des colons
- décret du 27 avril 1848 : "abolition immédiate et universelle de l'esclavage dans les colonies fr." ⇒ 250 000 esclaves deviennent citoyens
- cette citoyenneté fr. accordée aux esclaves concerne les "quatre vieilles" (colo.) : Guadeloupe, Martinique, Réunion, Guyane
- révoltes et fuites avant avril plus long délai d'acheminement du décret

□ dans l'océan Indien :

- l'amiral de Hell, gouv. de l'île Bourbon, fait occuper Nossi-Bé (près de Madagascar) et Mayotte (1843)

- essais d'influence à Madagascar (ex. : traité d'amitié de 1862), mais concurrence anglaise fait obstacle en 1863 à la création d'une Compagnie de Madagascar, prélude à la mainmise éco. / la Grande Ile

□ la Chine :

- traité de Nankin 1842 : Chine cède Hong-Kong à la Grande-Bretagne et lui ouvre 5 ports ⇒
- États-Unis obtiennent même chose
- France idem au traité de Wampoah 1844
- de plus, la France obtient la protection des catholiques
- mais résistances chinoises ⇒ expédition fr.-brit. ⇒ traité de Tien Tsin (1858)
- nouvelle expédition (victoire du général Cousin-Montauban au pont de Palikao, en 1860, pillage de Pékin, dont mise à sac et incendie du Palais d'Été) ⇒ 2e traité de TT (indemnités, nouv. ports)

□ L'Indochine :

- des missions catholiques dans l'empire d'Annam dès début XIXe s. ⇒ inquiétude des souverains ⇒ persécutions par l'emp. Tu-Duc (1848-1883) ⇒ réactions fr.
- déjà en 1847, pour exiger la libération de missionnaires français détenus, l'amiral Charles Rigault de Genouilly fait une "démonstration navale" devant Tourane, port qui est pris en 1858 (par le même)
- 2e cause : la France est la seule puissance navale imp. qui n'ait aucune possession en Extrême-Orient
- débarquement de Saigon (beaucoup plus intéressant, car débouché de la Cochinchine) en 1859, toujours par le même Rigault de Genouilly
- mais troupes fr., affaiblies par l'expédition de Chine (voir plus loin), sont assiégées >>> 1861
- en 1862-1863 (deux traités), TD abandonne la moitié Est de la Cochinchine et ouvre trois ports annamites au comm. fr. En outre, il promet de respecter la religion catholique et abaisse les droits de douane de 1/2
- ratification par la France des traités en 1864 seulement (beaucoup d'hésitations et de pressions, cf. plus haut, d'autant plus que expédit. du Mexique)
- France va même au-delà, en occupant toute l'Indochine
- conséquence : dès 1863, le Cambodge se place sous le protectorat français, grâce au capitaine Doudart de Lagrée. Cause : roi Norodom est menacé par Siam et l'Annam. Un traité franco-siamois confirme en 1867

□ dans le Pacifique :

- les visées fr. ne se manifestent qu'à partir de 1839 : Soult, informé du rôle joué par les missionnaires prot., pense que la France aurait intérêt à utiliser à son profit les miss. catholiques
- l'amiral Dupetit-Thouars, cdt l'escadre du Pacifique :
- * annexe les Marquises en 1842 (sur ordre du gouv.)
- * fait signer à la reine Pomaré un traité de prot./Tahiti 1842 (de sa propre initiative !)
- * fait arrêter Pomaré (de sa propre initiative !) purement et simplement 1844 ⇒
- violent conflit avec la Grande-Bretagne (alimenté par expulsion du consul Pritchard) ⇒ Guizot décide de s'en tenir au protectorat

- en 1843, les États-Unis demandent à la France (et à la Grande-Bretagne) de ne plus intervenir aux Hawaii

- cette double crise provoque un temps d'arrêt dans l'expansion colo. fr. (Tahiti ne sera annexé qu'en 1880)

- prise de poss. de la Nlle Calédonie 1853 :

* buts : faire pièce à la Grande-Bretagne, installée en Australie, lieu de déportation

* chef-lieu établi à Nouméa en 1854

* NC devient lieu de déportation 1863 (seulement), premiers forçats 1864

□ La campagne du Mexique (1862-1867), "grande idée du règne" :

- d'après recherches récentes, cause essentielle : le besoin d'argent (or abondant depuis décembre 1848-1852, argent cher, or, Fr. = pays bimétalliste), avant la phase de dépréciation de l'argent. L'affaire des "bons Jecker" permet d'intervenir en revendiquant une part des mines de la Sonora. L'aventure mexicaine a d'ailleurs profitable, financièrement, à la France, mais elle jette le discrédit sur les aventures extérieures

- un gouv. stable au Mexique aurait d'autres avantages :

* obstacle aux empiétements des États-Unis

* Mexique = débouché pour ind. fr.

CONCLUSION DU I. LES DEBUTS DU NOUVEL EMP. COLO. FR. AVANT 1864

□ des bases nouvelles pour un nouvel empire colo., grâce à des considérations politiques, au jeu des personnalités, aux questions de prestige, qui ont compté bien davantage que les impératifs éco.

□ mais dév. au sein d'un vaste scepticisme au sujet de la "vocation" colo. fr. :

- on parle de "notre incapacité éprouvée à coloniser" (Valland, intendant en chef de l'armée d'Afrique, en 1830)

- Tocqueville : "le commerce maritime n'est qu'un appendice de [l'] existence de la France"

- Prévost-Paradol, journaliste qui publie en 1868 *La France nouvelle*, livre au gros succès, déplore l'attachement obstiné des Français au sol natal, incompatible avec la colo.

- toutefois, dès la fin du Second Empire, l'indiff. de l'op., tout au - éclairée, est sans doute - forte qu'on ne l'affirme généralement

□ la coupure de 1864 se justifie par :

- ratif. acquisition 1/2 Cochinchine et prot. / Cambodge :

* point de départ conquête de toute Indochine, pièce maîtresse mepire colo. fr.

* il y a déjà dans certains milieux (commerce, min. Marine) idée établir une solide base en Cochinchine dans un triple but : pénétrer en Chine par la vallée du Mékong, transformer Saïgon en un vaste *emporium* français, bloquer expansion Siam vers Laos

- changement brusque attitude Société de Géographie, qui va devenir un groupe pression très important

- mort d'El Hadj Omar et départ Faidherbe

□ la soi-disant "période de recueillement" (duc de Broglie) des débuts de la IIIe république ne résiste pas à l'examen. Des actes très importants à court et long terme pour Alg. et Afrique noire. Il n'y a pas de solution de continuité entre l'exp. colo. sous le Second Empire et celle poursuivie sous la IIIe Rép.

II. LES HOMMES ET LE MOUVEMENT COLONIAL DE 1864 A 1914

- Pour désigner l'ensemble imposant formé par la métropole et l'outre-mer (un "2e empire colonial"), l'expression de "la plus grande France" apparut pour la première fois sous la plume de Jacques Léotard, secrétaire général de la Société de Géographie de Marseille, en 1903.
- Le "drapeau civilisateur" de la France flotte alors à ses yeux "sur des territoires dont la superficie atteint près de vingt fois celle de la métropole, avec une population qui dépasse d'un cinquième celle de notre pays."
- C'était le résultat d'une expansion sous la Troisième République, mais :
 - "un entraînement colonial plutôt qu'une volonté d'expansion" (J.Binoche)
 - aussi une organisation et une mise en valeur
 - ⇒ un bilan des responsabilités s'impose.

1°) Les débats : association ou assimilation ?

- politique impériale du "royaume arabe" (voir plus haut) vise à l'association, d'autant plus que l'Algérie se trouve immergée dans le libre-échange à la française (1860) : loi du 17 juillet 1867 règle dans sens libre-échangiste les relations de l'A. avec la France et les pays étrangers (liberté absolue). Même tendance libre-échangiste dans les autres colonies, d'ailleurs.
- vise au total une sorte d'État multinational, sans prohibition de l'installation des Europ. toutefois
- en misant sur une partition équilibrée du pays : aux Algériens, désormais rassurés pour leurs propriétés, la culture et l'élevage, aux colons, confortés par les capitaux investis, l'ind. et le commerce.
- mais les dernières années du Second Empire marquent beaucoup d'hésitations, d'autant plus que révoltes 1864-1865 et famines et épidémies 1866>>> (pour causes naturelles)
- En réaction contre la politique impériale du "royaume arabe", l'Algérie a dans les débuts de la IIIe République été assimilée à la métropole
 - bravoure de l'armée d'Afrique en 1870-1871
 - naturalisation des juifs alg. (décret Crémieux)
 - hostilité au pouvoir militaire plus état d'esprit "jacobin" et croyance aux vertus de la démocratie républicaine
 - "erreur fondamentale" selon Jules Ferry
 - une réforme capitale a en 1896 — une nouvelle fois cette date ! — détache une bonne partie des services civils des ministères parisiens en les plaçant sous l'autorité du gouverneur.
- On a de toutes façons longtemps hésité pour l'empire colonial entre l'assimilation — centralisation, gouvernement direct par la France, utilisation des lois françaises — et l'association — maintien des autorités et coutumes traditionnelles, adaptation de la législation métropolitaine — sans homogénéité dans la solution.
- La première réponse correspondait à l'héritage de la Révolution française et au messianisme moralisant et scientifique du colonisateur, sous-estimant à l'évidence les obstacles ; des psychologues insistaient au contraire sur l'impossibilité d'assimiler des races différentes, d'autres font valoir le coût

énorme de l'assimilation, et la doctrine de l'association sera systématisée par Jules Harmand, haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères en 1910 en préconisant "la plus grande somme d'indépendance administrative, économique et financière qui soit compatible avec la plus grande dépendance politique possible."

□ Localement et avec empirisme, c'est l' "administration directe" (française) qui domine au début de la Belle Époque, quoiqu'il subsiste ici ou là des institutions antérieures.

2°) Causes principales et chevilles ouvrières

a) Bilan global des responsabilités

□ Volonté de puissance ou simple addition de causes diverses ? Le problème n'est pas simple dans l'historiographie française et étrangère et le point final n'est sûrement pas écrit. En nous en tenant pour l'instant à un ordre non discriminant, nous pouvons a posteriori énumérer une demi-douzaine de types de causes, mais était-ce si clair pour le contemporain ?

□ Des causes intellectuelles ont certainement joué :

- il y a eu à l'évidence dès les années 1880 au plus tard établissement d'un lien très fort entre passion de la découverte et colonisation, entre passion de l'étude et assise de la domination française.

- Déjà Faidherbe sous le Second Empire avait encouragé la curiosité scientifique prenant son Sénégal pour objet ; désormais, les Sociétés de Géographie, sur lesquelles nous reviendrons, ont rejeté aux oubliettes leur mépris ancien de tout ce qui était préoccupations utilitaires et elles se soucient beaucoup au contraire de la mission civilisatrice de la France et de l'extension du domaine colonial du pays.

□ Un vieux mais essentiel (et non achevé) débat chez idéologues et historiens concerne la part des explications économiques de la colonisation.

- Toute l'Europe en expansion a besoin de matières premières et de débouchés. Pour la France, Paul Leroy-Beaulieu, économiste et professeur au Collège de France a montré dès l'orée de la Troisième République l'intérêt économique des colonies, Jules Ferry a dit ensuite que la politique coloniale était "fille de la politique industrielle", et Eugène Étienne, avocat des colons, et ministre des Colonies sans le titre, l'a répété à satiété.

- Justification voisine, "les colonies, sont pour un pays riche, un placement de capitaux des plus avantageux" : l'aphorisme du même Ferry se vérifie quand la baisse des taux d'intérêt métropolitains pousse à l'investissement outre-mer. Mais celui-ci fut-il massif ? On doit en douter si l'on considère que les Français, poussés par les conseils de leurs banquiers, préférèrent les charmes du placement en Russie ou dans d'autres pays où le rapport était encore plus élevé que dans les colonies.

□ Une troisième justification, souvent avancée, et pour cause, fut le prestige national :

- la France défaite en 1871 se doit de faire respecter son pavillon et de pousser son drapeau ici et là, visant notamment à la création d'une "France africaine" équilibrant la perte de l'Alsace-Lorraine.

- La défaite doit être effacée par l'action (outre-mer), le "recueillement" des années 1870, d'ailleurs relatif, ne doit pas être poursuivi, car il serait à la longue abstention et celle-ci est "le grand chemin de la décadence", selon une troisième formule de Ferry.

- Les exigences sont stratégiques aussi : la marine de guerre française a besoin de par le monde de bases.

- de plus, troupes coloniales : la guerre de Crimée a fait connaître les "turcos" (tir. alg.), il y a aussi en Alg. les spahis, les cavaliers arabes, en Afrique noire les tirailleurs sénégalais...

□ Ce souci de prestige a son manteau moral :

- la civilisation européenne serait à l'évidence supérieure, et même la quintessence de la Civilisation, le continent se doit donc de coloniser.

- La France, éternelle porteuse de lumière, est républicaine : elle tient par vocation le flambeau de la Démocratie et du Progrès et a le droit comme le devoir de coloniser des peuples que l'anthropologie contemporaine considère en tant qu' "inférieurs".

□ Une autre cause principale est voisine : c'est la cause morale et religieuse.

- D'une part, la France a retrouvé comme certains de ses concurrents la vocation missionnaire qui avait été celle de la péninsule ibérique aux Temps modernes et elle a été avec les Iles britanniques le grand pays évangélisateur du XIXe siècle, sans que les temps de la République laïque aient ralenti la bienveillance accordée par l'État aux missions.

- cause commune entre Lavignerie et les franc-maçons en Alg., entre les missionnaires et Faidherbe, laïc militant au Sénégal !

- Le phénomène se nourrit de lui-même : les colonisateurs rendent hommage souvent aux missionnaires, les récits de ceux-ci, les persécutions qu'ils subissent sont régulièrement publiés, une rumeur d'épopée triomphale et sanglante à la fois accompagne ces hommes qui, pour mieux faire aboutir leurs efforts, soulignent fréquemment les buts séculiers que leurs activités favorisent.

- D'autre part, il tend à se manifester un dessein de mission laïque et civilisatrice, évident chez un Pierre Savorgnan de Brazza dont la formule "Partout où flotte le pavillon, les esclaves retrouvent leur liberté" a été souvent reprise. Il est net chez quantité de ses émules, qui vaccinent et bâtissent avec ardeur, et il sera présent encore dans l'installation du docteur Schweitzer à Lambaréné (Gabon), en 1913.

□ Ceci suggère un dernier type d'explication : la colonisation est sur le terrain très souvent le lot de nombre d'initiatives individuelles, reconnues et encouragées *a posteriori*.

- Le fait accompli met les gouvernements devant le résultat de motivations personnelles de marins, de militaires, d'aventuriers, que l'hagiographie coloniale propulsera avec mansuétude vers une sorte de Panthéon, mais qui n'ont pas tous la mentalité angélique ni le psychisme rationnel.

- Hors d'une société métropolitaine qui est en partie bloquée, on est tenté d'aller se faire rapidement une "position", une réputation, de se tailler de la gloire et de se hausser du col dans le tableau d'avancement.

- Ces individus lèguent d'ailleurs une fois rentrés des types sociaux à la société métropolitaine, ancien soldat rentré "des colonies", "colonial" (fonctionnaire ou commerçant) revenu au pays pour bénéficier de ses rentes, de même que la colonisation donne au paysage un certain nombre de toponymes et que le légendaire colonial tend à se confondre avec le légendaire militaire ⁴
- Bien entendu bon nombre de ces citoyens, Français pour la plupart, ont le sincère souci du bien de leur patrie, mais beaucoup savent déjà se faire aider des groupes de pression qui agissent en métropole (voir plus loin).

b) Quelques rôles particuliers

□ Rôle capital de certains ministres de la Marine et/ou des Colonies, comme Chasseloup-Laubat :

- Au moment où le régime impérial sort quelque peu de son attitude de laisser-faire et où l'opinion publique commence à être intéressée à la question, l'arrivée de Jules Duval à la Société de Géographie de Paris en opère le brutal et collectif ralliement à l'idée coloniale.
- La même année 1864 est le début de la présidence de Chasseloup-Laubat, qui poursuit l'apostolat en faveur de la colonisation, et est réélu neuf ans de suite, et c'est aussi la date d'entrée à la Commission centrale de Charles Maunoir, qui en sera le secrétaire général de 1867 à... 1896.
- La coïncidence chronologique est d'entrée de jeu frappante pour ces responsables et ces responsabilités majeurs du changement. Jusqu'à eux le pouvoir exécutif de la Société de Géographie souffrait de maux congénitaux ou contractés en quatre décennies : un président pas toujours intéressé par la géographie, sinon pire, en tout cas sans grand pouvoir et changé chaque année, un poste de secrétaire général dont on avait connu quinze titulaires depuis l'origine.
- Désormais le président rééligible de fait que va être Chasseloup-Laubat et le secrétaire général quasi pérennisé que sera Maunoir vont avoir le temps pour eux et la stabilité pour une politique durable.
- Ministre de la Marine de 1860 à 1867 après l'avoir été une première fois en 1851 et avoir occupé en 1859-1860, après le prince Napoléon, l'éphémère ministère de l'Algérie et des Colonies, homme de l'expansion coloniale, le marquis Prosper de Chasseloup-Laubat (1805-1873) ne fut pas un président honorifique comme presque tous ses prédécesseurs
- utilise la Société de Géographie c. moyen d'action (contacts, groupe de pression, action sur l'opinion)
- lance des idées et des slogans (remontée du Mékong, pénétration commerciale de la Chine, etc.)
- réussit très efficacement à faire la transition avec la IIIe Rép.
- son successeur fut l'amiral Rigault de Genouilly (voir plus haut)

□ D'autres personnages charnières :

- Homme bien différent du marquis Chasseloup, mais autre dirigeant d'envergure, collaborant très harmonieusement avec le premier, que Charles Maunoir (1830-1901), puisque simple employé du

⁴ R.Girardet, *L'idée coloniale en France de 1871 à 1962*, La Table ronde, 1972, réédition, Pluriel, pp. 34-35.

Dépôt du ministère de la Guerre, dans les bureaux duquel un grave accident avait relégué ce jeune cavalier un an après son entrée dans l'armée. Il franchit certes tous les échelons, de commis de cinquième classe (1858) à sous-chef de bureau chargé des "archives des cartes" (1885), toujours bien noté pour ses multiples qualités, les atouts intellectuels de ce "savant géographe" étant jugés au-dessus de l'ordinaire.

- Maunoir a un rôle majeur : très actif aux séances, modeste, mais très consciencieux et instruit, il devient vite indispensable et tout-puissant ; il n'avait d'ailleurs qu'un pas à faire de chez lui (14 rue Jacob) à la Société de Géographie. À peine secrétaire adjoint il avait donné une grande extension aux procès-verbaux des séances, qui constituent aussitôt une mine de renseignements et le sont restés pour le géographe actuel, tout comme les comptes rendus annuels de l'avancement de la Géographie qu'il faisait en assemblée générale et qui furent édités par la suite en trois gros volumes. Maunoir tisse autour de lui tout un réseau de relations :

- un des ses parents, Jacottet, dirige *Le Tour du monde*, sa femme est membre de la Société, son beau-frère William Martin est industriel, chargé d'affaire de Hawaii et longtemps membre de la Commission centrale ; ami de Henri Duveyrier, Charles Maunoir succède avec lui au vieux Vivien de Saint-Martin à la tête de *L'année géographique*, devient le légataire universel de Duveyrier, et... l'explorateur Chaffanjon baptise de son nom un pic du Venezuela. Il a des amis et des relations dans les rédactions de revues et de grands quotidiens et sait faire paraître des comptes rendus des séances de la Société de Géographie ; son ami Charles Hertz, rédacteur au *Journal officiel*, et en outre l'un des fondateurs et secrétaire général de la Société de Géographie commerciale, directeur de l'éphémère *Explorateur*, insère dans le *Journal officiel* des résumés abondants des séances de la Société de Géographie de Paris

- place de plus en plus large des "coloniaux", professionnels de la colonisation :

* ceux du Sous-Secrétariat (1881 et 1883>>>) puis du ministère (1894>>>) des Colonies : un corps de fonctionnaires, une administration, un recrutement, des amitiés, etc.

* ceux de l'École coloniale (1889), centre unique de formation pour les futurs fonctionnaires (adm. et mag.) colo. Installée 1896 avenue de l'Observatoire (architecture et déco. "colo.") ⇒ des "anciens", mais en 1914 encore seulement 1/5 des admin. sont passés par l'École, qui sera rebaptisée en 1934 École nationale de la France d'outre-mer (ENFOM), avec des classes préparatoires spécifiques

* autres fonctionnaires (anciens officiers, fonctionnaires métr., etc.) et grand rôle du favoritisme

* malgré l'hétérogénéité, solide esprit de corps

□ Jules Verne et la littérature d'aventure :

- Alphonse Daudet (voyage en Alg. sous le Second Empire) connaît une grande vogue (mythe de la chasse, du désert, mais aussi dénonciation)

- **L'œuvre de Jules Verne**, dont la publication ne s'interrompt pas à la mort en 1905 de l'auteur, a joué un rôle important à cet égard ; n'était-elle pas sous-titrée "Mondes connus et inconnus" ? Titre = les *Voyages extraordinaires* (mais a écrit aussi une *Géographie illustrée de la France et de ses colonies*,

une *Histoire des grands voyages et des grands voyageurs*). Membre de la Société de Géographie 1865>>>.

- Jules Verne combine surtout deux sources principales d'inspiration : *Le Tour du Monde* et le *Bulletin de la Société de Géographie*.

- On comprend dès lors le nombre, la variété et l'intensité des vocations suscitées par la lecture, au retour d'une distribution des prix, après les étrennes, ou un dimanche pluvieux à plat ventre dans un grenier (selon une formule de Bertrand Poirot-Delpech) des volumes de la collection Hetzel : de Jean-Baptiste Charcot à Haroun Tazieff, en passant par Paul-Émile Victor et Umberto Nobile.

- Jules Verne a donc bien vulgarisé la géographie, auprès de lecteurs qui n'appartenaient pas tous, tant s'en faut, à la jeunesse du second XIXe siècle.

- mais J.Verne n'est pas un apôtre de la conquête colo.

- Capital fut aussi le rôle de ces revues de vulgarisation géographique et touristique que l'on retrouve encore à pleins greniers, comme *Le Tour du Monde* et dix autres.

- idem pour les peintres depuis Fromentin : Horace Vernet, peintre "officiel" du Second Empire

- la vogue des périodiques (surtout le *Journal des Voyages*) et de la littérature d'aventures, de Jules Verne et de ses *Voyages extraordinaires*, de l'Anglais Thomas Mayne Reid (1818-1883, mais toujours publié dans la "bibliothèque rose"), de Paul d'Ivoi et Louis Noir, mais aussi d'une immense littérature enfantine et populaire, formée de séries à bon marché, comme la "bibliothèque des grandes aventures", les "voyages illustrés" et la "bibliothèque universelle de poche".

- La dominante, surtout pour cette dernière littérature, est le contexte d'exotisme vulgaire, d'action violente et d'exaltation chauvine, dans lequel l'imagination populaire a placé l'expansion coloniale. Elle est aussi le racisme, obsédé par le "simiesque" des indigènes. L'exotisme s'accompagna à la Belle Époque d'érotisme, phénomène classique de mentalité collective ⁵.

- Mais, en admettant que cela poussât à l'aventure, ce qui n'est pas psychologiquement sûr, cela incitait-il à la conquête et même au simple désir de rivalité avec les autres pays colonisateurs, ce qui importe ici ? Rien n'est moins certain, d'autant que dans les récits de conquête les souffrances des soldats sont décrites avec abondance et souvent de façon très morbide, ainsi que les maladies qui affectent les Français aux colonies. La *Lecture politique de Jules Verne* (Jean Chesneaux) ne montre pas en lui un "colonialiste", tant s'en faut, et dans le fameux *Tour de la France par deux enfants* les colonies n'étaient qu'évoquées dans les chapitres finaux des éditions de la Belle Époque, que les contraintes de l'emploi du temps ne permettaient pas forcément d'aborder. Enfin, on trouverait parmi les *best-sellers* la dénonciation des scandales coloniaux en Algérie (*Tartarin de Tarascon*) ou la critique de l'intervention française en Tunisie (*Bel-Ami*, de Maupassant, avec une identification Maroc-Tunisie).

- Ceci pose le (vaste) problème de la crédibilité didactique de la littérature générale, ainsi que de la littérature "coloniste" (comme on disait encore). Qu'ainsi l'économiste Paul Leroy-Beaulieu (*De la colonisation chez les peuples modernes*) fût lu est certain, mais la dernière réédition est de 1908, et qui

⁵ Non, il n'y aura pas de citations...

en dehors des convaincus pouvait en 1904 le suivre en lisant que le Sahara pourrait nourrir une dizaine de millions d'habitants, et peut-être même vingt millions ? Aucun prosélyte n'y alla, en tout cas.

- Par contre, près de deux millions de visiteurs se rendirent à la première exposition coloniale française, à Marseille en 1906, gros succès (dans la mémoire collective éclipsé par Vincennes en 1931) à une date tout à fait symptomatique, mais il faudra attendre les sondages d'opinion de la Libération pour voir en réalité culminer l'idée coloniale chez les Français.

□ Les officiers :

- rôle majeur des l' "arche sainte" (R.Girardet) dans la colonisation, alors que la conquête est devenue très militaire

- À la suite du *scramble* une fraction de l'armée française s'est "colonialisée" et l'idée coloniale s'est "militarisée" depuis les Francis Garnier (1839-1873) et Pierre Savorgnan de Brazza (1852-1905). Les premiers rôles sont joués par Joseph Gallieni et Lyautey, dont le *Rôle colonial de l'armée* paraît en 1900.

- Lyautey dresse (*Rôle...*, lettres destinées à être publiées, articles, etc.) l'image idéale du soldat colonial, conquérant et civilisateur, fondateur de camps et constructeur de villes sur les terres impériales.

- une armée coloniale très à part

- La littérature d'aventures perpétue l'identification entre la vocation coloniale et la vocation militaire, suscite parmi les jeunes un vif attrait, auquel est sensible un petit-fils de Renan, transfuge de son milieu d'origine, Ernest Psichari, qui abandonne la philosophie, se convertit au christianisme et à l'état militaire colonial, au Congo puis en Mauritanie et publie en 1913 *L'Appel des armes*.

- Ce rôle colonial — qui se concrétise également sous la forme d'un groupe de pression militaire — dépasse celui des seules "troupes de marine" ("marsouins" et "bigors"), peu recherchées d'ailleurs par les officiers, passées en 1900 de la Marine à la Guerre en donnant l' "infanterie coloniale". Un sous-groupe de pression mène une vaste campagne d'opinion en faveur de la levée de nombreuses troupes noires dans les colonies, elle culmine en 1910 avec l'ouvrage du colonel Mangin (*La Force noire*).

- un Panthéon, de "hautes figures".

□ Les économistes, les publicistes et leurs théories "colonistes" :

- Jules Duval :

* Jules Duval (1813-1870), apôtre de la colonisation, fondateur de *L'Économiste français*, qui publia dans le *Bulletin de la Société de Géographie*, à partir des livraisons du second semestre 1863 de copieux articles, accueillis avec faveur : on adopta vite des axiomes comme "la supériorité coloniale et commerciale de l'Angleterre est intimement liée à la diffusion générale des notions géographiques."

* À la même époque d'ailleurs, Duval livra à d'autres publications des articles similaires, comme cet extrait de son ouvrage sous presse *Les colonies et la politique coloniale de la France* intitulé *La formation du domaine colonial de la France*, qui parut à la fois dans les *Nouvelles Annales de la Marine et des Colonies* et dans les *Nouvelles Annales des voyages* .

* La mort accidentelle de Duval en 1870 fut dommageable pour la Société de Géographie de Paris, qui aurait pu former un véritable triumvirat directeur Chasseloup-Maunoir-Duval, le dernier étant en quelque

sorte en son sein l' "idéologue" de la colonisation : il ne fut en définitive qu'un initiateur qui dès 1863 avait écrit dans le *Bulletin* un article sur "Les rapports entre la géographie et l'économie politique."

- Prévost-Paradol :

* journaliste de l'opp. libérale au Second Empire

* publie en 1868 *La France nouvelle*, où il constate la décadence de la France vis-à-vis des nouveaux mondes et des Anglo-Saxons

* remède : fonder un puissant empire méditerr. dont l'Alg. serait le pivot et qui devrait s'étendre à toute l'AFN

- Paul Leroy-Beaulieu :

* *De la colonisation chez les peuples modernes* . première édition 1874 (peu de succès), 2e édit. en 1882 : beaucoup plus d'influence. 4 autres rééditions >>> 1908. Deux parties : tableau d'ensemble des divers systèmes colo. ; théorie génér. de la colo.

* *Traité théorique et pratique d'économie politique* , 1895

* gendre de l'éco. saint-simonien Michel Chevalier, auquel il succéda en 1879 dans la chaire des Sciences morales et politiques du Collège de France

* distingue colo. de peuplement et colo. d'exploitation (préfère la 2de et l' "émigration des capitaux" à la première)

* grande idée : "Le peuple qui colonise le plus est le premier peuple ; s'il ne l'est pas aujourd'hui, il le sera demain..."

* Partage l'optimisme de son temps : il écrit en 1904 (préface de *Le Sahara, le Soudan et les chemins de fer transsahariens*) que le S. pourrait nourrir une dizaine de millions d'habitants et peut-être même 20 millions !

* ⇒ une école française de la colonisation moderne, illustrée par un homme comme Paul Leroy-Beaulieu, école voulant la conciliation de l'idéal humanitaire et des grands principes de 1789, d'une part, avec la colonisation, école qui resta au fond minoritaire, au profit de la conquête militaire classique

- journaliste Gabriel Charmes : articles, pour la constitut. d'un grand empire méditerr.

- Paul Gaffarel, prof. d'hist. à la fac. des Lettres de Dijon :

* **œuvre de réhabilitation de l'ancien passé colo. français**

* ⇒ la France doit reprendre la grande tradition de l'expansion outre-mer

* coloniser est pour la France le seul moyen de ne pas se laisser submerger par le flot démographique des Anglais, des Allemands, etc.

3°) Groupes de pression et parti colonial

a) Les Sociétés de Géographie

□ Les Sociétés françaises de Géographie — Société de Paris (1821). Société de Géographie commerciale (1876). Sociétés provinciales, totalement indépendantes des précédentes et

apparues à partir des années 1870 — participent du Parti colonial, ne serait-ce que parce que leurs "décideurs" sont majoritaires dans les associations du "parti".

□ Pendant quatre décennies, la Société de Géographie de Paris avait été par sa composition sociale comme dans sa mentalité collective purement intellectuelle, aucunement utilitaire, et totalement dépourvue de préoccupations coloniales, donc essentiellement tournée vers l'exploration et non la colonisation.

□ À Paris, la période 1821-1864 avait représenté quatre décennies d'argent rare ou mal utilisé, de sédentarité de la part de géographes de cabinet, le temps de l'expansion européenne qui va des années soixante à la fin des années quatre-vingts se traduit par le ralliement à ce qu'en France — et pas seulement à Paris — on va appeler la "géographie commerciale" ou la "géographie utilitaire", c'est-à-dire la science de géographes qui se soucient de faire connaître aux commerçants et aux candidats au commerce les richesses des régions et pays d'outre-mer.

□ Géographie coloniale et colonisation furent presque senties comme des synonymes, dans le cadre d'un *consensus* des plus larges.

□ dans dictionnaires de l'époque, "géographie" ≈ exploration

□ C'est la masse des provinciaux, c'est-à-dire celle des adhérents aux Sociétés de Géographie qui se créent à grande vitesse en province, et non la seule Société de Paris, qui permet dans le dernier tiers du XIXe siècle d'assurer à la France des Sociétés de Géographie une véritable prééminence mondiale : dès les années quatre-vingts il y a en France plus de Sociétés de Géographie et plus d'adhérents que dans n'importe quel autre pays. Dès 1894 les 111 Sociétés de Géographie du monde entier comptent 53 550 membres, les 30 Sociétés françaises de Géographie 18 700 membres (34,9 %).

□ subventions aux voyages, aux explorations, recommandations officielles, appuis divers, réceptions solennelles, prix et médailles, sollicitations diverses, etc.

□ Mais, surtout, la colonisation occupe désormais une place considérable dans le contenu des publications des Sociétés de Géographie, et il est symptomatique que le premier numéro de *La Géographie*, la nouvelle publication parisienne de l'orée du XXe siècle, s'ouvre par un article, écrit par Gallieni, sur la grande île de l'Océan indien après "l'insurrection qui éclata à Madagascar peu de temps après la conquête" (voir plus loin pour cette insurrection).

□ **Les Sociétés françaises de Géographie, qui ont donc joué leur partie dans l'œuvre d'éveil de l'opinion publique à la colonisation, sont sensibles au prestige et à l'avance de l'Allemagne, certes, mais elles ne manifestent guère de germanophobie, l'absence d'anglophobie demeurant totale, même aux pires moments. Il n'y a donc pas de Fachoda des Sociétés de Géographie !**

b) Les associations procoloniales et la notion de parti colonial

□ Un "Parti Colonial" existe pour tous les régimes politiques, parlementaires ou non, d'Europe occidentale. Il existe un "Parti colonial" français, formé d'associations nombreuses et fort variées, au **sein desquelles on retrouve souvent les mêmes hommes et sur lesquelles on pourra lire (plus tard...)** l'ouvrage de Charles-Robert Ageron (*France coloniale ou parti colonial ?*, Paris, 1978, 302 p.) : Alliance

française (1883), Société française de Colonisation et d'Agriculture coloniale, Comité de l'Afrique française (1890), groupes "coloniaux" parlementaires (1892 et 1898) superposés aux groupes politiques classiques, Union coloniale française (1893), Comité de Madagascar (1895), Ligue Maritime et Coloniale (1899), Comité de l'Asie française (1901), groupes auxquels s'ajouteront à la Belle Époque l'Association cotonnière coloniale (1903) et surtout le Comité du Maroc (1905).

□ Toutes ces associations agissent par la publication de *Bulletins*, la provocation et le soutien de missions d'exploration, la poursuite — de façon à intéresser l'opinion publique — d'une œuvre de propagande, par des conférences à Paris et en province, parfois par des cours, voire des prix, et la pression sur le gouvernement pour accroître l'empire colonial français ou, plus fréquemment, pour infléchir la direction de l'expansion coloniale.

□ L'action est de coulisse et de couloir, le "parti" est véritablement un lobby.

□ Il forge aussi des mythes impérialistes et met en forme les slogans des programmes d'expansion : ainsi sont nés le "bloc africain", la "course au Tchad", exactement comme en Grande-Bretagne "du Cap au Caire".

□ âme du Parti colonial = Eugène Étienne (1844-1921), député puis sénateur d'Oran, 2 passages au Sous-Secrétariat d'État aux Colonies et qui maintint toujours sous sa coupe le ministère

□ résultats :

- op. publique de plus en plus intéressée (tout étant relatif) par la conquête colo.

* mais rôle aussi des Sociétés de Géographie, de la littérature, de la presse, de l'expo. de 1889, qui fit une large place aux colo.

* des inégalités : Fachoda (1898) et les péripéties de la conq. de l'Afr. centrale sont plus suivies que la conq. de Madagascar (1895)

* des émotions en sens inverse, lorsque l'op. publ. prend conscience des dangers de certaines situations (révolte tunisienne après traité du Bardo 1881, Lang Son 1885)

- action / pouv. politique :

* très nette pour l'octroi monopoles ("concessions") aux grandes compagnies au Congo dans années 1880 et 1890 (camp. presse, action d'Étienne, alors SS d'État aux Colo, de Brazza, qui devait plus tard — en 1905 — **être l'implacable censeur des colonies....**). Loi sera votée en 1898

QUELQUES NOTES COMPLÉMENTAIRES SUR LES GROUPES DU PARTI COLONIAL

□ La Société des Études coloniales maritimes (1876) a 500 membres en 1902.

□ La Société de Géographie commerciale de Paris avait saisi la Chambre des Députés en 1879 d'une pétition demandant la création d'une "Société française de Colonisation destinée à encourager l'expansion coloniale et la colonisation". Ce fut un échec, et une telle Société française de Colonisation, embryon de Parti colonial, ne fut constituée qu'en 1883, présidée par Jules Ferry, et entraînée dans le discrédit de l'idée coloniale qui suivit sa chute.

□ L' Alliance française a pour sous-titre: "Association nationale pour la Propagation de la Langue française dans les colonies et à l'étranger". Premier secrétaire général : Pierre Foncin (1883-1897),

premier bulletin en avril 1884, reconnaissance d'utilité publique en 1886. La constitution définitive de l'Alliance française se fit en 1884 au siège de la Société de Géographie, en même temps que celle de l'Association amicale des Agents et Fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères.

□ La Société africaine de France a en 1902 pour secrétaire général le comte de Lichtenberg et 820 membres.

□ Le Comité de l'Afrique française a été créé en réaction contre l'accord de délimitation franco-anglais en Afrique occidentale (août 1890, anecdote du "coq gaulois" évoquée plus haut.

Présidé par le prince Auguste d'Arenberg, directeur du *Journal des Débats*, et député, puis par Célestin Jonnart, son secrétaire étant Auguste Terrier. Il culmina à 4 000 adhérents. La création du Comité est bien entendu saluée par les Sociétés de Géographie. A Marseille : "Il va sans dire que le but du Comité constitué dans une pensée purement patriotique, en dehors de tous les partis, est absolument désintéressé et étranger à toute préoccupation d'affaires" (*Bulletin de la Société de Géographie de Marseille*, 1891, p. 105).

□ Le "groupe colonial" de la Chambre des Députés s'était formé à l'initiative d'Eugène Étienne. 94 députés, essentiellement de la majorité modérée, plus un socialiste, 13 radicaux, 5 ralliés, 12 monarchistes et nationalistes. Après les élections de 1893, sur 129 députés du groupe colonial, on comptait 8 monarchistes, 8 ralliés, 2 boulangistes, 83 républicains du centre et 28 radicaux. En 1902 s'inscrivirent 36 députés radicaux et un socialiste, 75 républicains du centre, 13 de droite, et 15 députés sans appartenance. C'est un lieu commun que de souligner le recrutement politique hétérogène.

□ Le "groupe colonial" du Sénat a une trentaine de membres. Président : Jules Siegfried, parlementaire, gros négociant du Havre, maire de la ville et père d'André Siegfried.

□ L' Union coloniale française fut dirigée pendant plus de trente ans par Joseph Chailley, aussi fondateur de l' Institut colonial international. 1 000 adhérents à l'Union en 1902, malgré une cotisation considérable de 50 francs par an. Sa vocation était essentiellement économique et financière, le conseil d'administration étant composé de dirigeants de sociétés et de banques possédant des intérêts dans les colonies et protectorats. La plupart des membres étaient négociants, banquiers, ou industriels. L'article 2 des statuts "ne laisse d'ailleurs aucune équivoque sur la vocation très précise que se fixe l'Union coloniale" (R.Girardet, *L'idée coloniale en France. 1871-1962*, La Table ronde, 1972, 340 p., réédition, coll. "Pluriel", 1979, 508 p. p. 116):

1° De rechercher tous les moyens propres à assurer le développement, la prospérité et la défense des diverses branches du Commerce et de l'Industrie dans les Colonies, Pays de protectorat et Pays d'influence française, d'organiser le groupement de ses représentants et de concentrer leurs **efforts en vue de la protection de leurs intérêts. [...]**

3° D'intervenir, après examen et rapport d'une commission désignée par elle, dans les instances, devant les juridictions pour la défense des principes d'intérêt général et de prendre au besoin à sa charge, tout ou partie des frais nécessités par cette intervention. [...]

5° D'examiner et de préconiser toutes mesures économiques ou législatives reconnues nécessaires et de les soutenir auprès des pouvoirs compétents par tous les moyens à sa disposition et

notamment, par la publicité (journaux, mémoires, etc.)."

□ Le Comité Dupleix était dirigé par Gabriel Bonvalot (1853-1933), explorateur du Turkestan (première mission en 1880-1882), du Tibet et de l'Abyssinie. Il avait fait plusieurs voyages au Tibet, notamment en compagnie d'Henri d'Orléans. A 17 ans, il avait parcouru à pied la Suisse, la Bohême, l'Autriche, la Suède, la Russie, l'Angleterre et l'Espagne. Par la suite, il fonda le Comité Dupleix, fut député nationaliste de la Seine de 1902 à 1906 (activité nulle au Palais-Bourbon) et publia en 1915 des *Conseils d'un vieil explorateur à de jeunes soldats*.

□ Etienne était un des deux vice-présidents du Comité de Madagascar et le président du Comité de l'Asie française.

□ Le Comité du Maroc avait le même président ! En 1910 fut créé un Comité marseillais du Maroc, affilié au Comité parisien (*Bulletin de la Société de Géographie de Marseille*, 1910, pp. 402-403).

□ Au sujet des Bulletins publiés, Ch.-R. Ageron a souligné à juste titre la faiblesse de cette "presse coloniale" : c'est la grande presse d'information qu'il fallait toucher pour convaincre les Français, ce qui ne fut réussi qu'après la Grande Guerre, de la même façon que la Ligue maritime et coloniale, qui atteignait le public scolaire pour l'essentiel, compta jusqu'à 100 000 adhérents vers 1930. Certes la grande presse quotidienne n'avait pas attendu la Grande Guerre pour s'intéresser à l'empire, mais il s'agissait de convaincre.

c) La forme économique de l'impérialisme

□ Des groupes de pression :

- milieux d'affaires, qui agissent à visage découvert. C'est le "groupe de pression industriel et maritime" qui depuis la fin du XIXe siècle épaulait pour la colonisation les groupes "humanitaire et religieux" (les missions, souvent évoquées plus haut) et "militaire" (A. Teulières⁶).

* La préoccupation essentielle de ce groupe était la rentabilité des possessions coloniales, opposée par Eugène Étienne en 1897 aux "satisfactions platoniques" et à la "gloire éphémère".

* Il agissait donc en faveur de la colonisation d'exploitation, et éventuellement du protectorat, qui permet l'exploitation économique tout en ménageant les finances métropolitaines, et même en faveur des simples zones d'influence.

- C'était le signe de la présence des milieux bancaires et d'industries lourdes (réticents jusqu'aux années 1880) aux côtés des armateurs, négociants, et manufacturiers d'industries légères exportant des produits de consommation.

* Ils ont poussé à l'adoption du principe de l'équilibre obligatoire entre les recettes et les dépenses d'une même colonie et de la règle de la faiblesse de l'engagement de dépenses par la France, ce qui a entraîné une hausse des impôts de chaque colonie.

* Ils ont poussé au vote de la loi de 1892 sur le commerce extérieur, qui a annulé le libéralisme de 1861 : désormais, les produits étrangers arrivant aux colonies sont frappés des mêmes droits que s'ils atteignaient la métropole.

⁶ A. Teulières, *L'Outre-Mer français. Hier... Aujourd'hui... Demain...*, Paris, 1970, 483 p.

- C'est grâce à eux que s'étaient répandues dans les années 1880 l'idée que l'État était incapable d'exploiter une colonie et la doctrine de la mise en valeur par le secteur privé, notamment les grandes compagnies à monopole, telles celles qui ont eu des concessions au Congo.

- Enfin, cette composante du parti colonial avait réussi, outre ses actions de couloirs, à mouvoir la presse, qui avait longtemps tardé à s'intéresser aux aspects économiques de la colonisation, au profit des aspects administratifs et politiques, et à accompagner les transformations des Sociétés de Géographie, qui, sensibles désormais à la géographie utilitaire, opèrent la réconciliation du loisir intellectuel et des préoccupations commerciales.

- des ex. concrets :

* les intérêts financiers ont joué un rôle majeur dans l'évolution de la politique tunisienne, et, en s'assurant une place essentielle dans la Commission internationale de la Dette (créée en 1869), la France prenait une option sur l'avenir de la région

* milieux ind. et comm. lyonnais ont joué un grand rôle pour l'Extrême-Orient : utilisation accrue des soies extr.-or. par l'ind. lyonnaise après la dévastation de la sériciculture fr. par la pébrine plus idée d'atteindre le marché chinois à partir de l'Indochine

* camp. presse 1873-1874 pour soutenir la politique d'exp. au Tonkin : voie directe pour atteindre l' "énorme marché chinois", moyen de faire rayonner comm. fr. / toute Asie du Second Empire

□ un peu voisin, mais plus général (économiquement parlant), plus restreint géographiquement parlant, l'action des Européens établis aux colo. :

- "Algériens" (Europ. d'A.), pour l'intervention en Tunisie puis au Maroc

- action des Réunionnais poussant à l'annexion de Madagascar, source de ravitaillement et champ d'action pour popul. croissante

□ Si la colonisation classique se stabilise, la France de la Belle Époque s'installe dans une forme économique d'impérialisme. Celle-ci, qui se soucie peu des limites usuelles entre colonisation et politique étrangère, a désormais une grande importance et est mue par des groupes de pression.

□ Son importance globale :

- Les placements de capitaux français à l'étranger deviennent fort importants (pour une vue d'ensemble : A. Beltran et P. Griset, ma *Belle Époque*). Si l'observateur se place, par commodité, en 1914, il constate que la France représente alors 20 % de l'investissement transnational, soit environ 45 milliards de francs. Ceci pose la question de la répartition géographique de ces investissements. L'Europe (Russie comprise) domine, avec plus de la moitié des 45 milliards, la Russie s'étant octroyé la part du lion, ce qui surprend peu. Hors d'Europe, se signalent à l'attention l'Amérique latine (6 à 8 milliards), l'Égypte (3), l'Afrique du Sud (3), l'Afrique du Nord (3), que suivent les États-Unis (2), la Chine, l'Indochine, etc. Au total, les colonies ne représentent que 4 milliards (dont 3 pour l'Afrique du Nord), soit une situation inférieure à celle de l'Amérique latine et dix fois moins que l'investissement britannique dans l'Empire ! Toutefois, la part des colonies s'est accru très vite pendant les années de la Belle Époque, les calculs de Jacques Marseille montent le total possible jusqu'à 7,5 milliards.

□ Les conséquences globales de cette importance sont capitales.

- Les rivalités avec les pays étrangers peuvent en être directement issues, car on passe facilement du heurt entre intérêts privés aux conflits entre états. Ceci, qui a un fort intérêt historiographique, pose le problème des relations entre milieux d'affaires et milieux politiques.
 - Une autre conséquence est économique, la mise en valeur du territoire national étant par voie de soustraction relativement insuffisante, alors que des capitaux étrangers, belges, suisses, et même allemands, ont commencé à s'investir en France !
 - Une troisième conséquence est financière et économique dans le court et le moyen terme : les investissements français servent rarement à acheter des produits français. Les meilleurs fournisseurs de la Russie sont ainsi en 1914 l'Allemagne et la Grande-Bretagne, et non la France, dont les exportateurs de marchandises gémissent. Nous pouvons y ajouter avec sûreté une conséquence financière à long terme, celle de la perte de capitaux après la guerre, la Russie nouvelle ne reconnaissant pas les dettes de l'État tsariste, au grand dam des épargnants français qui avaient cru justement trouver la sécurité, le cas est bien connu.
 - Enfin, il est un effet d'entraînement politique et moral que les adversaires de l'alliance franco-russe ont de longue date mis en avant : une République parlementaire a investi surtout dans des pays à régime absolutiste (mais le choix inverse était-il vaste ?).
- Autre conséquence : prodromes d'un divorce :
- On l'a souvent dit, l'empire colonial a peu attiré les capitaux français, ne recevant pas même dix francs sur cent que les Français placent hors des frontières. Nous l'avons annoncé, cette idée est à nuancer, et la situation de la Belle Époque porte en elle le germe d'un décalage entre un intérêt économique grandissant et la nécessité de la décolonisation.
 - Si la mise en valeur de l'empire est médiocre, il faut se souvenir que les colonies coûtent peu au contribuable métropolitain. Si les colonies ne représentent en apparence et depuis le Second Empire qu'une médiocre part dans le commerce extérieur français — pendant les cinq années 1896-1900 7,8 % des importations et 9,8 % des exportations — elles constituent un partenaire essentiel (le troisième) et en progrès constant du commerce international de la France. Voici la conséquence de la pression fiscale et du "monopole du pavillon", sur laquelle, en sens inverse des idées communément admises, la thèse de Jacques Marseille a conduit à réfléchir (*Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, Albin Michel, 1984, réédition en poche dans la coll. "Points", 1989, la première partie). Depuis 1880, le commerce de la France avec ses colonies s'est accru plus que deux fois plus vite que les échanges avec les pays étrangers, et en 1913, l'empire colonial représente déjà 12 % du commerce extérieur de la métropole.
 - Au moment où va s'engager la Grande Guerre, beaucoup avancent que les exportations vers l'empire sont la panacée commerciale, d'autant plus que la métropole vend depuis 1911 plus à ses colonies qu'elle ne leur achète (sauf en 1910 et 1911) et que nul n'ignore le déséquilibre de la balance commerciale de la France.
 - Voici qui va à l'encontre de l'axiome répandu, facile, et trouble, selon lequel les conquêtes coloniales auraient finalement coûté plus cher qu'elles n'auraient rapporté au pays : "si l'opinion et les forces

politiques restent indifférentes à l'empire, le monde des affaires, lui, en a rapidement saisi l'intérêt" (J.Marseille).

d) Bilan quant au Parti colonial

□ Des lieux de rencontre et des "catalyseurs" :

- la "petite Vache". Ce nom est l'enseigne d'une crèmerie sise à proximité des sièges de la Société et de la maison Hachette, rue Mazarine, crèmerie ouverte en 1850, et à l'atmosphère joyeuse et fort libre, "entre hommes" pour l'essentiel, ce qui annonce la vogue des "dîners d'hommes" de la fin du XIXe siècle.

* Elle connut grâce à Charles Maunoir, qui y avait été introduit en 1853 par Jean-Charles Töpffer, fils de l'auteur des *Voyages en Zig-Zag*, une véritable vocation géographique : avant ou après les séances de la Société, le vendredi, des membres du bureau de sa Commission centrale et des explorateurs y tenaient des réunions aux propos moins guindés qu'à la Société, mais qui étaient le fait de dirigeants.

* Y venaient régulièrement Francis Garnier, Jules Crevaux, Gabriel Bonvalot, Henri Duveyrier, Brazza, Alfred Marche, Dutreuil de Rhins, Louis Mizon, Alexandre Serpa Pinto, etc., soit le Gotha de l'exploration fin de siècle, à la seule notable exception de Stanley. En outre on y voyait le Dr Hamy, Onésime Reclus, Jacottet, Roland Bonaparte...

- les Sociétés de Géographie se comportèrent surtout comme des catalyseurs et comme les maîtres **d'œuvre de réseaux latéraux de relations.**

- importance des coalitions des diff. groupes de pression pour qu'une pression réussisse :

* cf. 1864 (pour maintien en Indoch.) : groupe des off. marine (F.Garnier surtout) plus gens des ports plus ind. trav. pour l'exportat. plus grands négo. plus Missions étrangères de la rue du Bac

* cf. pour Madagascar : "parti catholique" (H.Deschamps) plus Réunionnais

4°) Le débat politique sur la colonisation

La doctrine colo. n'est l'exclusivité d'aucun parti mais on la trouve davantage chez les républicains (au pouvoir...) que chez les conservateurs.

a) L'impérialisme colonial républicain : Jules Ferry

□ Déjà chez Gambetta et ses amis pol. :

- G. réclame l'"expansion" pour que la Fr. reprenne "véritablement le rang qui lui appartient dans le monde" (mais, en 1876, président de la commission du budget, il avait voulu économiser sur les budgets coloniaux)

- amis réclament annexion Annam et Tonkin en 1873

□ J.Ferry PDC 1880-1881 & 1883-1885 ⇒ Tunisie, Annam, Tonkin, Congo. De plus, un doctrinaire de la colo., mais largement a posteriori !

□ argument éco. : mat. premières, débouchés pour l'ind. fr. Avec un caract. inévitable : cf. le fameux "la politique colo. est fille de la pol. industrielle"

□ arg. humanitaire : répandre bienfaits de la Science, de la Raison et de la Liberté :

- **œuvre d'amancipation, faite par la patrie des Droits de l'Homme**

- "races sup." éclairant et guidant les "races inf." : "Il faut dire ouvertement qu'en effet les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures..." (très critiqué par Clemenceau)

- cf. création 1883 du Conseil supérieur des Colonies :

* quelques colo. (Algérie, Antilles, Guyane, Sénégal, Réunion, Inde, Cochichine) bénéficiaient déjà d'une représentation au parlement. Pour compenser, dans une certaine mesure, l'absence de repr. des autres, fut créé en 1883 ce Conseil sup.

* caractère seulement consultatif

* à l'origine, essentiellement fonctionnaires. S'y ajoutèrent par la suite délégués des groupements éco. régionaux, sénateurs et députés des colo., délégués élus au suffrage universel par citoyens fr. des colo. non repr. au parlement, 10 indigènes nommés par le ministre

□ argument de la grandeur et de la puissance de la France, qui ne saurait se résigner à n'être qu'une nation de seconde zone :

- place laissée vacante serait occupée par d'autres

- puissance navale nécessite des points d'appui

- => "rayonner sans agir", c'est abdiquer (voir plus haut)

□ interprétations de la pensée colo. de J.Ferry :

- néo-mercantilisme à une époque de très forte concurrence ?

Mais les conquêtes commencèrent à des moments d'expansion éco. et avant la législation protectionniste

- dessein nationaliste ? Les impératifs éco. n'étant que des alibis

- impératifs éco. vus comme des moyens d'assurer la grandeur et la puissance de la France ?

□ En tout cas, beaucoup de parlementaires de la IIIe République occupent un temps des fonctions de gouverneur de colo. : Albert Grévy, Charles Jonnart, Théodore Steeg, Maurice Viollette (Alg.), Paul Bert, Jean Constans, Jean-Marie de Lanessan, Paul Doumer, Albert Sarraut et Alexandre Varenne (Indochine).

b) L'anticolonialisme antiferryste

□ Contre Ferry "le Tonkinois", mais déjà à propos de la Tunisie. Il existait déjà un anticolonialisme qui avait répliqué aux arguments classiques en faveur de l'expansion coloniale du temps de Ferry, l'argument humanitaire, l'argument économique et l'argument politique.

□ Contre le premier la gauche radicale (cf. Clemenceau) s'était dressée, niant la notion de races inférieures et proclamant que la France trahissait les droits de l'homme en imposant sa domination par la force (Rochefort). Argument le plus âprement contesté

□ Contre le second, on soulignait à droite et à gauche le coût de la conquête, puis de l'aménagement des colonies (les produits manuf. fr. seront peu compétitifs => les exportateurs étrangers seront, en fait, favorisés !), et les faiblesses de la démographie française, qui ne donnait pas au pays d'hommes à

"exporter" : il ne fallait pas, au fond, sacrifier "l'or et le sang de la France ", comme disait l'économiste Frédéric Passy.

□ À la vision d'une France grandie et rendue plus puissante par ses colonies la droite, mais aussi Clemenceau, répondaient que celles-ci immobilisaient des forces armées outre-mer et surtout détournaient du souvenir des "provinces perdues".

- caricature de la "compensation" dans *Les enfants de Marcel* (manuel de G. Bruno, 1887, moins célèbre que *Le tour de la France par deux enfants*) : sergent alsacien Marcel s'installe en Algérie, il y trouve une "nouvelle Alsace", et le livre se clôt dans le calme de la célébration de l'action colonisatrice, qui a "réparé", "compensé" l'amputation du territ. Mais ce manuel pose comme toujours le problème des dernières leçons : sont-elles lues et expliquées, en fin d'année ?

- La théorie de la compensation de la perte de l'Alsace-Lorraine par l'acquisition de colonies a été pourfendue par la formule de Déroulède : **"J'ai perdu deux sœurs, vous m'offrez vingt domestiques !"**.

- il ne faut pas faire le jeu de l'Allemagne, la conquête colo. n'est-elle pas un "rêve" dangereux ?

□ en plus, dénonciation de l' "affairisme colo." par Clemenceau, Rochefort, mais aussi les monarchistes et les antisémites !

c) L'expansion coloniale, instrument décisif de grandeur et de puissance

□ une affirmation unanime au sein du Parti colonial

□ l'entreprise colo. permet à la France de "garder son rang", malgré le traité de Francfort :

- efface l'humiliation de 1871

- montre la vitalité du pays

- redonne à la nation fr. confiance en elle-même

- démontre le "génie colonisateur" fr.

□ premier corollaire : une très violente anglophobie :

- rôle tradit. de l'adversaire, ici transposé

- image d'une mauvaise colonisation

- rencontre de deux axes de colo. en Afrique (cf. Fachoda 1898)

- grande crise de Fachoda

- mais accord de délimitation de 1904 (prodrome de l'Entente cordiale)

□ 2e corollaire : l'idée d'Eurafrique : le Parti colonial prône un certain rapprochement franco-allemand, fondé notamment, après 1905, sur la "reconnaissance des droits sensiblement égaux dans la pénétration éco. des deux empires colo. afric.", dans l'optique d'une "Eurafrique"

□ le problème du passage de la politique Hanotaux à la politique Delcassé :

- une tentative de bon voisinage avec l'Allemagne, élaborée par Gabriel Hanotaux, ministre français des Affaires étrangères de mai 1894 à juin 1898. Pour lui, la priorité avait été l'expansion coloniale, au prix d'une friction avec la Grande-Bretagne, concurrent principal. Or, la rivalité s'était manifestée clairement avec la rencontre en 1898 à Fachoda, au Soudan, des deux grands axes d'expansion en Afrique, le français et le britannique.

- Sous l'influence du nouvel occupant du quai d'Orsay, Delcassé, c'est une révision totale : l'Allemagne redevient l'adversaire essentiel, la France resserre ses liens avec la Russie, et elle en noue de nouveaux avec l'Angleterre, qui aboutissent à l'Entente cordiale. Delcassé est bien secondé par une remarquable et stable équipe d'ambassadeurs, Barrère à Rome et les frères Cambon à Londres et Madrid. Sans que sa politique ait eu toute l'ampleur et la cohérence qu'il aimait laisser soupçonner dans les conversations de couloir, Fachoda et la raréfaction des territoires vacants lui avaient montré qu'il fallait agir avec habileté pour mener deux politiques de front : chercher de nouveaux appuis contre l'Allemagne et continuer l'expansion coloniale.

- Où mener cette dernière ? La grande jonction au Tchad entre les possessions françaises d'Afrique du Nord, de l'Ouest et de l'Équateur se faisant en 1900, ce ne pouvait être qu'au Maroc, dont on s'exagérait la richesse et les possibilités de profit pour les entreprises, et qui compléterait un Maghreb français. De toutes façons, il ne fallait pas laisser l'Allemagne s'y installer, ne serait-ce que sous la forme de bases navales.

- La grande idée de Delcassé, soutenu en sous-main par le parti colonial, c'est-à-dire les parlementaires de tous bords et les groupes de pression favorables à l'expansion coloniale, fut de préparer le protectorat français sur le Maroc non contre la Grande-Bretagne mais avec son appui, la renonciation aux droits français en Égypte étant échangée contre l'acceptation de l'installation française au Maroc, sans que Delcassé eût — semble-t-il — prévu de dédommagement pour l'Allemagne.

- Mais il envisageait les deux objectifs de plus en plus inégalement : d'abord fort "pro-colonial", il avait évolué "vers une conception générale octroyant la primauté à l'Europe et à l'équilibre entre puissances européennes" (R.Girault).

d) L'atténuation de l'anticolonialisme classique à l'approche de la guerre

□ Dans le contexte des débuts du XXe siècle, cela signifiait plus que jamais ne pas faire le jeu de l'Allemagne en sombrant dans le "rêve colonial" : on se souvient des deux fers que Delcassé maintenait au feu. En outre, depuis longtemps, l'"affairisme colonial" était dénoncé par les monarchistes, les antisémites, mais également Clemenceau et Rochefort. Ce premier anticolonialisme s'atténue à la Belle Époque, mais il en naît un second.

□ Une sorte d'acceptation du fait accompli et stabilisé se produit et les radicaux, décidément au pouvoir après 1902, **ne remettent pas en cause l'œuvre de leurs devanciers, et même vont** la poursuivre (au Maroc notamment), ce qui suscite l'ironie de Jean Jaurès.

□ Les républicains des années 1900 s'efforcent d'expliquer l'exp. fr. comme une chose voulue et préméditée par les grands aînés. Gambetta et Ferry

□ L'opposition de droite (cf. Barrès) se rallie aussi dans années 1890, car :

- la colo. offre la possibilité d'un renforcement de la puissance fr. : cf. Denys Cochin : "Ne faisons pas de la France une petite nation"

- l'expansion française a été anti-allemande, et, la conquête coloniale étant achevée, les forces militaires du pays sont à nouveau disponibles.

- l'Afrique est un continent d'avenir, proche de l'Europe. C'est l'époque où apparaît chez certains idée de concentrer effort colo. sur l'Afrique et renoncer aux possess. d'Extr.-Orient

- De plus, s'offre la possibilité de recruter des troupes aux colonies (la "force noire de Mangin") et la colonie est vue comme une école de formation des caractères, de régénération nationale, c'est-à-dire un intérêt bien supérieur aux attraits mercantiles et un idéal auquel seront sensibles les "jeunes gens d'aujourd'hui" de l'enquête d'Agathon.

- exaltation du cas d'Ernest Psichari, petit-fils de Renan, transfuge de son milieu d'origine, qui abandonne la philosophie, se convertit au christianisme et à l'état militaire colonial, au Congo puis en Mauritanie et publie en 1913 *L'Appel des armes*.

□ ⇒ un très large consensus national, mais :

e) Mais naissance d'un nouvel anticolonialisme à la Belle Époque

Il existe donc désormais un très large consensus national, mais aussi un nouvel anticolonialisme, sous deux formes.

□ Pamphlets, de Vigné d'Octon

□ Elle est doublée par la contestation socialiste.

- La colonisation est condamnée à tous les congrès socialistes à partir de 1895 environ.

- brochure de Paul Louis en 1905, *Le colonialisme*

- Cette contestation a deux aboutissements différents :

* d'une part, la condamnation violente et sans appel d'une colonisation qui n'est que pillages et massacres : elle est le fait d'un Gustave Hervé comme du syndicalisme révolutionnaire

* et d'autre part la proposition de réformes d'un empire colonial, qui, somme toute, grâce à la France démocratique, a apporté le progrès, ce que célèbre Jaurès lui-même.

- Mais le leader socialiste, qui écrit dès 1896 dans *La Petite République* que les socialistes n'arrêteront pas le mouvement d'expansion coloniale, ajoute l'idée du proche "réveil" des peuples actuellement soumis et souligne que les dernières ambitions françaises, le Maroc surtout, attisent les heurts entre grandes puissances, d'où le risque de guerre européenne.

- Les socialistes doivent l'empêcher, comme ils ont le devoir "de demander pour les peuples vaincus le traitement le plus humain" et pour les grands voies de passage l'internationalisation.

□ ⇒ dans années 1900, opposition concentrée contre Maroc (Francis de Pressensé : "Ce Mexique républicain qui s'appelle le Maroc") et Sahara

III. UN DEMI-SIÈCLE D'EXPANSION (TERRITORIALE). 1864-1914

□ L'expansion coloniale de la Troisième République fait passer l'empire colonial de 900 000 kilomètres carrés en 1876 à plus de 10 millions lors de la Belle Époque (Bien voir les cartes !) et de 6 à 55 millions d'habitants. Au Maghreb, la révolte kabyle de 1871 a été réprimée, un relatif peuplement de l'Algérie a été fait, le protectorat français a été établi sur la Tunisie (traité du Bardo de 1881 et convention de la Marsa de 1883), In Salah (dans les "territoires du Sud" de l'Algérie) est occupé en 1900 et les années 1900 sont l'ère des accords internationaux donnant à la France une position prédominante sur le Maroc. Les colonies françaises sont nombreuses en Afrique noire depuis le traité Makoko de 1882, la participation française à la conférence de Berlin en 1885 et l'accord franco-anglais de délimitation de 1890 après lequel l'Angleterre se fit fort de n'avoir laissé au coq gaulois que des "terres légères où il pourra gratter ses ergots" ! D'Obock (acheté en 1862, mais sans occupation effective) la souveraineté française a été étendue sur l'ensemble de la Côte française des Somalis, constituée en 1896, deux ans après que la France eût obtenu de l'Éthiopie la concession de la ligne de chemin de fer partant d'Addis-Abeba ; en deux phases (1885 et 1896) Madagascar est devenue française. Le partage colonial entre grandes puissances s'est étendu à l'Indochine : au Cambodge et à la Cochinchine, sous souveraineté française depuis le Second Empire, la France a ajouté les protectorats du Tonkin et de l'Annam en 1885 et une installation au Laos en 1893. Tandis qu'un accord franco-anglais maintenait le Siam comme État-tampon (1896), l'exploitation économique du Viêt-Nam — ensemble "pacifié" depuis peu et formé par la Cochinchine, l'Annam et le Tonkin — a commencé. Dans le reste du monde, la France a participé au *break up of China*, a écrasé la révolte canaque de Nouvelle-Calédonie en 1878, annexé Tahiti (1880) et même racheté l'île de Saint-Barthélémy dans les Antilles à la Suède en 1877.

□ Cet ensemble, construit sans plan d'ensemble, a fait oublier les échecs anciens, comme la perte du premier empire colonial français, celui de l'Ancien Régime, et récents, tels que l'aventure mexicaine du Second Empire et la domination exclusive exercée sur l'Égypte par le Royaume-Uni.

□ Il a été établi au prix de frictions avec des rivaux, comme le dernier pays nommé, au temps de la "course au clocher" de la fin du XIXe siècle entre compétiteurs européens. Il est encore extensible : des jalons n'ont-ils pas été posés par des entreprises capitalistes françaises au Maroc ? La France républicaine ne se considère-t-elle pas toujours comme la protectrice des "lieux saints" de Palestine, à l'instar de la France monarchique ? Le Hoggar ne sera-t-il pas occupé seulement en 1902 ? Toutefois, les territoires "vacants", à considérer comme *res nullius*, se font rares.

□ Ce temps est celui pendant lequel la reine Victoria est proclamée impératrice des Indes (1877) et fait la guerre aux Zoulous, l'Allemagne annexe le Tanganyika et Zanzibar (1885). Le monde colonisateur s'assemble à Berlin (1884) et à Bruxelles (1888) et crée l'État du Congo (1885).

□ Dès 1898, les Américains ont annexé les îles Hawaii et fait la guerre à l'Espagne, ce qui leur a apporté les Philippines, Porto-Rico, l'île de Guam et la "protection" de Cuba. Le président Théodore Roosevelt prononce en 1903 la phrase célèbre (proverbe africain ?) qui allait servir à qualifier sa

politique du *big stick* : "Parlez doucement, et portez un gros bâton ; vous irez loin." C'est le début de l'interventionnisme américain (à Panama où est créée la "zone du canal", à Saint-Domingue en 1905, au Nicaragua en 1911) et de la "diplomatie du dollar", les investissements se multipliant à l'étranger.

□ ⇒ la "course au clocher" — expression employée semble-t-il pour la première fois par Jules Ferry dans son livre de 1890 sur *Le Tonkin et la mère patrie* — , le temps du scramble — l'expression anglaise a été popularisée par un article du *Times* le 15 mai 1884 — outre-mer entre les puissances coloniales. C'est la "mêlée" — troisième terme possible — pour les derniers territoires disponibles, et le temps pour la France de Panama, de Madagascar et de la prise de Tombouctou, qui n'est plus un mirage.

1°) L'Afrique & Madagascar

Le Maghreb devient presque entièrement français, mais aussi plus au Sud

a) Le protectorat sur la Tunisie

Voir Base

b) Les trois formes de la pénétration française au Maroc (1900-1904)

□ La crise marocaine ne fut pas fortuite, elle éclata à la suite du "choc des impérialismes" (titre du chapitre 12 de R.Poidevin & J.Bariéty) et d'une pénétration de plusieurs années, mais elle fut réglée par une négociation internationale.

□ Le Maroc, seul territoire du Maghreb resté indépendant, était gouverné depuis le XVIIe siècle par la dynastie des Chérifs Hassaniens, les souverains — les sultans — étant à la fois chefs politiques et religieux, mais leur autorité politique n'était reconnue que dans le *Bled el Makhzen* et pas dans le "pays de l'insoumission".

□ La pénétration du Maroc par la France revêtit au début du XXe siècle plusieurs formes. La première fut militaire et concerna la zone des confins avec les départements algériens, mal délimitée avec le royaume chérifien après la conquête de l'Algérie, et mal contrôlée par le sultan qui n'y était reconnu qu'à titre de chef religieux. Elle était intéressante pour la France à cause de la ligne d'oasis du Touat, longue de 600 km, qui permettait de gagner le sud. La France, après avoir plusieurs fois exercé son "droit de suite", aboutit aux accords de 1901 et 1902, qui repoussaient la limite française manifestement vers le Nord-Ouest, et à l'occupation de Colomb-Béchar en novembre 1903.

□ Dans le même temps, elle s'efforça d'amener le sultan 'Abd al-'Aziz (1878 ou 1881-1943) à réformer son armée (battue par un insoumis de Taza en 1902), sa police, son administration, ses finances, etc., en employant des instructeurs français. C'était ici rencontrer la concurrence de l'Allemagne et la Grande-Bretagne, qui s'efforçaient de faire de

même pour leur compte et que le sultan voyait d'un bon œil à titre de contrepois à

l'influence française et au grignotage des confins...

□ En 1902 Delcassé, ministre des Affaires étrangères, relança la pénétration en donnant l'appui du gouvernement à l'intervention des banques françaises au Maroc. Cette dernière renouvelait la tentative de pénétration de l'Égypte et devait lier par le "soutien" le sultan à la France, notamment par des prêts, dont le remboursement, difficile, permettrait de mettre la main sur les douanes ou d'autres gages. On s'exagérait d'ailleurs la richesse du Maroc, mais les banques ne jugeaient pas indispensable la conquête territoriale. Il s'agissait surtout de la puissante Banque de Paris et des Pays-Bas et de la Compagnie marocaine, que fonda la société Schneider du Creusot, d'abord intéressée par la vente d'armes au Maroc. Le premier emprunt (31 décembre 1902) permit au sultan de régler ses dettes les plus urgentes, d'autres étaient nécessaires, Delcassé s'efforça en 1903 d'écarter toute banque étrangère. L'emprunt de 1904 fut énorme, fort lucratif pour la Banque de Paris et des Pays-Bas, et intéressant pour la France, qui contrôla 60 % des revenus douaniers pour les 35 années à venir et avait réussi à devenir le seul créancier du Maroc.

c) Enjeux et jeux diplomatiques

□ Sous la conduite de Delcassé, un projet de protectorat sur le Maroc fut discrètement élaboré en 1904 et une mission fut envoyée sous la direction de Georges Saint-René Taillandier à Fez pour proposer un programme de réformes au sultan. L'Allemagne pouvait-elle laisser sans encombre le champ libre à la France, d'autant plus que le sultan se montrait rétif ? Cela lui était d'autant plus difficile que la conclusion de l'Entente cordiale (voir plus haut) l'avait stupéfaite et humiliée et que la pénétration bancaire française lésait les intérêts des banques de l'Empire, mais les possibilités de riposte n'étaient pas claires. De plus, Guillaume II pensait que l'entreprise marocaine pouvait détourner la France de l'idée de revanche, ce qui pourrait laisser entrevoir la possibilité d'une entente continentale franco-allemande, éventuellement associée à la Russie, idée d'autant moins irréaliste que le Parti colonial français était en bonne partie favorable à une entente avec l'Allemagne.

□ La modération allemande vis-à-vis de l'action de la France au Maroc fut remise en question par la guerre russo-japonaise et l'affaiblissement de la Russie qui en résulta : alliée du Japon, l'Angleterre ne pouvait se rapprocher de la Russie, n'allait-elle pas de surcroît s'éloigner de la France, alliée de la Russie ? Et cette dernière n'était-elle devenue pour la France un allié peu sûr ? L'Allemagne ne pourrait-elle pas en profiter pour faire pression sur la France, soit pour se glisser elle aussi au Maroc, soit pour monnayer une compensation, en Afrique noire par exemple, soit encore pour simplement restaurer son prestige — la France ne venait-elle de tenter de régler le problème marocain en dehors d'elle ? — et isoler la France ? Dès janvier 1905 le croiseur allemand *Stein* fut envoyé à Tanger, le 31 mars 1905. Guillaume II fit une visite à Tanger, et y multiplia les déclarations

d'appui à l'indépendance marocaine et de réclamation de la liberté du commerce, ce qu'exagéra le texte cassant transmis après l'équipée du souverain allemand à l'agence Havas et qui fit sensation. Le gouvernement allemand proposa une conférence internationale sur le Maroc, que Delcassé repoussa. N'allait-on pas de ce fait vers la guerre ?

□ La position de la France et celle de Delcassé furent d'abord confortées par l'attitude anglaise, très hostile à une intervention de l'Allemagne au Maroc — la phobie étant l'établissement d'une base navale allemande, pourtant peu désirée en réalité par l'Allemagne — et persuadée que la chute de Delcassé signifierait la fin de la jeune Entente cordiale. Mais le président du Conseil Rouvier redoutait quand même le risque d'une guerre avec l'Allemagne, et il entama des conversations secrètes avec des diplomates allemands, qui lui exprimèrent leur désir du départ de Delcassé. Le 6 juin 1905, lors d'un dramatique Conseil des ministres qui mit en lumière la mésentente entre les ministres, Delcassé, après avoir vainement soutenu qu'il fallait tenir face à l'Allemagne, fut acculé à la démission.

d) Dénouement de la première crise marocaine

□ La chute de l'inamovible Delcassé mit fin à la crise avec l'Allemagne : Rouvier prit pour lui le portefeuille des Affaires étrangères et accepta la convocation d'une conférence internationale. il obtint de l'Allemagne la reconnaissance des "légitimes intérêts de la France au Maroc". Celle-ci s'explique par un succès inopiné de Guillaume II : rencontrant au cours d'une croisière en Baltique (Björkö, 24 juillet 1905) son cousin Nicolas II, complètement démoralisé par les défaites subies face aux Japonais et la tourmente politique qui secouait son empire, il réussit à lui faire signer un traité d'alliance, qui concrétisait brusquement le rêve allemand d'alliance continentale à trois et vidait la "franco-russe" de toute valeur. Il suffisait de faire des concessions à la France pour attirer Rouvier dans l'entente à trois. Mais les ministres du Tsar poussèrent l'autocrate à abandonner le traité de Björkö et l'Angleterre chercha à renforcer l'Entente cordiale en acceptant des conversations militaires franco-anglaises qui commencèrent le 15 décembre 1905.

□ En conséquence, c'est une diplomatie allemande une nouvelle fois dure vis-à-vis de la France qui se manifesta à la conférence sur le Maroc qui se tint à Algésiras (près de Gibraltar) du 15 janvier au 7 avril 1906 et fut de ce fait une violente confrontation franco-allemande. Toutefois, peu défendue par l'Autriche, l'Allemagne y vit se dresser contre elle la Russie, la Grande-Bretagne (conséquence de l'Entente cordiale), mais aussi l'Espagne, intéressée également par le Maroc (et à qui la France avait promis par la convention de septembre 1904 deux zones au Maroc, une grande au Nord dans le Rif, une petite au Sud à la limite du Rio de Oro, déjà espagnol), l'Italie (pour des raisons que nous avons vues plus haut) et même les États-Unis, et personne ne la soutint fermement.

□ De ce fait, ce fut à des capitaux français qu'une Banque d'État marocaine fut en majorité confiée, ce fut à la France que fut attribuée pour l'essentiel la réorganisation des douanes,

des impôts et même des travaux publics. Quant à la "police des ports", elle sera exercée par l'Espagne au Nord, et par la France au Sud. C'était laisser la porte ouverte à un rôle prépondérant de la France et à un partage — inégal et déjà prévu — avec l'Espagne.

□ Mais à court terme, si la France avait évité la dislocation de ses alliances et au contraire resserré l'Entente cordiale, son ambition d'établir son protectorat était ajournée et la liberté du commerce avait été confirmée par la réaffirmation du principe de la "porte ouverte" (qui avait prévalu en Chine et en Turquie) : l'installation de la France était gênée, mais non empêchée.

e) Oscillation dans le sens de la paix grâce à la France de Clemenceau (1906-1909)

□ Dans sa récente biographie du "Tigre", J.-B. Duroselle écrit : "Parce qu'en 1917-1918 Clemenceau sera l'homme qui *fait la guerre*, on pourrait, par une transposition rétrospective, penser qu'il aurait mené, de 1906 à 1909, une politique violemment anti-allemande et préparé une *revanche* afin d'opérer la reconquête de l'Alsace-Lorraine par la force. Ce serait une immense erreur." Clemenceau, président du Conseil, maintint certes la France au Maroc, mais son ministère (1906-1909) fut incontestablement une phase de détente franco-allemande.

□ Pour lui, une guerre ne pourrait signifier que la défaite de la France, c'est-à-dire cette fois-ci sa transformation en puissance de seconde zone. Aussi Clemenceau ne cessait-il depuis 1904 de parler de "guêpier marocain" et avait-il jugé la politique de Delcassé comme "une entreprise insensée". Il faut dire que la période était favorable à une telle oscillation : la Russie était désorganisée par la défaite et la révolution de 1905, la France ne pouvait compter sur son alliée, quant à l'Allemagne elle était absorbée par son effort de construction navale et ne cherchait pas alors les coups d'éclat.

□ Partisan de la paix sans être pacifiste, Clemenceau était germanophobe, n'admettait pas la perte de l'Alsace-Lorraine, mais réprouvait l'idée de revanche. Il était depuis longtemps hostile à la politique de colonisation, pour des raisons humanitaires et financières, mais aussi parce qu'elle détournait les attentions et le dispositif militaire de la frontière du Nord-Est. Il n'approuvait pas pour autant Rouvier, homme de l'impérialisme financier et des concessions diplomatiques : si le "Tigre" en était venu à comprendre — il fut d'ailleurs un des premiers Français à utiliser le mot d'impérialisme — sinon tolérer le premier, il ne pouvait admettre les seconds, qui avaient mené à l'"humiliation" d'Algésiras.

□ Les intérêts allemands s'implantèrent en nombre au Maroc à la suite de la conférence d'Algésiras et par l'intermédiaire de la société Mannesmann. Clemenceau déploya un incontestable effort pour appliquer loyalement les accords d'internationalisation et dissiper les possibilités de différends entre la France et l'Allemagne. On le vit freiner l'ardeur militaire de Pichon en 1907 après les massacres d'Européens à Casablanca, encourager le rapprochement économique et financier franco-allemand des années 1906-

1910, régler à l'amiable l'affaire des trois déserteurs allemands de la Légion étrangère arrêtés à Casablanca en 1908, accélérer la signature d'un accord sur le Maroc qui (9 février 1909) maintenait "l'intégrité et l'indépendance de l'Empire chérifien" et sauvegardait l' "égalité économique" entre les deux signataires, promettant d'associer des sociétés allemandes et françaises dans des entreprises communes. C'est ainsi que l'Union des Mines groupa Schneider et Krupp et que la Banque du Maroc emprunta à un consortium international.

□ Le gouvernement Clemenceau proposa en outre la création d'un consortium franco-allemand au Congo et au Cameroun, autour de la société française du N'Goko Sangha : "une courte phase de rapports acceptables" (J.-B. Duroselle), d'autant plus que la France se ménageait la possibilité d'un succès de nature politique, le protectorat, au prix de concessions économiques.

f) Agadir (1911)

□ Avec l'affaire internationale d'Agadir, le problème marocain rebondit. Il avait été provisoirement résolu par la conférence d'Algésiras et la politique de Clemenceau, mais la **France grignotait le territoire chérifien et faisait de nouveaux prêts au sultan** ('Abd al-'Aziz avait été renversé en 1908 par Mulay Hafiz, son frère aîné). À partir de 1907, les "désordres" intérieurs avaient pris dans le royaume chérifien un caractère endémique, offrant aux militaires français d'innombrables prétextes d'intervention.

□ La situation s'aggrava brusquement en 1911 : les tribus voisines de Fès se révoltèrent contre le sultan en mars, le bloquant dans la ville, et il adressa un appel aux troupes françaises. Paris envoya une colonne qui occupa Fès le 21 mai et Meknès le 8 juin. C'était contraire à l'Acte d'Algésiras — mais celui-ci était muet sur le cas de troubles intervenant à l'intérieur du Maroc — et faisait craindre pour l'indépendance du royaume tout entier : le protectorat français n'était-il pas en train de s'établir, fragments de territoire l'un après l'autre ?

□ La France s'engageait donc dans l'engrenage aventuriste de la conquête militaire, signe de la victoire temporaire chez elle, sur une tendance à la progression coloniale par la négociation et l'entente internationale, d'une tendance impérialiste dure qui, soutenue par certains industriels et par les militaires, conduisit le nouveau ministre des Affaires étrangères, Jean Cruppi, vers l'épreuve de force.

□ L'Allemagne, en la personne du secrétaire d'État aux Affaires étrangères, décida de sortir de l'expectative initiale et de réagir : s'il apparaissait dangereux, utopique et anachronique de tenter de s'installer au Maroc, comme le réclamaient les pangermanistes, il était du moins possible d'obtenir, grâce à une prise de gage dans le royaume chérifien, une compensation coloniale, particulièrement le Congo français en tout ou partie.

□ L'empereur convaincu, la canonnière Panther, de retour du Sud-Ouest africain allemand, entra dans le petit port d'Agadir (dans le sud du Maroc), le 1er juillet 1911, y débarquant aussitôt un contingent symbolique, tandis que sa présence était notifiée aux états signataires de l'Acte d'Algésiras par la remise d'un mémorandum qui précisait les raisons de la démarche allemande et donnait à celle-ci le sens d'une démonstration de force.

□ Le "coup d'Agadir" ramenait brusquement aux réalités dangereuses du jeu international les Français, mais certains d'entre eux y avaient quelque responsabilité.

□ Quatre jours auparavant, Caillaux était devenu président du Conseil. Quelle allait être la réaction du nouveau gouvernement français ? Nombre de responsables militaires et certains hommes politiques inclinaient à riposter à l'épreuve de force par la force. Envoyer un navire de guerre ? Ce n'était pas l'avis du ministre de la Marine, Delcassé.

□ Tout à fait hostile à une confrontation avec l'Allemagne, Caillaux acceptait l'idée d'une compensation, limitée toutefois à une partie seulement du Congo français (le "Moyen-Congo", pour le distinguer du Congo belge).

□ Jusqu'à la fin du mois de juillet, la crise fut très grave et la rupture parut imminente pour deux raisons. L'Allemagne réclamait la totalité du Congo français, la Russie refusait d'envisager toute guerre, rendant la monnaie de la faiblesse de l'appui français lors de la crise bosniaque (1908-1909). Mais l'Entente cordiale fonctionna bien mieux : la Grande-Bretagne, de plus en plus inquiète de l'expansionnisme allemand, laissa entendre qu'elle était prête à la guerre. Le Kaiser et son entourage se montrèrent moins agressifs que la Wilhelmstrasse, et l'Allemagne céda début août, orientant la crise internationale vers une solution négociée, sous la forme d'un échange et d'un accord franco-allemand, qui fut passé le 4 novembre.

□ L'Allemagne levait ses objections au protectorat français sur le Maroc, elle recevait une partie du Moyen-Congo, et pour que cela eût l'air d'un échange *territorial* classique — songeons à l'accord franco-anglais de 1904 — elle donnait à la France un petit territoire au nord du Cameroun, situé entre le Chari et le Logone, et curieusement nommé le "bec de canard" (voir carte).

□ En outre, la France acceptait de ne pas utiliser sans accord avec l'Allemagne le droit de préemption qu'elle avait sur le Congo belge, au cas où l'État belge, qui venait de le recevoir de son souverain (dont cela avait été la propriété personnelle) l'abandonnerait. La partie jouée au bord du gouffre s'achevait pacifiquement, sans humiliation ni sacrifice important, dans une large mesure grâce au sang-froid et à l'habileté de Caillaux (cf. J.-Cl.Allain). Elle a laissé des traces, débutant une période de raidissement et de course aux armements qui devait trouver son aboutissement dans le déclenchement de la guerre européenne.

□ L'accord, réaliste, réglait durablement les différends franco-allemands. Dans les deux pays, il indigna les milieux nationalistes. En France, une campagne de presse se

développa, parlant de "diplomatie personnelle" de Caillaux, de recul sous "la menace du canon". Le traité fut ratifié à la Chambre le 20 décembre, mais, sous la pression de Clemenceau à la commission sénatoriale, de Selves démissionna du ministère des Affaires étrangères, ce qui provoqua la chute de Caillaux (11 janvier 1912).

□ L'opinion publique avait pris conscience du danger de guerre ; une partie croissante de l'opinion de droite et du centre, inquiète des prétentions allemandes, préconisait une politique de fermeté, un patriotisme défensif, un patriotisme de "synthèse républicaine", pour reprendre le mot de Stanley Hoffman, répudiant l'abandon, attaché à la sécurité de la France et pas du tout à la recherche de l'aventure.

□ Dès le 30 mars 1912 la France signa avec Mulay Hafiz un traité établissant son protectorat sur le royaume chérifien, à l'exception des deux zones espagnoles prévues dès 1904. Une convention franco-esp. délimite le 27 novembre 1912 la zone internationale de Tanger.

□ Théoriquement souverain, le sultan voyait ses ordonnances (*dahirs*) contresignées et promulguées par un Commissaire résident général, qui dirigeait l'administration et jouait le rôle de ministre des Affaires étrangères. Le premier titulaire fut Lyautey — on dit vite Résident général —, qui dut juguler la révolte des soldats marocains et de nombreuses tribus, remplacer Mulay Hafiz par son frère Mulay Yussef, occuper petit à petit les villes et entamer une "pacification" de longue haleine, qui ne s'acheva que dans les années trente.

g) L'Algérie

□ insurrection de 1871 :

- causes :

* fin du régime militaire paraît aux musulmans être la fin de leur garanties

* décret Crémieux / natu. des juifs

- insurrection violente janvier-octobre 1871 dans toute Kabylie (sous la conduite de Mokrani)

- puissante répression, dont nombreuses condamnations à la déportation en Guyane et à la Nlle-Calédonie

□ conséquences :

- crainte du banditisme pousse les colons à réclamer toujours davantage de sévérité à l'égard des Alg. musulmans

- nombreuses juridiction spéciales, dont le code de l'indigénat, qui dresse liste abondante des infractions spéciales aux indigènes (vol, désobéissance, vagabondage, absence de plus de trois jours pour aller au marché, etc.)

h) L'Afrique noire

□ poussière d'accords avec petits rois, de petites expéditions milit. ⇒ bien voir la carte, je ne traite que quelques points

□ traité Makoko de 1882 :

- le Makoko = titre du souverain Moyen-Congo (état peuplé de Batéké). Nom : Ilo en 1882
 - peuple commerçant, exportant esclaves et manioc et important depuis le XVIe s. des marchandises europ. (cotonnades, fusils, etc.) par l'intermédiaire des Bakongo (par terre) et des piroguiers Boubangui
 - domaine à la richesse exagérée chez les Blancs (ivoire, bois, plus tard : caoutchouc)
 - solidité de l' "empire" du Makoko exagérée chez Français. En fait, il accomplit des rites pour un ensemble de chefferies très indép. ; pouvoirs limités
 ⇒ le M. vaz saisir en 1882 une occasion de s'appuyer sur un pays étranger fort contre ses rivaux Batéké et ext.

- S. de Brazza ± officieusement chargé d'une mission d'exploration pour le compte du Comité français de l'AIA. En fait, décidé à donner une nouvelle colonie à la France, aux dépens de Stanley, son rival, qui travaille pour le compte de Léopold II

- signe 1882 un traité (négocié "librement") :

* le M. fait don à la France "de ses droits héréditaires de suprématie" sur le Moyen-Congo

* ⇒ dans l'historio. : "fidèle ami de la France", ou "souverain traître à son pays"

* en réalité : le "don de la terre" n'avait aucune signification pour le M. (inaliénable en droit coutumier africain). Il pense simplement faire montre d'hospitalité envers un Brazza à l'apparence assez misérable ! Les termes du traité lui étaient incompréhensibles

- "Le 21 novembre 1882, la Chambre des députés vote, par 441 voix contre 3, la ratification du tr. Makoko. Le procédé était tout à fait insolite. Les traités passés par un Français avec un chef quelconque (et il y en eut des centaines au cours du XIXe siècle) étaient, au mieux — et rarement — ratifiés par décret." (D.Bouche).

- le jeu subtil du M. ne tint guère :

* conf. Berlin 1885 règle nombreuses rivalités europ. dans le bassin du Congo (en particulier, elle crée au bénéfice de Léopold II l'État indép. du Congo) ⇒ plus nécessaire de gagner les bonnes grâces des indigènes

* colonisation du Moyen-Congo par la France : Boubangui sont ruinés par comm. europ. et décimés par la maladie du sommeil ; les Bakongo côtiers s'étendent vers le Nord ; Makoko conservé par le colonisateur, av. titre de "chef sup." (fiction en fait, bien sentie par les Batéké ; suppression du titre **seulement en... 1965, par le gouv. révolut. du Congo !**)

□ le haut Niger est atteint en 1883, le lac Tchad en 1890

□ la France participe à la conf. de Berlin (1885) et au partage de l'Afrique

□ convention franco-britannique du 14 juin 1898 délimite les zones d'influence de l'Angl. et de la Fr. en Afrique occidentale (⇒ Gold Coast et Nigeria forment définitivement des enclaves), celle du 21 mars 1899 délimite idem en Afrique orientale

□ En Afrique occidentale, exp. fr. reprend 1880>>> :

- se heurte à deux empires musulmans, celui d'Ahmadou, fils d'El Hadj-Omar, celui de Samory
 - nouvelles colonies : Guinée en 1893, Dahomey (actuellement Bénin) en 1894, etc.

□ puissance de Rabah brisée 1900 et jonction du lac Tchad (1900)

□ en conséquence, voir carte : les possessions fr. se sont dilatées vers l'intérieur, à partir des secteurs côtiers, les premiers délimités ⇒ les colo. des autres puissances ne forment plus que des enclaves (cf. aussi carte actuelle de l'Afrique).

i) La Côte française des Somalis

- 1884 : souv. fr. étendue d'Obock (acheté en 1862, mais sans occupation effective sous le Second Empire) aux régions plus à l'Ouest
- 1888 : idem plus au Sud et début construction port de Djibouti
- 1896 : capitale établie à Djibouti
- 1897 : France signe avec Éthiopie concession ligne de ch. de fer, débouché d'Addis-Abeba
- 1896 : constitution de la Côte fr. des S.
- 1906 : accord franco-italien-britannique pour maintien intégrité de l'Éthiopie

j) Madagascar

- en deux phases : 1885 et 1895
- discussions très amples, sur le principe (critiqué par l'extr.-gauche) et sur les méthodes (protectorat ou annexion) ; Ferry beaucoup plus prudent que pour Tonkin
- traité franco-malgache du 17 décembre 1885 donne à la France le port de Diégo-Suarez et met fin à l'expédition milit. en cours depuis 1883
- protectorat sur les Comores en 1887 (transf. en colonie en 1912)
- à partir de 1891, les "Réunionnais" et d'autres partisans de l'expansion reprennent leur campagne en faveur de la conq. Le 22 janvier 1894, les députés adoptent un ordre du jour unanime favorable à une intervention militaire. L'expédition est décidée en novembre 1894.
- expédition milit. 1895 ⇒ conquête de l'île :
 - divergences de vues ubuesques ou dramatiques entre ministères de la Guerre et de la Marine
 - exp. coûteuse : 5 000 morts (fièvres, surtout) sur les 15 000 de l'expé. !
 - traité de protectorat signé 1er octobre 1895 par reine Ranavaloa
 - annexion unilatérale par la France, imposée par la force à R. en 1896
 - insurrection immédiate
 - Gallieni nommé gouverneur
 - abolit la royauté ⇒ exil de R.
 - système d'occupation méthodique et progressive (la "tache d'huile")
 - G. reste dix ans à M. (1896-1905)

2°) L'Indochine

a) La conquête de l'Annam et du Tonkin

Voir Baseb) Les autres questions□ rappports avec le Siam :

- refoulement progressif des Siamois sur la rive droite du Mékong
- traité fr.-siamois de 1893, un 2e en 1904, un 3e en 1907 (mais Siam garde des visées sur les provinces NW du Cambodge, qu'il récupérera à l'occasion de la 2e Guerre mondiale)
- la déclaration franco-britannique de 1896 transforme le Siam en un état-tampon

□ une pacification pas absolue :

- piraterie endémique
- agitation politique à partir des victoires du Japon / Russie en 1905

3°) Les autres régions du globea) La France et le *break up of China*

La France profite de la situation pour se faire céder à bail pour 99 ans le port de Kouang-Tchéou-Wan et s'assurer auprès de Pékin que les provinces limitrophes du Tonkin et l'île de Hainan ne seront jamais aliénées (avril-mai 1898). La France arrache encore à la Chine diff. privilèges culturels, financiers et ferroviaires.

b) L'Océanie□ protectorat / îles Gambier 1871□ rév. canaque 1878 (Nlle-Calédonie) :

- causes : dévastation des plantations par les Français, refoulement dans les vallées ingrates de l'intérieur, invasion du bétail des colons dans les cultures, réquisitions abusives de main-d'œuvre (mal payée ou pas payée du tout), enlèvement de femmes, destruction de cimetières, avec envoi en France d'objets trouvés dans les tombes (fétiches, bois sculptés, haches, etc.)
- 25 et 26 juin 1878, quelques tribus canaques se soulèvent (3 000 h)
- environ 180 morts europ., 1 200 Mélanésiens
- à quelques exceptions près (Louise Michel), les anciens communards déportés, loin de soutenir la cause canaque, se joignirent à l'armée pour les écraser

□ annexion de Tahiti en 1880

□ France s'empare de Wallis (1886) et Futuna (1887)

□ condominium franco-britannique sur les Nouvelles-Hébrides : présence française de fait fin du XIXe siècle, alors que prés. anglaise, question réglée pragmatiquement en 1887 par un *condominium* et tranchée en principe par l'accord bilatéral de 1904, avec convention bilatérale du 20 octobre 1906 qui remplace l'adm. milit. par deux hauts commissaires résidents ⇒ régime fort original. Deviendra la République du Vanuatu en 1980, à l'indépendance.

c) En Amérique

- rachat île de St Barthélémy (Antilles) à la Suède en 1877 (avait cédée à la Suède en 1784)
- frontières litigieuses de la Guyane sont définies par arbitrage d'un tiers en 1891 (X Guyane holl.) et 1900 (X Brésil)
- accord franco-anglais 1904 règle sort des pêcheries de Terre-Neuve (St Pierre-et-Miquelon)

4°) L'organisation et la mise en valeur de l'empire colonial françaisa) Organisation

- La haute direction de cet ensemble vaste et peuplé est partagé entre plusieurs ministères, comme dans beaucoup d'autres pays :
 - celui de la Marine qui joue de la tradition et des moyens
 - celui des Colonies, créé formellement et logiquement en 1894, mais déjà institué en fait par Gambetta lors de son "grand ministère" en 1881 sous la forme d'un sous-secrétariat d'Etat, théoriquement rattaché au Commerce ou à la Marine, mais en réalité indépendant. Ministère installé (très mal : les bureaux sont séparés par des cloisons en planches !) dans le pavillon de Flore (au Louvre), puis (1910>>>) rue Oudinot.
 - tandis que les départements algériens ressortissent au ministère de l'Intérieur
 - et que le quai d'Orsay est en charge des protectorats importants, pour l'heure peu nombreux.
 - question du ministère unique reprise de temps à autre
- En outre, une École coloniale fonctionne depuis 1889 dans le but de former des magistrats et des fonctionnaires (voir plus haut) , mais son recrutement n'est pas encore tel qu'elle puisse pourvoir à tous les postes ouverts (peu prestigieuse, mal connue ⁷, ne forme qu'un 1/5 des administrateurs).
- Enfin, une multiplicité de textes règle le sort des diff. colo.
- Une grande hétérogénéité des types d'administration en résulte, d'autant plus que, dans le détail, il faut tenir compte de l'existence en Algérie des "communes mixtes", plus ou moins adaptées au droit indigène, et des "territoires du Sud", militaires (organisés sous l'autorité d'un commandant supérieur dépendant directement du gouv. général en 1902), ainsi que d'éléments représentatifs et consultatifs qui assistent le Gouverneur général : les "délégations financières" depuis 1898 (qui votent le budget) et le Conseil de gouvernement.
- Dans les colonies *stricto sensu* on trouve aussi de tels éléments, évidemment remplis d'Européens, mais avec des organisations variables : Conseil colonial, Conseil de gouvernement, Conseil privé, assemblée consultative.
- En plus, une partie des colonies d'Afrique sont réunies en une Afrique occidentale française (A.O.F.) depuis 1895, celles d'Indochine en une Indochine française (ou Fédération indochinoise)

⁷ En 1909, le ministre doit expliquer à un sénateur, qui réclamait lors d'un débat la création d'une École colo., que celle-ci existait depuis 20 ans !

depuis 1887 (n'intègre le Laos que depuis 1896, services généraux organisés seulement en 1897 & 1898) et il subsiste dans les protectorats les souverains locaux et historiques. Centralisation sur le Sénégal de l'AOF, le gouvernement général ne recevant sa complète autonomie qu'en 1902 (date où il s'installe à Dakar). Une AFF n'est organisée qu'en 1908. Un 4e Gouv. gén. regroupe Mad., Mayotte et les Comores.

□ Il faut ajouter que dans les "vieilles colonies" tous les habitants sont citoyens français de plein exercice :

- Dans débuts IIIe, série de décrets (1878-1885) instaurent régime civil dans ces territoires restés >>> là des fiefs de la Marine.

- une politique d'assimilation

- les très anciennes communes sénégalaises, la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, Saint-Pierre-et-Miquelon, la Réunion et les comptoirs de l' "Inde française" élisent donc conseils généraux et parlementaires, et les lois métropolitaines leur sont applicables.

- La réalité n'est en fait pas simple car les lois doivent être promulguées par le gouverneur, elles bénéficient d'adaptations, la Cochinchine de députés, et la Guyane et le Sénégal n'ont pas de sénateurs...

- En mai 1914, pour la première fois, un Noir fut élu député : Blaise Diagne (Sénégal).

□ L'Algérie a dans les débuts de la IIIe République été assimilée à la métropole. "erreur fondamentale" selon Jules Ferry (voir plus haut) :

- assimilation simple (avec multiples textes) 1870-1871

- Quant à la Commune d'Alger, elle fut plutôt un long mouvement d'agitation à la fois colonialiste et antimilitariste, commencé à l'automne 1870

- système des "rattachements" (1881) :

* chacune des administrations alg. est rattachée à un ministère métropol. correspondant

* ⇒ syst. éparpille les responsabilités entre 7 ou 8 ministères parisiens

- une réforme capitale a en 1896 (le "dé-rattachement") — une nouvelle fois cette date ! — détaché une bonne partie des services civils des ministères parisiens en les plaçant sous l'autorité du gouverneur général. Mais toujours au min. de l'Intérieur un service chargé de centraliser toutes les affaires algériennes.

□ L'efficacité d'une telle administration n'est pas grande, même si l'éloignement vis-à-vis de Paris impose avec bon sens de donner beaucoup d'initiative à la colonie et de régulariser et accepter après coup : les hauts fonctionnaires sont de passage, les meilleurs administrateurs préfèrent la métropole ou **limitent leurs vœux aux grandes villes des colonies, les distances laissent le champ libre au manque de caractère, à la corruption, à l'aveuglement et à la médiocrité dans les postes "de brousse"**. Le tableau n'échappe pas à l'opinion éclairée en métropole et outre-mer.

b) Mise en valeur

□ En termes de mise en valeur, les différences sont encore plus considérables entre les différents ensembles de colonies.

□ L'Indochine est de loin celui qui l'emporte par la richesse et la population : 16 millions d'habitants (1906, il n'y a que 24 000 Europ. en 1914) cultivent le riz et pêchent, mais les cinq territoires sont dominés par une Banque de l'Indochine créée en 1875 et les indigènes appauvris.

- La création en 1908 des Sociétés indigènes de prévoyance et de secours (comme en Algérie) n'atténue qu'à peine le fléau, car elles profiteront surtout aux gros propriétaires terriens.

- L'insertion dans l'économie capitaliste a signifié le progrès de la riziculture d'exportation (la surface globale consacrée au riz a doublé entre 1880 et 1900), la concession de vastes étendues aux Européens et l'exacerbation des inégalités sociales parmi les indigènes, d'autant plus que sont apparus tant des négociants que des ouvriers.

- Le poids de l'usure se double de celui de l'impôt (impôt direct, sdjà lourd, mais surtout impôts sur le sel, l'alcool et l'opium, organisés en régies entre 1897 et 1902).

- Les investissements publics et privés, qui ont beaucoup augmenté depuis la nomination de Paul Doumer en 1897 au poste de Gouverneur général — réseau routier et ferroviaire, équipement portuaire, mines (mica et graphite à Mad., nickel de Nlle-Calédonie, houille du Tonkin, etc. — n'empêchent pas les exportations d'être moins importantes que les importations.

□ Les colonies françaises d'Afrique sont largement dominées par l'agriculture vivrière traditionnelle, souvent itinérante (et sur brûlis), mais de très vastes concessions de plusieurs millions d'hectares ont été accordées depuis 1893.

- Leur rendement économique est très médiocre et elles se sont signalées par des abus graves : travail forcé, otages, mortalité élevée, stérilisation de sols.

- Comme en Indochine, la pression fiscale est forte et le commerce extérieur déficitaire.

- La paysannerie africaine a souffert de l'irruption de l'économie capitaliste monétaire : l'agriculture vivrière est d'ores et déjà en recul ; un servage de fait est très important en Afrique occidentale, tandis que se manifeste l'essor des *dioula*, les commerçants.

□ La colonisation de Madagascar, grande île (2,7 M d'hab. en 1906) gouvernée jusqu'en 1905 par Joseph Gallieni, met l'accent sur les vastes concessions aux Européens, de 100 000 ha et davantage, les produits tropicaux, les mines et la pression fiscale (alors que baisse le prix des produits agricoles). C'est une certaine ressemblance avec la colonisation indochinoise, mais la balance commerciale est ici positive et l'assimilation prévaut depuis le départ de Gallieni.

□ L'Algérie est le seul territoire qui soit de la catégorie de la colonisation de peuplement et non d'exploitation :

- un demi-million d'Européens l'habitent (pop. tot. = 5,2 millions d'habitants en 1906), dont une bonne partie sont des citadins et non ces propriétaires terriens qui ont mis en valeur la vigne depuis les temps du phylloxéra en France, les céréales et les cultures maraîchères.

- Le commerce extérieur est entièrement assuré par des bateaux français et il n'y a pas de droits de douane entre la métropole et l'Algérie.

- En conséquence, celle-ci subit le contrecoup de toutes les crises et de tous les ralentissements économiques français
- second grave problème, les paysans ont une situation démographique et administrative telle que leurs terres sont de moins en moins productives.
- Les Sociétés indigènes de Prévoyance (S.I.P.) créées en 1893 ne résolvent guère la question.
- En Tunisie (2 millions d'habitants au total en 1906), la colonisation a commencé dès avant 1881, elle revêt une forme rurale — les colons français possèdent un demi-million d'hectares — , bancaire et minière, mais ici les Italiens (en 1900 : 11 000) sont très largement majoritaires parmi les Européens.
- Les résultats globaux de la mise en valeur ne sont au total guère impressionnants
- c'est que l'empire colonial a peu attiré les capitaux français, ne recevant pas même dix francs sur cent que les Français placent hors des frontières.
- Mais, en sens inverse, il faut savoir que les colonies coûtent peu au contribuable métropolitain et qu'elles représentent un partenaire essentiel — le troisième — et en progrès constant du commerce international de la France : voici la double conséquence de la pression fiscale et du "monopole du pavillon" plusieurs fois signalés ci-dessus.
- En outre, les efforts métropolitains se sont portés dans quatre autres directions :
- Une action sanitaire a été menée par les médecins coloniaux et les cinq Instituts Pasteur des colonies ; elle n'est pas négligeable, quoique l'imagerie l'ait complaisamment exagérée.
- Les gouvernements anticléricaux du début de la Belle Époque n'ont pas entravé l'action religieuse, menée par des ordres missionnaires spécialisés, et dont au niveau des conversions les résultats ne sont importants qu'en Cochinchine et au Tonkin.
- Une certaine scolarisation est entreprise, mais ici comme en métropole l'État républicain est un tard venu, après l'école coranique des pays musulmans et l'école missionnaire ; de plus son effort a été très mesuré : la proportion d'enfants scolarisés ne dépassera un dixième dans aucun territoire colonial en 1914 (5 % des enfants musulmans en Alg. en 1914), ce qui est en totale contradiction avec à la fois la politique d'assimilation et celle d'association.
- mais aussi loi sur la relégation de 1885 pour les récidivistes ⇒ déportations en Guyane et Nlle-Calédonie (>>> 1894), la "guillotine sèche" (V.Hugo)

5°) Le bilan colonial en 1914

a) Un empire d'exploitation

- une tache rose sur le planisphère, dans toutes les écoles (⇒ Bien voir les cartes !). Et une tache vaste, cf. Clémentel, nouveau min. des Colo. en 1905 : "**Les colonies... Je ne savais pas qu'il y en eût tant.**" !
- principe de l'assimilation douanière définitivement rétabli en 1892, mais des campagnes pendant **la BÉ pour la personnalité douanière des colonies, c'est-à-dire un régime douanier spécial à chaque colo.**

□ principe de l'autonomie financière consacré par la loi du 13 avril 1900 :

- "Toutes les dépenses civiles et de la gendarmerie sont supportées en principe par les budgets des colonies..." (principe étendu à l'Alg. par loi du 19 décembre 1900 : c'est le dernier texte important concernant l'Alg. >>> 2e Guerre mondiale).

- idée que les colo. doivent coûter le - cher possible, avec obsession de Clemenceau de faire descendre le budget des colo. au-dessous de 100 millions de F (budget total = 5 milliards de F en 1914). Se maintient autour de 100 MF >>> 1914

□ nombre total de Français aux colo., naturalisés compris, est de 700 000 seulement, dont près de 500 000 en Alg. La loi du 26 juin 1889, qui déclare que tout individu né en France d'un étranger est Français (sauf déclaration contraire de sa part) est applicable en Algérie, où elle produit des effets rapides (nombre des étrangers y diminue rapidement)

b) Les causes coloniales des tensions internationales (aperçu)

□ La très grande raréfaction des territoires considérés par les Européens comme *res nullius*, comme vacants, a provoqué une aggravation des rivalités coloniales dans la phase ultime de la "course au clocher". Elle est aussi à l'origine de la conquête de zones d'influence économique dans les grands états qui apparaissent, comme l'empire turc ou la Chine, impossibles à coloniser de manière classique.

□ En l'espèce, au départ est l'individu ou la société, mais l'État s'est mis à accorder son appui aux groupements d'intérêts économiques, protégeant des ressortissants ou des biens, obtenant des traités de commerce ou des contrats de concession, autorisant des emprunts et contrôlant des remboursements, ce qui bien sûr facilite les placements de capitaux.

- Cet appui est spontané parfois, sollicité ou même imposé dans d'autres cas. Les investissements hors des frontières nationales sont très importants, les Britanniques possèdent des valeurs minières en Chine (charbon), en Bolivie (étain), le nom de Royal Dutch Shell signifie que Britanniques et Néerlandais contrôlent ensemble le pétrole des Indes néerlandaises (Indonésie).

- Si la colonisation classique se stabilise parce que les territoires vacants se font rares, le monde s'installe dans une forme économique d'impérialisme.

- Celle-ci, qui se soucie peu des limites usuelles entre colonisation et politique étrangère, a désormais une grande importance et est mue par des groupes de pression.

- Les conséquences globales sont capitales : les rivalités avec les pays étrangers peuvent en être directement issues, car on passe facilement du heurt entre intérêts privés aux conflits entre états.

□ Les contemporains voyaient-ils ces facteurs économiques et coloniaux comme causes de guerre possible ?

- Ils sentaient bien entendu que la prospérité économique était hypothéquée par le risque de guerre générale, ils voyaient des rivalités, et notamment la rivalité anglo-allemande, sensible pour tous les peuples européens ainsi que pour l'américain, mais nombreux étaient ceux qui affirmaient que la solidarité économique et financière impliquait la paix.

- Autrement (ou plus précisément) dit que la "modernité" de la situation économique était gage de disparition de la guerre. D'ailleurs, la réalité historique depuis 1870, c'est-à-dire l'absence de grand conflit sur le sol européen, pouvait passer pour une véritable preuve, d'autant plus que la conjoncture économique s'était retournée en 1896, repassant à l'expansion (phase "A").
- Enfin, des publicistes condamnaient pour des raisons économiques le principe même de la guerre, par essence gaspillage et par voie de modernisme absurdité : tous commerçant avec tous, si deux pays rivaux se font la guerre, le vainqueur élimine du même coup un client de son propre commerce extérieur, et il se condamne à le relever s'il ne veut pas obérer sa propre économie ! Mais un tel raisonnement envisageait avant tout la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

c) L'armée coloniale

□ le recrutement militaire des Algériens musulmans :

- longtemps basé sur syst. engagement volontaire : zouaves, tirailleurs alg. ("turcos"), engagés dans g. Crimée déjà, puis en Italie
- conscription envisagée dès années 1880, établie seulement en 1912 :
 - * trois ans de service (et non deux)
 - * mais faible nombre conscrits (2 000 en 1912, 5 000 en 1913)

□ le recrutement en Afrique noire :

- tirailleurs sénégalais dès Second Empire
- mythe de *La Force noire* (Mangin, 1910)

□ dans autres colo. :

- habitants des vieilles colo. dispensés de tout service milit. >>> lois 1905 et 1913, qui leur sont appliquées
- ailleurs, pas de recrutement avant première Guerre mondiale

IV. L'EMPIRE ET LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Bien voir les cartes !

1°) Les opérations militairesa) Au Maroc

- n'était que partiellement occupé en 1914
- ordre de repli sur la côte à Lyautey en août 1914. Voit danger insurr. généralisée ayant des répercussions dans reste Afrique du Nord et dans tout monde islamique ⇒
- propose plan (accepté) de :
 - remplacement unités d'active par réservistes
 - tenir sur positions avancées
- Sud reste agité, mais en gros situation maintenue, malgré la propagande allemande, depuis longtemps orientée vers pays d'Islam

b) La conquête du Togo et du Cameroun allemands (1914-1916)

- intervention milit. fr.-anglaise
- Togo pris le 26 août 1914 et partagé entre Fr. et Grande-Bretagne
- Cameroun résiste >>> 1er janvier 1916. Accord provisoire de partage, précisé en juillet 1919 (la France a la plus grosse part)
- mandats B au traité de Versailles (territ. promis à une indép. lointaine = Afrique) :
 - Les colonies sont perdues par l'art. 119 ("L'Allemagne renonce en faveur des principales puissances alliées et associées à tous ses droits et titres sur ses possessions d'outre-mer [...]")
 - la Conf. avait déclaré que l'All. était "indigne" d'avoir des colonies
 - cet art. ne tient absolument pas compte du pt 5 des 14 Points de Wilson (consultation des pop.)
 - l'Allemagne dans ses *Observations* l'avait déclaré "injustifié"
 - Togo et Cameroun partagés Fr./Grande-Bretagne, la France retrouvant les territ. cédés en 1911 (en plus)

c) La conquête de la Syrie et du Liban turcs (1916-1919)

- un petit contingent fr. appuie Anglais encadrant les Bédouins de Hussein (accords brit. avec chef de la dyn. hachémite, l'émir Hussein du Hedjaz (1916) :
 - * entrée en g. X Turcs
 - * création d'un vaste royaume arabe entre Golfe Persique et Médit.
 - mais aussi Déclaration Balfour (2 novembre 1917)
 - et encore, accords Sykes-Picot du 16 mai 1916 & accords de St Jean-de-Maurienne avec la France et l'Italie (partage secret des dépouilles futures de l'emp. ott.)
- Français font, avec les Anglais, la conquête Syrie et Liban

□ mais Anglais se font tirer l'oreille ⇒ période de tension septembre 1918-septembre 1919, à l'issue de laquelle :

- un nouveau découpage, moins favorable à la France (la Fr. a besoin de la Grande-Bretagne à la Conférence de la Paix de Paris, pour les questions européennes), est opéré ⁸

- l'adm. des territ. est enfin remise à la France

- la présence française doit faire face, à la fois :

* aux Turcs, qui n'acceptent pas la présence française au Nord et battent les troupes françaises à plusieurs reprises ⇒ frontières Nord fixées en retrait par rapport aux ambitions fr.

* aux Syriens

* aux demandes d'aide de la part des Arméniens

□ à la Conf. de la Paix :

mandats "A", non délimités

□ conf. de San Remo avril 1920 :

- France : mandat / Syrie, que la Fr. va partager en deux États, mais après avoir dû entrer par la force à Damas et consentir de nouvelles concessions territoriales à la Grande-Bretagne ⁹ ⇒ 200 000km² & 2 500 000 hab.

- Grande-Bretagne : mandat / Irak & Palestine, d'où les Brit. détacheront en 1921 la Transjordanie

d) Divers

□ beaucoup plus imp. que les opé. milit. ci-dessus

□ près d'un million de soldats & travailleurs (700 000 & 300 000), parmi lesquels plus de 90 000 morts (soit même % que parmi troupes métr.). Imp. du souvenir dans **mémoire coll., des images...**

□ ⇒ **un gros effort de propagande (lutte pour la civilisation, lutte contre les "Boches de l'Islam", c'est-à-dire les Turcs, primes de recrutement aux notables, promesses aux soldats enrôlés, etc.)**

□ guère d'officiers, surveillance constante, grand nombre de malades, réputation de troupes de choc, intégration différentielle des soldats (assez bonne pour les Maghrébins, très médiocre pour Noirs, inexistante pour "Annamites", qui ont une réputation de médiocres militaires et que l'on emploie surtout comme travailleurs), violent racisme envers travailleurs

□ Mais tout ceci a été beaucoup - imp. que double révélation :

- faiblesses des colonisateurs (faiblesse milit., g. acharnée, rivaux, etc.)

- la métropole a besoin du colonisé : on est loin des « zoos humains » (**Jardin d'Acclimatation**)

- ⇒ une expérience décisive, surtout pour ceux qui sont passés par l'armée

□ enfin, contrairement à ce qu'avaient envisagé les milieux politiques en 1914, sauf Clemenceau, les principaux problèmes ont été :

2°) Les problèmes politiques

⁸ Ici, le bon khâgneux se met debout et verse une larme.

⁹ Voir note précédente.

a) Au Maghreb

□ le bomb. des côtes algér. par le *Gœben* et le *Breslau* (août 1914) a eu peu de conséquences, les facteurs décisifs ont été :

- mobil. généré. des Français
- mobil. partielle des Alg.
- engagements volontaires compl. d'Alg. et de Tunisiens
- mot d'ordre de *jihad* lancé par sultan de Constant.
- propagande ottomane à partir de Const. et de l'int. de la Libye
- propag. all. à partir du Maroc esp.
- diff. éco. (c. en France)

□ conséquences

- lassitude popul., exprimée par des chansons et plaintes
- troubles sporadiques dès 1914, graves dans l'Aurès en 1916
- agitation régions sahariennes à cause des Senoussistes. La confrérie senoussiste avait été fondée dans une oasis libyque, théoriquement sous domination ottomane au XIXe siècle. Les Senoussistes, installés à Koufra 1895>>>, avait progressé vers le Tchad
- d'ailleurs en septembre 1919, France abandonne à l'Italie, selon une promesse de 1915, 150 000 km² au profit de la Libye

b) En Afrique noire et à Madagascar

□ agitation diffuse, due aux conséq. éco. et financières de la guerre et aux levées d'hommes ⇒ fuites, etc.

□ à Mad., une soc. secrète de jeunes Malgaches, le VVS (Vy-Vato-Sakelika = Fer-Pierre-Ramification), existant depuis 1913, qui recrute dans l'élite ⇒ arrestations

c) L'Indochine

- causes ici : excès (depuis lgtps) de la colo. plus résistances antérieures à guerre
- révolte endémique des hauts plateaux laotiens
- révolte des détenus politiques de Bien Hoa 1916
- rév. gardiens pénitencier de Thai Nguyen, août 1917
- écrasées toutes 2

Conclusion du 2°) : attitude des gouv. fr. : répression plus incompréhension plus négation des troubles (officiellement, "il ne s'est rien passé", en dehors de l'effort de guerre, l'Emp. a donc été la "France d'Outre-Mer", conformément à la dénomination qui tend à devenir officielle)

3°) L'évolution économique

Une guerre longue, non prévue et préparée, dans cadre du libéralisme métropolit. nuancé de l'application de la loi de 1892 (voir plus haut), nuancé aussi par les réquisitions

a) Schéma des difficultés fondamentales

- relations maritimes beaucoup - régulières (réquisitions de navires, crainte des sous-marins allemands, navires effectivement coulés) ⇒ colo. reçoivent beaucoup - de produits venus d'Europe (charbon, fer, produits finis), d'autant que leurs besoins ne sont pas prioritaires pour les éco. de guerre
 - ⇒ 1 : équipement freiné ⇒ ralentissement de la production (d'autant plus que levées d'hommes)
 - ⇒ 2 : usure du matériel ⇒ ralentissement de la production (d'autant plus que levées d'hommes)
 - ⇒ 3 : diff. pour exporter produits colo. (sacs, par ex.). Aucune opération de réorientation de la production ne réussit
- ralentissement de la production & diff. pour exporter produits colo. ⇒ hausse des prix
- besoins alimentaires métropolitains ⇒ réquisitions (payées à prix officiel, fixe) ⇒ hausse des prix
- ⇒ hausse des prix, or les produits venus d'Europe coûtent de plus en plus cher !
- phénomènes ± marqués, dramatiques à Madagascar, coupée de la France dès 1914

b) Les difficultés financières et les conséquences globales

- souscriptions aux emprunts de la Déf. nationale
- augmentation de la circulation monétaire et hausse des prix ⇒ inflation
- augm. des impôts
- conséquences :
 - politiques (voir plus haut)
 - retard de l'équipement, sauf au Maroc, grâce à l'action personnelle de Lyautey
 - des reculs : des colons quittent la terre en Alg., par ex.
 - famines terribles ici et là : **Constantinois, Tunisie...**
 - crise éco. de 1919-1921 est catastrophique aux colo.
- à ces diff. matér. s'ajoutent pour les indigènes le départ des médecins (⇒ ravages de la peste en Afrique, de la "grippe espagnole" partout)

c) Conclusion sur la Grande Guerre

- une puissance colo. ébranlée, la guerre ayant exagéré les apories et les lézardes de 1914 (fragilité **d'une domination reposant sur la force, nationalisme...**) ⇒ "crise d'autorité", dont tout le monde se plaint chez les Europ. après la guerre
- rôle désormais de tierces puissances (Japon, victoire jap. 1905 ⇒ asiatisme, États-Unis), du communisme
- milieux politiques fr. croient surtout à l'importance de l'apport militaire et éco. des colo. à l'effort de guerre. Cf. min. des Colo. Henry Simon en 1919 : "Dans tous les domaines, l'apport des colo. a été

immense. Nous pouvons même nous demander aujourd'hui, avec quelque angoisse ce que nous serions devenus si nous n'avions pas eu cet énorme réservoir dans lequel nous avons pu largement puiser.", type de **phrase éminemment dangereuse...**

- les manuels scol. répandent les mêmes idées auprès de la jeunesse
- une innombrable littérature exalte la bravoure et l'abnégation des combattants "indigènes"

V. UN IMMOBILISME APPARENT DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Une vie comme "étrangère à l'histoire"...

1°) Étendue et population de l'empire coloniala) Une immense surface, quasi inchangée

- quelques territ. sous mandat, hérités de l'Emp. ott. (Syrie et Liban) et de l'All. (Togo et Cameroun), la bande de territ. cédée à la Libye ital., ce la ne change guère la superficie d'un empire déjà largement constitué et immense en 1914
- pendant l'entre-deux-guerres, l'accroissement vient surtout de l'achèvement (1934) de la conquête du Maroc
- au total 12 600 000 km² fin années 30 (Bien voir les cartes !)

b) Mais une population qui s'accroît

- ⇒ 69 millions d'habitants en 1936
- causes : paix int., dév. éco. années 20, lutte X maladie, etc. La natalité reste très forte, alors que la mortalité est en recul (une révolut. démographique). excédent naturel augmenté (ex. : 0,5 % en 1921-1926 en Algérie, 2,2 % en 1931-1936 !).
- pop. afflue dans villes (⇒ bidonvilles, etc.). Les plus imp. : Casablanca, Tananarive, Alger, Dakar
- territ. les = peuplés : Indochine (23 millions d'habitants en 1936), Maghreb (16), AOF (14,7), Mad. (3,7), AEF (3,4)
- ce n'est toujours pas un empire de peuplement :
 - nombre faible d'Europ., et en faible accroissement
 - cause essentielle : un empire colo. bâti au moment affaiblissement de la croissance démogr. métrop.
 - en Indochine, par ex., 42 000 Européens en 1936, seulement, dont 10 000 métis, 10 000 militaires et 4 000 fonctionnaires
 - en Alg. même (où peuplement europ. est le plus imp.), l'immigration d'origine métropolit. se ralentit et si la pop. europ. passe de 700 000 à 960 000 hab. (sur 7,2 M hab.), c'est surtout grâce à l'accroissement naturel
 - Tunisie : de 150 000 à 213 000 Europ. (dont beaucoup d'Italiens)
 - Maroc : seul cas de très net accroissement (mais très particulier) :
 - * 29 000 en 1913, 78 000 en 1921, 236 000 en 1936, 295 000 en 1947
 - * Bcp d'Espagnols
 - * Fascination exercée par Maroc / imaginations françaises
 - reste de l'empire : de 80 000 à 110 000 environ ⇒ énorme poids du Maghreb

2°) Les facteurs extérieurs d'évolution

(On pourrait ajouter : indép. Arabie et Égypte ⇒ arabisme)

a) L'influence de Wilson et le rôle de la SDN

□ le wilsonisme :

- cf le pt 5 des 14 points : **effort pour préserver les intérêts des pop. colonisées (fort vague...)**
- suscite bien des espoirs : principe de *self-determination* immédiatement connu et salué
- mais à la conf. de la Paix : négligence totale du mouvement d'éveil des peuples colo., accéléré par la guerre (revendicat. territ. des alliés l'emportent sur le w.)
- Cf. les très nombreux messages apportés à la Conférence de la paix (*Lire ex. dans Scodel première, p.258*)
- seule concession : syst. des mandats
- au moment, certains Jeunes Alg. se prononcent pour une politique d'assimilation (cap. Khaled, surtout, voir plus loin)

□ la SDN & les mandats :

- syst. du mandat est un compromis (évidemment considéré par les bénéficiaires comme un expédient hypocrite), un état se faisant le représentant de la SDN
- 3 types de "mandats" (distinction générale) :
 - * A : territ. promis à une proch. indép. (Syrie, Liban, etc.)
 - * B : territ. promis à une indép. lointaine (Afrique)
 - * C : territ. annexable (Océanie)
- dans tous cas : rapport annuel et une Commission des mandats (qui ne ménage guère la France, luttant X politique d'assimilation et contre l'administration du Togo à partir du Dahomey voisin)

b) L'action anticoloniale du communisme international

- dès les premières réunions, la IIIe Internat. (ou Int. comm.) se prononce pour l' indép., car voit dans colo. un potentiel révolutionnaire : une stratégie à lg terme, destinée à tuer le monde capitaliste avancé
- IC approuve en juillet 1920 les *Thèses sur les questions nationale et coloniale* de Lénine et fixe tactique de l'opp. au mov. bourgeois démocratique nationaliste, même s'il demande l' indép. politique
- imp. Congrès des Peuples opprimés Bakou 1920
 - Lire déclaration Zinoviev in Scodel première, p. 258*
- mais problèmes à cause stalinisme URSS (cf. élimination Sultan Galiev)
- & en 1935 : changement de tactique, l'adv. principal devenant le fascisme
- nouvelle volte-face avec le pacte germano-sov.

c) L'action du communisme français

- anticolonialisme de la SFIO est modéré et partiel (spécialité de Marius Moutet)
- d'abord, critique du colo. et des nationalistes "bourgeois" ou "féodaux" (Khaled, par ex., voir plus loin)

□ puis (milieu années 20) soutien des nationalistes (Khaled, premier prés. d'honneur de l'Étoile Nord Afr., soutien au Destour)

□ soutien à Abd el-Krim (Rif) :

- pas immédiat
- vient avec les premier succès
- télégramme de félicitations du 24 septembre 1924
- moment où le PCF proclame sa doctrine anticolo.
- mobil. X guerre du Rif

□ soutien aux nationalistes indoch. aussi

□ tournant de 1935 fidèlement appliqué.

- considérable atténuation de l'anticolo.
- Cf. M.Thorez 1937 parlant du "droit à l'indépendance", mais ajoutant : "l'intérêt des peuples colonisés est dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme. Il faut par conséquent créer les conditions de cette union libre, confiante et fraternelle des peuples colo. avec notre peuple."
- Cf. aussi rapport de Thorez en 1937 : "le droit au divorce ne signifi[e] pas l'obligation de divorcer"

3°) La France et les Français face aux colonies. dans l'entre-deux-guerres

a) Indifférence et méfiance

□ attitude générale (inchangée), expliquant que Français, malgré condit. éco. précaires (celles des années 30), n'émigrent que peu vers leurs possessions (même les plus proches)

□ le parti colonial :

- Ligue maritime et coloniale 1921 :

* publie *Mer et Colonies*

* prétend avoir 700 000 adhérents, en a entre 20 000 et 30 000 !

- des hommes politiques, des groupes éco. envisagent sans sourciller :

* de céder des colonies, ou d'en échanger (lâcher les colo. d'Amérique et/ou d'Asie, obtenir les enclaves britanniques en AOF, vendre des colonies aux États-Unis, etc.), ce à quoi d'autres s'opposent (Herriot : "Les colonies sont les filles de la France, une mère ne vend pas ses enfants.")

* **d'associer l'All. à l'œuvre colo.** (l' "Eurafrique")

□ métropole très mal renseignée sur ses colonies. malgré :

- un assez grand nombre de publications, indiv., ou collectives. Ex. : *Histoire de la colonisation française* de Hanotaux & Martineau (1929-1933)
- grande presse publie de grands reportages, c. ceux d'Albert Londres
- le cinéma (mais 5 % de la prod. fr. seulement), cf. *L'Atlantide*, *La Bandera*, *Pépé le Moko*, *Un de la Légion...* **N.B.** : les rôles d'Arabes sont presque toujours tenus par des Européens (cf. l'inspecteur Slimane de *Pépé le Moko*)

- un effort de propagande officielle

* pour "la plus grande France", les **"100 millions de Français"**...

* célébration solennelle du Centenaire de l'Alg. fr. en 1930

* une transf. des programmes de l'enseignement. La "formation de l'empire colo. fr." apparaît dans classes d'histoire du 2^{re} en 1925, introduction (tardive) d'une copieuse géographie colo. fr. dans l'enseignement primaire (1938) et secondaire (1937)

□ seule la certitude d'un traitement plus élevé y attire quelques militaires et fonctionnaires, toujours soucieux de revenir au plus vite en métropole !

□ exceptions (rares) : amoureux du Sahara, passionnés d'aventure, etc.

b) Nuances

□ intérêt passionné d'un très large public pour les grandes randonnées automobiles : Croisières noire (1925) et jaune (1933)

□ place accrue du monde colo. dans presse et progr. scol.

□ dév. de la "litt. colo."

□ milieux catholiques connaissent importance de la communauté catholique, indigène, d'Indochine (2 M / 23 en 1939, soit un % considérable)

□ réel impact célébration solennelle du Centenaire de l'Alg. fr. en 1930

□ réel impact Expo. colo. de 1931 à Paris (Vincennes) :

- avait été précédée de celles de Marseille (1906 et 1923)

- org. par Lyautey

- grand nombre de visiteurs (35 M !)

- contribue à créer une plus vive curiosité pour l'Empire, mais le phénomène a été passager : n'a pas atteint les mentalités en profondeur. De plus, s'est tenue à un mauvais moment (la crise éco.)

□ groupes de pression étudiés plus haut se renforcent, sauf les Soc. de Géo.

□ naissance du Redressement français et de la Ligue maritime et coloniale

□ avec la montée des périls ext. se fait jour l'idée que seul l'Empire permettrait d'équilibrer le dynamisme des États fascistes (et d'ailleurs les pacifistes se font anticolo.)

□ importance des lieux communs colo. dans la rhétorique politique : les "provinces d'outre-mer", "la Méditerranée traverse la France comme la Seine travers Paris", etc.

□ en fait, c'est après la Libération, et non en 1931, c. il est accoutumé de le dire, que se situe en Fr. l'apogée de l'idée colo.

c) La légitimité du lien colonial

□ guère remise en cause dans la grande opinion publique :

Méfais de la colo. sont vus c. le fait d'hommes ou de gouv. particuliers, la colo. n'est pas un mal en soi

□ cf. sondages :

- en février 1939, 53 % des Français estiment que "l'Empire, c'est la France" (43 % d'avis contraires)
- en septembre 1945, 63 % des Fr. croient que l'Indo. est et restera française (contre = 12 % !)
- en 1939, à la q. de savoir si l'on estime "aussi pénible de voir céder un morceau de notre empire colo. qu'un morceau du territ. de la France", on enregistrerait certes 53 % de oui, mais 43 % de non
- en avril 1946, 63 % des Fr. veulent donner à tous les colonisés la citoyenneté fr. (contre = 22 % !) ⇒ vogue de l'assimilation !

□ une très abondante littérature de dénonciation des abus du colonialisme est publiée en France dans l'entre-deux-guerres. A.Gide, *Voyage au Congo & Retour au Tchad*

□ rôle d'intellectuels, c. le prof. de philo. Félicien Challaye, condamnant radicalement le syst. colo.

□ rôle de la Ligue contre l'oppression colo. et l'impérialisme :

- internationale
- fondée à Bruxelles en 1927
- présidée par Einstein

□ phénomène évidemment renforcé par l'ambiguïté de la position des partis politiques de gauche (cf. le PC plus haut)

d) La bonne conscience coloniale

□ pas de remise en cause du bien-fondé domination :

- la colo. est légitime

Lire Albert Sarraut (7 fois min. des Colo., un véritable min. de la Parole colo. !) dans Scodel première p.257

plus notion de "trésor commun de l'humanité"

- mission civilisatrice et humanitaire (cf. Kipling, titre d'A.Sarraut, qui parle du "fort" qui doit aider le "faible", en 1931 : *Grandeur et Servitudes colo.*, ou Lyautey 1931 : "Coloniser, c'est gagner à la douceur humaine les cœurs farouches de la savane ou du désert"). **Habitude s'est prise** de dire qu' "on a beaucoup fait pour l'indigène" ! Mais L. ne cesse de mettre en garde X penchant français à l'administration directe

- la colo. unifie les nations

Lire Albert Sarraut dans Scodel première p.257

- première Guerre mondiale a accru la justification de la colo.

Lire Albert Sarraut dans Scodel première p.257

- les voix anticolo. sont très minoritaires (cf. PCF & A.Gide, *Voyage au Congo*, 1926)

- ⇒ notion de "fait colonial", insistance sur la mise en valeur

□ les aspirations nationales sont d'ailleurs niées :

- nombreuses formules montrent aveuglement : A.Sarraut 1931 : "Tous ceux de nos protégés dont la sagesse est faite de l'expérience du passé et de l'observation attentive du présent ont peur de l'indépendance."

- idée de l' "évidence" de l' "anarchie" que serait l'indép. :

Cf. Alain, philo. radical qui prédit, en cas d'abandon "que la simple et aveugle coutume établira partout, si nous laissons faire, un régime de crasse, de négligence et de fanatisme, sans compter la force nue, qui passera comme le cyclone."

□ conséquences :

- exaltation auprès d'un large public de l'exotisme colo. :

Littérature (ex. : Joseph Peyré, *L'Escadron blanc*, 1931), BD (cf. Hergé, *Tintin au Congo*, 1931 : dans l'édition originale, T. fait une leçon de géo. / Belgique, remplacée par du calcul en 1941 !), chanson (*Mon légionnaire*), cinéma (*Les Lanciers du Bengale*, Julien Duvivier, *La Bandera*, 1935, Jacques Feyder, *Le Grand Jeu*, 1931), expo. (cf. Exposition colo. Paris 1931)

- ignorance intell. vis-à-vis des grandes civil.

- facilité tourisme à longue distance multiplie touristes véhiculant clichés ci-dessus

e) Les conséquences globales

□ absence de doctrine colo. véritable (pour ou contre) dans la plupart des partis, même à gauche (un phénomène qui se nourrit lui-même)

□ parcimonie budgétaire caractéristique : 1 à 2 % du budget, seulement ! Les colo. doivent, toujours, se suffir à elle-même

□ faibles investissements privés métropolitains dans territ. d'O-M :

- seuls le Maroc (où Lyautey déploie une activité considérable et réussit à attirer l'attention grâce à une propagande intelligente) et l'Indo. voient affluer les capitaux fr.

- ⇒ un impérialisme d' "organisation" et non d' "expansion". Cf. administration locale omnipotente

- idée d'autarcie impériale

□ bonne conscience et tranquillité :

- fait colo. considéré c. acquis, pour le plus grand bien des indig. (qui accèdent à la Civil.) et de la France

- l'op. publ., qui ignore à peu près tout des troubles relatifs aux colo., pense que ces dernières sont d'une fidélité à toute épreuve

□ Cependant, derrière cet apparent immobilisme, une évolution se dessine, évol. prof. et cachée, qui engage l'avenir plus qu'elle ne modifie le présent. Et l'on s'explique mal l'échec des tentatives de réforme

□ et l'acte de naissance officiel de l'Empire ne fut jamais signé : la France avait un empire colo., elle n'était pas prête à être un Empire (Ch.-R. Ageron). Il ne fut plus question d' "Empire" après la déclaration de guerre de septembre 1939. Mieux valait, pensa-t-on, célébrer l'unité et la fidélité de l'empire, et prétendre que l'Empire avait été réalisé de fait par la guerre !

VI. UNE ÉVOLUTION RÉELLE DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES1°) Dans le domaine démographique□ les métropoles ont accompli leur rév. démo. :

baisse mortalité, puis natalité
excédent naturel devenu faible

□ oultre-mer :

- une évolution très sensible

- **Institut Pasteur et hôpitaux accomplissent une œuvre considérable** : victoire / affections endémiques, choléra, variole, peste, lèpre et malaria (cependant progrès de certaines maladies, c. tuberculose) et de l'alcoolisme

□ les résultats :

- taux naissance toujours élevé plus progrès médecine et hygiène ⇒ excédent naturel augmenté (ex. : 0,5 % en 1921-1926 en Algérie, 2,2 % en 1931-1936 !).

- la natalité est encouragée par le colonisateur : mot d'ordre de "faire du noir" (*sic*) dans l'entre-deux-guerres (peur de la faible densité)

- pop. musulmane d'Alg. : 4,9 millions d'habitants en 1925, 6,2 millions d'habitants en 1936

- pop. musulmane de Tunisie : 1,8 millions d'habitants en 1921, 2,3 millions d'habitants en 1936

- pop. Madagascar : 3,3 millions d'habitants en 1913, > 4 millions d'habitants en 1941

- Dans années 30, empire colo. fr. s'accroît de 6 millions d'habitants (de 64 M à 70 M)

□ de plus, progrès rapide urbanisation :

- bidonvilles, etc.

- Comp. : en 1939, Inde compte autant de citadins que le RU (33 M)

- soc. urb. plus rebelles à la colo. que les soc. rurales tradit.

2°) La crise de 1929 et les colonies□ depuis longtemps, éco. pays colonisés orientée vers satisfact. des besoins des métropoles :

- ex. : phosphates Maroc, caoutchouc Indochine

- conséquences : sensibilité aux prix mondiaux, dépendance éco.

□ en échange de leurs mat. premières, ces pays absorbent des produits fabriqués europ.
⇒ métropoles freinent leur industrialisation (seule exception de fait : Inde)

□ années 20 voient une expansion éco. dans empires colo.□ équipement des colo. peu fait par métropoles

Ex. : loi fr. 1900 : métropole ne paie que l'administration et l'armée, le reste est financé sur place par l'impôt

□ la récession années 30 aggrave cette dépendance :

- baisse des cours mondiaux des mat. premières

- repli métropoles / empires

Ex. fr. : 45 % des capitaux investis en 1939 contre 10 % en 1914 !

- grandes soc. se taillent la part du lion (par ex., Paribas et Rothschild au Maroc)

- la crise accélère l'adoption des idées modernistes lancées dès le temps de Sarraut par la plupart des praticiens de la colo.

3°) Des progrès économiques très inégaux

a) Les liens avec la métropole

□ poids minime des colonies dans l'éco. fr. (sauf Afrique du Nord) et dans budget de l'État (1/60 du total en 1938 !)

□ mais les milieux polit. ont une vision exactement inverse. Même Doriot, alors comm., en 1928, pour souligner l'exploitation capit., dit que "sans les colo., le pays serait vraisemblablement en état de faillite" !

□ mais aussi resserrement des liens avec la métropole :

- idéal d'autarcie, exprimé par Albert Sarraut (anc. gouv. Indoch. devenu min. des Colo.) en 1925

- à la suite de la Crise, la France se replie économiquement sur son empire :

* 1913 : 12 % comm. fr. (part beaucoup plus forte dans les export. que dans importat.)

* 1929 : 16 %

* 1938 : 27 % (renversement de la répartition export.-importat.). L'Empire est alors le premier partenaire de la France (et même l'Algérie seule).

- en 1936, la piastre indoch. est alignée sur franc, une piastre valant 10 FF

- cette autarcie impériale profite beaucoup aux colonies, qui vendent à la métropole leurs marchandises plus cher qu'aux cours mondiaux

- l'AFN représente \approx 1/2 du comm. ext. fr.

- en 1934-1935, une éco. "impériale" est mise sur pied, un Crédit colo. aidant les grandes entreprises, en prenant le relais des banques privées

b) Les évolutions internes

□ progrès éco. fort dans certains cas :

- il est, alors, le fait de puissantes sociétés

- Indoch. : houillères du Tonkin (> 2 M t), plantations d'hévéa de l'Annam et du Cambodge. Mais crise 1929 particulièrement grave

- Maroc :

* terre d'élection de l'entr. capital. colo.

* mines de Zellidja et de Bou Arfa

* gisements de phosphates

* en absorbant en 1918 les parts allemandes, autrich. et russes, et en rachetant en 1931 la part anglaise, la France obtient contrôle complet de la Banque chérifienne (Banque de Paris et des Pays-Bas, et non l'État)

□ le plus souvent, colons isolés ou petites compagnies sans grands moyens financiers et techniques essaient mise en valeur limitée dans le temps et l'espace :

- ex. des "périmètres irrigués" d'Alg. :

* programme de barrages lancé en 1920, mais :

* très incomplètement réalisé (au 1/3 en 1945 !)

* terres irriguées sont accaparées par plus gros propriétaires

- toutefois l'agric. alg. est beaucoup plus savante et mécanisée que l'agric. métropol. !

□ médiocrité du réseau ferré construit dans l'entre-deux-guerres :

- seule réalisation notable : ch. de fer Dakar-Bamako (1923)

- et avec pertes élevées : 20 000 morts pour le Congo-Océan !

- abandon du Transgabonais

- c'est au Maroc que les infrastructures de commerc sont les plus développées

- mythe du Transsharien (en fait supplanté par transp. routiers)

c) Les autres disparités

□ énormes disparités dans revenus :

Ex. indochinois 1931 : le revenu moyen d'un :

- Européen non fonctionnaire (il y en a 16 000) = 5 000 piastres

- "indigène" (9,6 M hab.) : 49 piastres !

□ niveau de vie s'est aggravé partout pour 3 raisons :

- perte de terres cultivables au profit des gros colons (cult. spéculatives X cult. vivr., cf. vignoble d'Alg.).

L'Alg. a 2 fois - de moutons en 1939 qu'en 1914

- accroissement de la fiscalité (voir plus bas)

- pression démogr. (voir plus haut)

□ distinction gros colons-petits colons-indigènes :

- classique, mais :

- dans nombreux cas, les petits colons tendent à reculer

- cf. l'Alg., où beaucoup quittent la terre, renforçant la catégorie des gros colons (dans certains cas) et la pop. urb. (plus sûrement)

- la petite colo. périclité encore plus nettement à Mad.

□ lourdeur des impôts :

Ex. Indochine : **≈ 1 mois travail pour impôts** directs plus impôts indirects (voir plus haut, avec consommation minimale de 7 l d'alcool / an ! Dans plusieurs circulaires administrat., on trouve des phrases de ce genre : "Les villages qui auront consommé beaucoup seront récompensés, ceux qui auront **consommé ou vendu peu seront punis**"...

4°) L'évolution intellectuelle

□ scolarisation progresse partout, mais n'atteint qu'une partie de la population d'âge scolaire :

- Algérie 1938 :

* 100 000 enfants (dont 17 000 filles) dans écoles créées par France

* taux de scolar. indigène est passé de 5 à 10 %

* mais 1 M enfants demeurent illettrés

- Afrique noire :

* 5 % seulement

* Côte d'Ivoire (4 M hab.) : seulement 10 000 élèves (écoles de missionnaires le plus souvent)

□ scolarisation qui :

- permet dégager élites prof. attachées à la cult. fr.

- permet former premiers instituteurs (cf. fondation École normale William Ponty Dakar 1937)

- est très faible dans second. et sup.

- forme de pseudo-élites indigènes :

* certif. études seulement

* se croient cap. d'exercer un métier "noble"

⇒ désertent villages pour villes

⇒ désertent métiers pour emplois hypothétiques

□ **cette piètre œuvre contraste avec l'émergence de la "négritude"** (Aimé Césaire et Léopold Sédar Senghor)

5°) L'évolution juridique et politique

□ la plus faible : quelques aménagements de détail modifient parfois le statut de telle ou telle colo.

□ on est loin du progr. envisagé, ici aussi, par A.Sarraut

a) La loi de 1919 pour l'Algérie

□ indigènes peuvent accéder à la citoyenneté fr. sous de très nombreuses conditions

□ 421 000 électeurs "musulmans" pour les él. municipales

□ l'application de la loi est envisagée dans un sens conservateur et paternaliste par les colons et le Gouv. général

□ ⇒ >>> 1940, l'A. ne fut représentée à Paris que par 6, puis 9, puis 10, députés et par trois sénateurs, élus par les seuls citoyens (Fr. d'Alg. et natu.)

b) Des assemblées locales

□ apparaissent un peu partout

□ se juxtaposent aux fonctionnaires d'autorité

□ mais sont dépourvues de toute représentativité réelle :

- mêlent à quelques notables indigènes soigneusement triés par l'administration des représentants des Français résidant dans le pays
- en Indochine, par ex., le Grand Conseil des Intérêts éco. et fin. (1928) : 38 Français et 28 indigènes
- lorsque délégués sont élus (ex. : Conseil colo. sénégalais), c'est au suffrage restreint
- autres ass. (dans toutes colo.) : délég. financières, conseils municipaux, conseils géné., etc.
- de plus, toutes ces ass. n'ont qu'un rôle consultatif

c) Les autres transformations

- nécessité rendre compte chaque année de la gestion des mandats / Syrie, Liban, Togo et Cameroun
- souci plus grand de l'adm. colo. (d'org. inchangée) d'améliorer la santé et l'instruction publiques
- dans la ligne de la "mystique colo.", remplacement en 1935 du terme de "colonies" par France d'Outre-Mer
- naissance d'organismes dits "impériaux" :
 - Conférence nord-africaine (1932-1933) : Gouv. général Alg. plus résidents généraux Maroc et Tunisie
 - Haut Comité de la Méditerranée et de l'AFN (1935) : les mêmes plus président du Conseil plus 4 ministres concernés plus Haut Commissaire Syrie et Liban
 - Conférence du Commerce colo. (1933)
 - Conf. éco. de la France métro. et d'Outre-Mer (1934-1935)
 - mais pas l'équivalent des assises périodiques de l'Empire britannique, qui se tenaient régulièrement depuis 1887
- organisation de nouvelles colonies, comme la Mauritanie (1920), dont le gouv. réside à... St Louis du Sénégal (Nouakchott fondée seulement en 1957)

6°) Les revendications d'autres pays

- All. nazie :
 - retour anc. colo. all.
 - suscite renouveau de l'idée d'Eurafrique (voir plus haut)
 - les gouv. français sont indécis
- Italie fasciste :
 - Italie insatisfaite :
 - * convention Londres 1915 n'a pas été respectée
 - * seulement 1919, léger agrandissement Libye au détriment de l'Alg. et statut particulier des Italiens de Tunisie confirmé. Grande-Bretagne cède aussi des territ. égyptiens et somaliens. Italie toujours insatisfaite
 - accords Laval-Muss. 7 janvier 1935 :
 - * une nouvelle bande (d'Aozou) de territ. au profit Libye
 - * petit territoire somalien au profit Érythrée
 - * mais cette concession n'a que d'éphémères conséquences :

- Italie lance 30 novembre 1938 une campagne de revendications sur Djibouti (Éthiopie est conquise) et Tunisie (où les Italiens forment un groupe très homogène et nombreux).

VII. LA NAISSANCE DES NATIONALISMES DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES1°) Caractères générauxa) La remise en question du colonialisme

□ expression d'une élite sociale et intell. la plupart du temps (exceptions : Hô Chi Minh, Giap, etc.)
 ⇒ une intelligentsia de fils de notables, de bourgeois, de chefs de tribu, mais aussi avocats (Bourguiba), pharmaciens (Ferhat Abbas)

□ emprunte souvent à des modèles extérieurs

□ hétérogénéité :

- critique ou non de la soc. indig.
- volonté ou non de modernisation intell. et éco.
- rivalités internes éventuelles (tribales, comme au PO, idéologiques, etc.)

□ les sources idéologiques :

- victoire jap. 1905 ⇒ asiatisme
- première Guerre mondiale (rivalités europ., nécessité de l'aide des colo., etc.)
- rév. 1917 et partis comm. des métropoles
- idées Wilson, paix 1919 et SDN

Cf. les très nombreux messages apportés à la Conférence de la paix (Lire ex. dans Scodel première, p.258)

- indép. Arabie et Égypte ⇒ arabisme

□ thèmes principaux :

- "occidentaux" : Nation, *self-government*, Constitution (*cf.* le "Destour" tunisien, comme le le "Wafd" égyptien) ⇒ revendication de l'héritage de 89

- "indigènes" :

* fidélité à la religion tradit., à la tradit. culturelle

* négritude et panafricanisme :

Nigérien Blyden avant première Guerre mondiale

Congrès panafricains de Paris 1919, Londres 1921 & 1923, New York 1927

liens avec Noirs US, expansion du jazz

Aimé Césaire et Léopold Sedar Senghor

mouvement de retour des Noirs US en Afrique, incarné par Jamaïcain Garvey

Essoufflement : c'est surtout à la suite 2e Guerre mondiale que panafricanisme retrouvera

dynamisme

* thème amplifié par expansion Islam fin XIXe s.>>> en Afrique, par les sectes islamiques réformatrices

* grande importance de la presse (*cf.* journaux ég. comme *Al Ahram*, au Caire, = "les pyramides")

* ce thème peut s'opposer au précédent (ex. les *Ulemas* alg. X Jeunes Algériens)

* grande imp. débat passéisme X modernisme

- marxistes

* grande vogue immédiatement après première Guerre mondiale

* imp. Congrès des Peuples opprimés Bakou 1920

Lire déclaration Zinoviev in Scodel première, p. 258

* problèmes à cause stalinisme URSS (cf. élimination Sultan Galiev)

* stratégie Internationale 1935 >>> :

considérable atténuation de l'anticolo.

Cf. M.Thorez 1937 parlant du "droit à l'indépendance", mais ajoutant :

"l'intérêt des peuples colonisés est dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme. Il faut par conséquent créer les conditions de cette union libre, confiante et fraternelle des peuples colo. avec notre peuple."

□ mais la plupart des mouvements nationalistes ne souhaitent pas rompre totalement les liens avec la métropole :

- beaucoup rêvent d'une "intégration" (cf. F.Abbas)

- or, maladresse intransigeante de la métro. ⇒ mise en prison (causes générales vues plus haut plus groupes de pression) de la plupart des dirigeants nationalistes

- une évolution aurait évité coûteuses et inutiles guerres colo. 1945 >>>

b) Les "sentiers obliques"

□ l'Afrique noire ignore l'agit. nationaliste, elle est faible à Mad., par contre, elle est beaucoup plus vive en Extr.-Orient et dans régions où, entre autres, panarabisme et panislamisme peuvent servir de ferment aux revendications indigènes

□ les mouvements revendicatifs sont nombreux, mais seule une minorité demande l'indépendance et, socialement, le mouv. ne touche qu'une partie de la population

□ la métropole est répressive, sauf pendant le Front populaire :

Cf. Léopold Sedar Senghor : "Seigneur, pardonne à la France qui montre la voie droite et chemine par les sentiers obliques."

□ l'op. publique fr. n'a nullement conscience qu'une force centrifuge anime les possessions d'Outre-Mer, au contraire :

- chacun se plaît à louer la *Pax gallica*

- chacun plaint ± hypocritiquement les Anglais, qui semblent en proie à des difficultés plus graves que **celles que la France rencontre...**

□ la 2e Guerre mondiale va relancer les mouvements et les revendications avec une force accrue

2°) En Indochine

a) Naissance de partis

□ causes :

- grands mouvements anti-impérial. Chine (cf. rév. 1911) et Inde
- ex. japonais (1905 plus première Guerre mondiale)

□ des mouvements modérés (moyenne et petite bourgeoisie), favorables à l'association avec la France

□ des sectes, comme les Caodaïstes :

- nouvelle religion synthétisant les messages de Bouddha, Lao-Tseu, Confucius, du Christ, de Mahomet **et même de Victor Hugo...**

- recrute 0,5 M d'adeptes entre 1927 et 1931

□ le premier grand parti nationaliste, annamite et indépendantiste : VNODD (Viêt-nam Quôc Dân Dang), en 1927 :

- imité du Guo Mindang chinois
- républicain
- indépendance, grâce à la Chine
- chef : instituteur Nguyễn Thai Hoc

□ un premier PC avait été créé, à Canton par des émigrés, en 1917. Très éphémère

□ pétition nationale 1926 (VNODD plus PC) réclame grandes libertés, accession plus facile à la nationalité fr., droit de participer à l'administration

□ un 2e PC (le "Parti communiste indochinois") est fondé en 1930 :

- dans Nord-Annam (⇒ d'abord appelé "parti comm. vietnamien"), mais toujours en liaison avec la diaspora vietnamienne au Japon, en Chine méridionale et au Siam
- par Nguyễn Ai Quôc ("Le patriote"), futur Hồ Chi Minh ("Celui qui éclaire")

De son vrai nom Nguyễn Sinh Cung (1^{er} surnom >>> 1940 Nguyen Ai Quôc), il est né dans une famille de petits fonctionnaires indigènes. Il travaille comme ouvrier en France de 1917 à 1923 et participe au **congrès de Tours, où il adhère au PCF. Il s'est rendu à Moscou (1923-1930)** et participe aux travaux du Komintern. De retour en Indochine en 1930, il fonde le Parti communiste indochinois et en 1941 le Viêt-minh, coalition dirigée contre les Japonais puis les Français

- a adressé à la Conf. de la Paix 1919 un programme inspiré par le wilsonisme, il a essayé, en vain, de rencontrer Wilson, il a participé au Congrès de Tours 1920
- autres noms imp. : Pham Van Dong (1906-2000) & Vo Nguyễn Giap

b) Troubles et répressions des années trente

□ crise de 29 très grave en Indo. ⇒ aggrave misère des masses ⇒ troubles

□ mutinerie tirailleurs annamites à Yên Bái (Tonkin) en 1930 :

- à l'instigation du VNQDD
- **très dure répression (bombardement villages, exécutions, envois au bagne de Poulo Condor...), sans qu'on s'en prenne à la racine du mal**
- cette terrible répression liquide pratiquement le VNQDD, au profit du PCI

- à l'instigation de celui-ci :

□ les révoltes populaires de 1930-1931 :

- révolte des ouvriers des plantations caoutchouc Michelin

- révoltes paysannes

- ⇒ 2e vague de répression, dirigée X PCI

□ politique fr., appelée à beaucoup d' "avenir", les "bricolages politiques" au sommet :

- nouvel empereur d'Annam : Bao Dai (Vin Thuy, 12 ans !) en 1925

- flanqué d'une Commission des réformes, dirigée par catholique Ngô Dinh Diêm, futur président de la République du Viêt-Nam 1955-1963

□ premier congrès du PCI à Moscou, en 1935

□ les conséquences du Front populaire :

- imp. mesures sociales en faveur des ouvriers (journée de 8 h, relèvement des salaires, etc.)

- les détenus politiques de 1930 (comme Pham Van Dong — 1906-2000 — & Vo Nguyễn Giap) sont libérés

3°) Dans le Maghreb

□ pour la France, des problèmes capitaux (poids démogr., proximité)

□ opp. profonde entre :

- l'Alg. (où le nationalisme ne trouve pas, à ce moment, de support solide dans l'histoire)

- le Maroc et la Tunisie : des souverains, des adm., des justices, un enseignement en arabe qui se **développe rapidement...**

a) En Tunisie

□ fondation du Destour, 1919 :

- = "Parti libéral tunisien de la Constitution" (*Destour*)

- parti panarabe, qui a la sympathie de beaucoup

- réclame une constitution, une ass. lég. tunisienne, élue au suffr. univ.

□ scission du Destour, 2 mai 1934 :

- Vieux Destour, ex., rare, de parti de notables assez hostile à la France. Conservateur et xénophobe, s'oriente vers milieux traditionalistes et religieux, joue carte de l'arabisme

- Néo Destour :

* Habib Bourguiba (né 1903)

* résolument démocratique, appuyé sur ouvriers

* réclame souveraineté tunisienne, appuyée sur **démo. laïque, indép., suffrage universel...**

* organise des manif., des grèves, des meetings

□ imp. du mouvement syndical : création de la CGTT (Conféd. gén. du travail tunisienne) par Mohammed Ali en 1924

□ la France :

- mène une politique de répression. Le bey est même obligé de désavouer ses sympathies pour le Destour
- crée 1922 le Grand Conseil de Tunisie :
 - * 56 Fr. & 41 indigènes, délibérant séparément
 - * toute discussion politique est interdite
- "francise" ou "algérisse" la T. :
 - * des Fr. peuplent les services techniques du bey
 - * établissement monopole du pavillon
- le Front popu. :
 - * discussion Viénot (sous-secrétaire d'État aux protectorats) - Bourguiba, sur les modalités de l'accession à l'indépendance (étude d'une constitution, etc.)
 - * le nouveau résident, Guillou, assouplit le régime de la presse, accorde droit de réunion et d'association
 - * la chute du gouv. Blum ruine les espoirs
- violentes émeutes de Tunis 8 avril 1938 :
 - 20 morts, 40 blessés
 - ⇒ dissolution du Néo Destour, obligé de se réfugier dans la clandestinité, déportation de Bourguiba (arrêté une première fois en 1934 et libéré par le Front populaire), 1 500 arrestations
 - le nouveau résident, Érik Labonne, établit état de siège

b) Au Maroc

- immédiatement après la guerre, Lyautey :
 - francise l'encadrement du protectorat
 - reprend la conquête
- la guerre du Rif (1925-1926 pour la France) :
 - grande révolte, partie de la zone espagnole en 1921. Grand rôle dans la carrière de tous les futurs officiers nationalistes de la guerre civile esp. (Mola excepté)
 - dirigée par Abd-el-Krim (1882-1963), très hostile à la monarchie, qui fonde en 1923 une République du Rif.
 - S'inscrit dans foisonnement démocratique et spontanéiste qui agite tout le monde arabe dans années 1920
 - provoque :
 - * limogeage de Lyautey
 - * nécessité de grandes opérations militaires, commandées par Maréchal Pétain, qui noue des relations d'amitié avec les officiers espagnols : 150 000 h, aviation, artillerie, etc.
 - * substitution aux méthodes politiques de Lyautey d'une stratégie de la dévastation
 - Abd-el-Krim se rend 26 mai 1926 et est déporté à La Réunion. Se réfugiera 1947 au Caire, après s'être évadé lors de son transfert en métropole
 - son entreprise sera par la suite largement sous-estimée par les nationalistes marocains

□ pacification du Sud marocain, terminée en 1934 (de même que celle de la Mauritanie)

□ 16 mai 1930 : lourde erreur du "dahîr berbère" :

- loi qui prévoit que tribunaux d'appel créés en pays berbère jugeront d'après coutumes berbères et non suivant le Coran

- certains Marocains, en particulier les intellectuels formés à l'Université musulmane Karaouine de Fès, s'indignent de ce qu'ils considèrent comme une tentative de désislamisation et de division du Maroc, qui reprend une vieille politique française

- le mouvement de protestation gagne tout le monde arabe

- application différée, puis dahîr retiré

□ 1934 : des intellectuels fondent le Comité d'action marocain :

- parti réformiste réclamant l'adoucissement du prot. et participation plus effective des Maroc. à la marche des affaires

- présentent 1er décembre 1934 au gouv. fr. un plan de réforme, soutenu par la gauche fr.

- une aile gauche indépendantiste (chef = Allal al-Fasî)

□ tentative du Front popu. de promouvoir une politique libérale ⇒ déception après chute

□ ⇒ agitation rues Meknès et Fès (septembre-octobre 1937) , attisée par intense propagande antifranaise des radios franquistes (Séville et Tétouan)

□ ⇒ chefs du CAM dont Allal al-Fasî sont déportés et le parti est dissous

c) En Algérie

□ contrecoups de la Crise mondiale : baisse prix produits algér., qui coïncide avec hausse de la natalité

□ Front Populaire : projet Blum-Viollette (Maurice V. = ancien gouverneur général en 1925, ministre d'État dans gouv. Blum)

- donnant la citoyenneté fr. à 20 000 musulmans (anciens gradés, soldats décorés, diplômés, fonctionnaires, élus et responsables syndicaux)

- sans renonciation au statut personnel (coranique), disposition essentielle qui sera reprise dans l'ordonnance de 1944

- **dressant la communauté européenne, qui menace de faire la " grève des municipalités "**

- ⇒ échec (jamais en discussion, d'autant que Droite et Sénat s'y opposent).

- Européens farouchement opposés à toute évolution

□ Les intellectuels francisés (dans les écoles et les lycées français) :

- ex. : docteur Bendjelloul (mort en 1985), pharmacien Ferhat Abbas

- reprennent action des Jeunes Algériens, mouvement antérieur à la Guerre, renforcé par elle (importance du sacrifice en hommes), et revendiquant l'égalité des droits politiques avec les Français.

Mais quelques-uns, dirigés par l'émir Khaled, Saint-Cyrien qui avait préparé l'école à LLG, officier armée fr., décoré de la Légion d'Honneur, mais ayant refusé de demander la natu. fr., réformé à 100 %

d'invalidité, petit-fils d'Abd el-Kader, refusent l'assimilation. Khaled élu triomphalement au conseil municipal d'Alger, puis au conseil général et aux délégations financières.

- partisans de l'assimilation : ne s'opposent pas à la France, mais à l'immobilisme qui refuse aux musulmans droit de vote et ne leur accorde pas bénéfice lois sociales françaises

- tentent à trois reprises négocier loyalement modalités d'une intégration progressive de la comm.musulmane dans corps électoral (⇒ échec)

- échec du projet Blum-Viollette les déconsidère, mais de ce premier courant sortira en 1946 l'UDMA

□ Le mouvement des Oulémas ('ulamâ', docteurs de la Loi) :

- Regroupés en une Association en 1931

- chef= le cheikh Abd el-Hamid Ben Badis (mort en 1940)

- réfléchit sur événements du Moyen-Orient : Mustapha Kémal en Turquie, indépendance Égypte en 1922, révolte des Druzes. Or la France a été contrainte de renoncer aux "capitulations" (privilèges éco. et culturels) en Turquie (traité de Lausanne, 1923, idem en Égypte en 1937).

- 2 tendances :

* "passésistes" prônent retour à l'orthodoxie coranique et lutte contre pratiques hérétiques des marabouts
⇒ ouverture d'écoles coraniques, enseignement histoire Algérie

* "progressistes" pour réformes sans indép.

- rejoignent Ferhat Abbas sur suffrage universel et égalité polit. avec Français

- veulent un Maghreb uni

□ Le mouvement de Messali Hadj :

- Messali Hadj : 1898-1974, soldat 14-18, puis ouvrier en France. Rassemble ouvriers travaillant en Fr. ou l'ayant fait ⇒ une clientèle prolétarienne et un mouvement beaucoup plus révolut. (diff. avec 2 courants précédents)

- Mais ressemblances avec Oulémas : imprégné religiosité (cf. le "Hadj"), panarabisme et national. maghrébin

- 1926: fondation de l'Étoile Nord-Africaine, dans filiation PCF, mais distances vite prises (dès 1928).

Transformation en un Parti Populaire Algérien (PPA) 1937 (Messali Hadj alors séduit par Doriot et son PPF)

- meetings et manifestations (alors qu' Oulémas étaient beaucoup plus discrets) :

* À Alger, 1937, une manifestation réclame l'indépendance (déjà revendiquée par Messali Hadj 1927 à Bruxelles au Congrès des Peuples opprimés) ⇒

* Messali Hadj en prison, mais popularité immense puis interdiction PPA

* s'est donné un drapeau vert et blanc, frappé de l'étoile et du croissant islamique, qui est devenu le drapeau national de l'Alg.

- de ce 3e courant sortiront après la 2e Guerre mondiale le MTLA (en 1946), puis le FLN

- Paradoxe: pourquoi pas chef, même nominal, du soulèvement de 1954 ?

* perte contact avec peuple algérien (exil) plus persuadé de son infaillibilité (⇒ au sein du MTLA une très forte opposition à cette "mystique du chef" ⇒ fondation de l'OS ⇒ CRUA ⇒ FLN)

* Messali Hadj ulcéré de cette "scission" la considérera et la proclamera toujours vouée à l'échec ⇒ fondera le MNA (Mouvement National Algérien) pour faire pièce au FLN

* Pour résister au FLN le MNA se compromettra avec police fr. et off. fr. déconsidéré lors de la Guerre d'A. et des accords d'Évian ⇒ ne rentrera pas en Algérie (autorités algér. l' "ignorent") ⇒ mourra en exil (volontaire) en France

- ironie de ce destin : proscrit d'A. par le pouvoir colonial, pour avoir revendiqué l'indépendance de ce pays, il vit s'alourdir encore son exil quand cet objectif fut atteint !

À la veille de la 2e Guerre mondiale, les mouvements nationalistes d'AFN sont décapités et jugulés, les revendications écrasées par la force, à la satisfaction de la majo. des Français et des autres Européens

4°) Au Levant

a) Caractères généraux

- mêmes influences panislamiques qu'en Afrique du Nord
- France essaie tactique du diviser pour régner (*divide ut imperes*) ⇒
 - la France joue la politique des minorités
 - 1920 : séparation Syrie-Liban, l'ancien vilayet ottoman du Liban est rebaptisé "Grand Liban" (*sic*) après adjonction de territoires traditionnellement considérés comme syriens, comme Beyrouth
 - division entérinée par la SDN en 1922
- mandat SDN avait rendu obligatoire l'octroi d'une constitution

b) L'évolution du Liban

- relativement paisible, la France s'appuyant sur les chrétiens maronites (1/2 pop.), francophiles, contre les chiites, les sunnites, etc.
- constitution accordée en 1926 :
 - république parlementaire, avec président et deux chambres
 - mais la France maintient, illégalement, au pouvoir un président francophile
- Front popu. : traité de Beyrouth 13 novembre 1936 : indépendance promise, dans un délai de trois ans :
 - moyennant maintien influence culturelle fr. et quelques aérodromes milit.
 - dans cadre de la "Grande Syrie" (voir plus loin)
 - mais parlement fr. refuse de ratifier ⇒ la 2e Guerre mondiale éclate sans que l'indépendance soit entrée dans les faits
 - le Liban ne sera indépendant qu'en 1941

c) L'évolution de la Syrie

□ la France doit imposer son mandat par la force :

- la Grande-Bretagne encourage Fayçal, fils de leur protégé Hussein, à s'installer définitivement à Damas (qu'il occupe militairement depuis 1918) et à se proclamer roi de Syrie, ce qu'il fait
- en 1920, le général Gouraud le chasse par la force ⇒ Grande-Bretagne lui donne le trône d'Irak !

□ divisions ethniques et religieuses, dont la France espère jouer :

Elle balkanise le territoire : "États" d'Alep, de Damas, des Alaouites et deux districts séparés (sandjak d'Alexandrette et le djebel druse), réunis en un État unitaire en 1924 seulement

□ 1925 : rébellion générale des Syriens :

- pudiquement dite en France "des montagnards druzes" (Musulmans chiites)
- pour exiger le retour à l'autonomie
- il faut deux ans pour réprimer l'insurrection, sans éteindre le nationalisme syrien
- et même bombardement aérien de Damas en 1926

□ une constitution est accordée en 1930, à peu près semblable à celle du Liban. Mais, la même année, la Grande-Bretagne accorde l'indépendance à l'Irak

□ Front popu. : accords Viénot (sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères) 9 septembre 1936 :

- octroie indépendance dans délai de trois ans à une Grande Syrie, avec deux territoires autonomes, S. et L.
- moyennant une alliance de 25 ans, bases milit., et avantages culturels
- mais refus du parl. fr. de ratifier (c. pour Liban, bien sûr), alors que des élections, organisées par le gouv. syrien, ont donné une grosse majo. aux nationalistes syriens !
- ⇒ France est déconsidérée

□ ⇒ violente agitation ⇒ état de siège >>> 2e Guerre mondiale ⇒ France est déconsidérée !!

□ de plus, cession à la Turquie en juin 1939 du Sandjak d'Alexandrette ⇒ France est déconsidérée !!!

5°) Afrique noire et Madagascar

a) L'Afrique noire

- ignore l'agitation nationaliste
- les seules manif. de masse sont sociales plus que politiques
- Ex. : troubles AEF par suite abus nés du travail forcé, quelques grèves Dakar 1937
- >>> 2e Guerre mondiale, ce qui importe, c'est le développement du mouvement syndical

b) À Madagascar

- internement de l'instituteur Jean Ralaimongo, qui réclamait transf. en département (soutenu en France par Gide et A.France), puis, rentré en 1924, il organise action X expropriation des Malg. au profit des grandes concessions, il dénonce les abus de l'Administration et des colons, il proteste contre l'envoi de troupes malgaches pour réprimer la révolte syrienne

- internement du pasteur Ravoahangy, apôtre de l'indépendance au sein du VVS (voir plus haut)
- naissance 1936 d'un parti communiste (le PCRM, PC de la région de Mad.)
- détente avec le Front populaire (ex. : suppression du travail obligatoire)

6°) Intégration (relativement rhétorique) de la crise coloniale dans la crise française des années trente: voir le Borne-Dubief, NHFC, pp. 60-72

VIII. LES COLONIES FRANÇAISES ET LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

□ rôle décisif dans destin national 1940 >>>. La défaite, valorise brusquement l'Empire

□ secousse très profonde :

- guerre disloque les bases mêmes de l'empire
- une puissance colo. devient une puissance de second rang
- le plus étonnant est qu'à l'exception du mandat de Syrie, il n'y eut dans l'emp. pendant la g. ni troubles, ni révolte.
- ⇒ preuve que les administrateurs tenaient leurs territ. bien en main
- c'est seulement la révélation de la puissance US qui fera découvrir l'abaissement de la France

1°) Les deux politiques coloniales françaisesa) La coupure en deux de l'Empire

□ refus, bien connu, du repli sur l'Empire en 1940

□ du côté de Vichy se rangent la grande majorité, pendant assez longtemps, des territoires coloniaux :

- Afrique du Nord dans sa totalité
- Afrique noire en majo., après échec du coup de force sur Dakar (septembre 1940)
- Indochine :
- * malgré les velléités du général Catroux, remplacé en juillet par l'amiral Decoux
- * alignement théorique de l'accord franco-nippon de 1941 au coup de force japonais de 1945)
- "Presque complètement coupés de la Fr. métro., mais refusant de se rallier à ce qu'ils appelaient "la dissidence", les proconsuls s'efforcèrent d'administrer et de durer. Ils furent attentistes." (D.Bouche)

□ du côté de De Gaulle :

- une intuition initiale et un pari gagné : la France libérée en partie par ses colo.
- premiers territoires : Niles Hébrides (dès juillet 1940), Établissements fr. d'Océanie, Nouvelle-Calédonie. **Ils sont loin, pauvres et peu peuplés...**
- Tchad (grâce au Guyanais Félix Éboué, gouverneur) 26 août 1940
- puis toute AEF (les "Trois Glorieuses" : 26, 27 et 28 août), pauvre elle aussi, mais d'intérêt stratégique majeur
- puis (septembre 1940) Établissements français de l'Inde & Tahiti
- mais échec de la tentative de Dakar 23-25 septembre 1940, qui ne dissuade pas de Gaulle
- Syrie et Liban (mai-juillet 1941)
- la France libre s'empare de St Pierre et Miquelon 24 décembre 1941 (malgré le veto US)
- Le 5 mai 1942, les Brit. attaquent Diégo-Suarez (Madagascar) par surprise et sans avoir mis de Gaulle dans secret, mais transfèrent administr. de l'île aux gaullistes en 1943.
- Maroc et Algérie (mais pas Tunisie) occupés à la suite du débarquement anglo-US du 8 novembre 1942

- AOF se rallie aux Alliés grâce à Darlan (décembre 1942).
- Guyane et Antilles se rallient en 1943
- Mais, faiblesse de la France libre en Indo. : ses émissaires sont sans véritable audience
- effort militaire considérable demandé, surtout à l'Afrique du Nord :
- * jamais les Français d'AFN n'avaient un aussi grand % d'appelés
- * l'armée française de 1945 est, dans sa majo., une armée coloniale

b) La politique de Vichy

- **La politique de Vichy n'a guère de ligne politique précise.** "...une impression de surréalisme. Les hommes de Vichy rêvaient et les All. les encouragèrent dans leurs rêves." (D.Bouche).
- L'Emp. = un excellent moyen de chantage. pour les nazis.
- une intense propagande. sous toutes formes. qui porte ses fruits sur l'op. métr., persuadée désormais que l'Empire est la seule porte ouverte sur l'avenir
- politique surtout commandée par considérations géopolitiques :
 - Empire considéré comme la carte majeure du régime
 - cf. Weygand nommé en septembre 1940 Délégué général du Gouvernement en Afrique : défense X sécession plus maintien de l'organisation politico-administrative
 - W. rappelé sur ordre des Allemands en novembre 1941
- structure adm. inchangée, sauf que sièges centraux sont à Vichy et que l'Algérie vit en 1943 encore le vichysme sans Vichy
- avances, surtout verbales, aux "frères musulmans" d'AFN et annulation 7 octobre 1940 du décret Crémieux de 1870 qui accordait la citoyenneté fr. aux juifs d'Algérie
- les collaborationnistes :
 - **mettent en avant cette "dot" de la France lors du mariage avec l'Allemagne**
 - exalte le vieux mythe (pacifiste de gauche, à l'origine) de l'Eurafrique (voir plus haut)
- en Indo. :
 - la politique coloniale :
 - * ouverture de l'administration indochinoise aux indigènes
 - * la différence culturelle vietnamienne est encouragée
 - Les Japonais occupèrent partiellement l'Indochine française, grâce à deux accords passés avec les représentants de Vichy, et firent l'économie d'une occupation véritable. Dès juin 1940, ils se virent **reconnaître le contrôle de la voie ferrée du Yunnan, puis ils eurent peu après le droit d'être à Haiphong, de faire transiter et cantonner des troupes, d'utiliser les aéroports. Le 29 août 1941, l'amiral Darlan autorisa explicitement le stationnement des troupes, y compris au Sud. Il y eut donc maintien nominal de l'autorité française plus occupation restreinte et de fait par les Japonais, qui contrôlaient désormais à la fois le chemin de fer du Yunnan et une grande longueur de côtes de l'Asie orientale.**
 - annexions thaïlandaises (le Siam est l'allié du Japon) en 1941, les prov. Nord (dont Angkor)

- les 40 000 Français se rallient à la politique du Gouverneur général, l'amiral Decoux, engagé à fond dans la Révolution nationale (envisage même 1942 une expédition contre la Nouvelle-Calédonie !)

□ au Levant, aide aux Allemands (accords de Paris) pour soutenir coup d'état général Rachid Ali, pronazi, en Irak ⇒ attaque France libre & Britanniques 1941, Syrie et Liban sont occupés par les Français libres en mai-juillet 1941, mais les soldats et officiers de l'armée vichyste du général Dentz (haut commissaire) sont libres de gagner l'Algérie, ce qu'ils font dans leur grande majorité !

□ en Afrique du Nord, intensité de la propagande radio des All. et Italiens

c) La politique gaulliste

□ désir, aussi, de maintien du statu quo colo., avec des buts géopolitiques également, malgré le droit de "libre disposition des peuples" affirmé dans la Charte de l'Atlantique

□ mêmes thèmes dans mêmes termes que la pol. de V. :

- exaltation grandeur de l'Empire, foi dans sa fidélité, affirmation de son unité

□ mais : pression des faits et montée des revendications ⇒ CFLN contraint novembre 1942 >>> définir une nouvelle politique colo. pour l'après-guerre :

- discours de De Gaulle (Tunis et Constantine 1943) où promet libéralisation pour l'apr.-g. et esquisse programme de la conf. de Brazza.

□ La conférence de Brazzaville (30 janvier - 8 février 1944) :

- **il s'agit de faire pièce à la Charte de l'Atlantique et à préparer la reprise en main de l'Indochine**

- Le discours d'ouverture de De Gaulle : Voir MV, t. I pp. 107-108

- causes : conscience ampleur problèmes colo. au lendemain de la Guerre mondiale, aide fournie par territoires colo. (notamment africains), action personnelle de Félix Éboué (fav. à l'indigène)

- buts : établir principes nouveaux de ce qui ne sera plus l'Empire fr.

- participants : de Gaulle, René Pleven (commiss. aux colo. du CFLN), 21 gouv. des colo. d'Afrique, 9 représentants Ass. consultative provisoire d'Alger, 6 repr. de l'AFN ⇒ aucun indigène ! Éboué, très malade, ne prend guère part aux discussions

- décisions politiques :

* la conf. se prononce pour la décentralisation, des assemblées locales (élues si possible au suffrage universel), représentation des colo. au futur parlement, administration ouverte au personnel indigène, habituer l'indigène aux responsabilités politiques

* ⇒ pas Q. d'indép., mais auto. dans un cadre fr.

* cf. de Gaulle : "la constitution éventuelle, même lointaine, de *self governments* dans les colo. est à écarter"

- société :

* pour dév. populations autochtones, multiplication places ouv. aux indigènes, instruction systématiquement développée, travail libre, augmentation des salaires, multiplication des médecins, notamment indigènes, progrès condition féminine

* les réf. sociales sont présentées c. essentielles

- éco. :

* industrialisation par étapes des colo.

* amélioration agric.

* multiplication moyens de transport

* libéralisation système douanier

- conclusion :

* assimilation semble visée

* évolution progressive envisagée

* un aménagement de la colonisation (cf. contraste réformes politiques X autres)

* des décrets s'inspirant de la conf. intervinrent rapidement

* influencera l'Union française de la constitution de 1946

2°) L'ébranlement de la domination coloniale

a) Les attitudes générales et la conjoncture internationale

□ L'attitude des populations dans les colonies : généralités :

- bien connue grâce à des recherches récentes

- Français des colo. sont beaucoup - favorables à la Révolution nationale qu'on ne l'a dit, mais très forte popularité de Pétain. Condamnation unanime de la collaboration avec l'All., mais anglophobie (Mers-el-Kébir...)

- les pop. indigènes sont obéissantes (voir plus haut), sauf en Indochine et au Levant, frappées dans leurs conditions de vie, et méfiantes quant à l'avenir

□ bilan en 1945 pour l'attitude de la population métropolitaine :

- la position du CFLN puis du GPRF n'a pas été modifiée par le programme du CNR, très rapide et vague sur colo.

- idée de fonder une "Union française" est dans l'air

- mais révolte de mai 1945 en Algérie & difficile réinstallation en Indochine (voir plus loin pour Indo.)

- "À la Libération, il fut affirmé avec insistance aux Français qu'ils devaient leur salut à leur empire.

Comme au lendemain de la première Guerre mondiale, la contribution milit. des pop. d'outre-mer fut exagérée." (D.Bouche)

□ La conjoncture internationale : généralités :

- pressions des commissions d'armistice italo-allemande

- idem des Japo.

- idem des Alliés, dont un passage de la charte de l'Atlantique

- affaiblissement général des puissances colo.

- succès des pays traditionnellement anticolor. (Japon, États-Unis, URSS)

- les colo. sont devenues un enjeu

□ les buts de guerre des Alliés définissent une idéologie émancipatrice :

- lutte X Fascisme et croisade pour la Liberté des peuples
- Charte de l'Atlantique affirme "le droit qu'a chaque peuple de choisir la forme de gouvernement sous laquelle il doit vivre"
 - ⇒ un large courant propose internationalisation des colo. sous contrôle future ONU, qui aurait pour charge de les conduire graduellement à l'indépendance
- mais déjà réticences des métropoles (Fr. libre, Grande-Bretagne, PB), qui tentent de limiter portée de la Charte à la seule libération des peuples européens !

b) La politique des États-Unis

□ retrouve la tradition de la "prédication" anticolo. et la "mission" US :

- rôle de Roosevelt
- point 3 de la charte de l'Atlantique (12 août 1941)
- alliées à des préoccupations éco. (principe de la "porte ouverte")
- mise sur pied d'une commission de 15 m. qui étudie les moyens de placer, après la guerre, toutes les colo. europ. sous une administration internationale directe
- au mois de mars 1943, le département d'État proposa une "Déclaration des Nations unies sur l'indépendance nationale", qui prévoyait que toutes les puissances colo. prendraient l'engagement d'amener progressivement leurs colo. à l'indép., en fixant même des dates pour celle-ci. Projet accepté par Roosevelt, mais trouvé trop modéré par des rép. comme Wilkie, par des démocrates comme Sumner Welles, le sous-secrétaire d'État
- Roosevelt opposé farouchement à une réinstallation fr. en Indo. Pense à des formes de tutelle internationale (*trusteeship*). Mais conf. Yalta décide finalement que *trusteeship* ne s'appliquera qu'aux territ. déjà sous mandat SDN ou détachés des États ennemis.
- 2e cas particulier : Afrique du Nord :
 - États-Unis pensent tôt à s'en servir comme base de départ contre Europe occupée ⇒ nuée d'agents et diplomates
 - débarquement de novembre 1942 ⇒ très forte présence militaire
 - en principe, adm. US s'est engagée à respecter le *statu quo* colo., mais ses agents appuient en coulisse les nationalistes
 - en Alg., les Améric. répandent des milliers d'ex. de la charte de l'Atl.
 - au Maroc, c'est Roosevelt lui-même qui fait briller aux yeux du sultan Mohammed V la possibilité d'échapper au protectorat fr. (le fait comprendre lors de la conf. d'Anfa-Casablanca, janvier 1943)

c) Le rôle de l'URSS et du communisme international

- pendant la période rapprochement avec l'All., le Komintern se montre violemment hostile à l'impérialisme français, puis, après juillet 1941, cesse d'attaquer celui-ci (France libre alliée de l'URSS), mais rien n'est changé en profondeur
- les PC des colonies continuent dans la clandestinité

□ le PCI organise un réseau de cellules à travers le pays, des maquis, et met sur pied, avec des éléments nationalistes, en 1941, selon les directives du Komintern, le Front de l'Indépendance du Viêt-nam (Viêt-Minh, abréviation de Viêt-nam Dộc Lập Dong Minh Hôi), dont Hô est le secrétaire général

d) Les revendications politiques au Maghreb

□ L'évolution du nationalisme algérien :

- Européens très pro- Révolution Nationale, dév. antisémitisme (cf. abrogation décret Crémieux)
 - Débarquement 1942 relance nationalisme : Ferhat Abbas, *Le Manifeste du Peuple algérien* (10 février 1943) = fédéralisme (État algérien autonome, reconnu et protégé par la France)

□ radicalisation générale à la fin de la guerre : brusques et imprévus troubles de mai 45 à Alger et surtout Sétif (8 mai) : massacre de 21 Européens ⇒ répression impitoyable et aveugle. À ne pas négliger : c'est une réaction contre l'ordonnance du 7 mars 1944 qui donnait la citoyenneté fr. à 65 000 musulmans sans renonciation au statut personnel, coranique (crainte de voir l'Algérie perdre sa personnalité arabe : ceux qui acceptent de prendre cette citoyenneté fr. seront considérés comme des traîtres). Thèse fréquente (et fautive) de la provocation. Cette non-renonciation au statut personnel reprenait le projet Blum-Viollette, sans que, cette fois, les Fr. d'Alg. puissent y faire obstacle.

e) Les revendications politiques en Indochine

- le PCI devient la principale force d'opposition :

* opp. aux Français et aux Jap. (⇒ soutien de la Chine du Guomindang et de TKC)

* dirigé par Nguyễn Ai quoc, devenu Hô Chi Minh, et Vo Nguyễn Giap

* organise un réseau de cellules à travers le pays, des maquis, et met sur pied, avec des éléments nationalistes, en 1941, selon les directives du Komintern, le Front de l'Indépendance du Viêt-nam (Viêt-Minh, abréviation de Viêt-nam Dộc Lập Dong Minh Hôi), dont Hô est le secrétaire général

* et qui recueille certains fruits de la politique de Decoux (développer le nationalisme indochinois pour **tenter de résister aux Japonais...**)

- souffrances de la population (cf. grande famine de 1944-1945 : 2 M morts)

- coup de force japonais du 9 mars 1945 :

* Jap. éliminent brutalement administration française et l'accord de 1941

* armée fr. incapable, structurellement, de faire face ; pas en état d'alerte, malgré tous les signes avant-coureurs

* troupes fr. internées ou massacrées

* Jap. proclament empereur (à leur dévotion) Bao-Dai (emp. d'Annam 1925>>>) le 11 mars

- conséquences de la capitulation jap. d'août 1945 :

* Alliés ont prévu (Potsdam) occupation Indochine coupée (16e parallèle) en deux zones : Chinois au N, Anglais au S

pas France (legs de l'hostilité de Roosevelt), mais Britanniques manifesteront beaucoup de bonne volonté

* VM prend pouvoir dès août 1945, contraignant BD à démissionner le 29 (sera chef de l'État Viêt-nam de 1948 à 1955)

* le 2 septembre, HCM proclame l'indép. de la Rép. dém. du Viêt-nam, mais ne contrôle alors que quelques "zones libérées"

3°) L'économie de l'empire pendant la Seconde Guerre mondiale

□ une intense utilisation par la France libre puis la France combattante ⇒ une forme de commercialisation forcée, avec travail forcé, réquisitions, cultures forcées, etc. Une "bataille pour la production", antérieure à celle qui se déroulera en France métro.

□ effort financier intense. lui aussi : emprunts, impôts accrus

□ double vie du franc à cause de la France libre & de l'Empire :

- un FF pour la F Libre (vie très diff. évidemment)

- dévaluation opérée de fait par les Alliés en novembre 1942 (de 1/2 comme en France occupée ⇒ finalement, évolutions pas très différentes !)

- mais hausses de prix très diff. ⇒

- en décembre 1945 :

* fixation nouvelle parité de la piastre indochinoise

* Franc métropolitain servira en métropole, Algérie, Tunisie, Maroc, Antilles et Guyane

* un Franc CFA (Comptoirs français d'Afrique) en AOF, AEF, Togo, Cameroun, Somalie, Madagascar, Réunion et StPierre & Miquelon (!)

* un Franc CFP (Comptoirs français du Pacifique) (Nlle Calédonie, Nilles Hébrides, Ét. fr. d'Océanie)

IX. LE TEMPS DE L'UNION FRANÇAISE (1946-1958)

- décolo. (terme tardif, qui apparaît, en anglais, chez le marxiste indien Roy en 1927, et qui n'est couramment employé en français que depuis 1952) qui a entraîné la chute d'un régime, c. au Portugal
- date charnière de 1945
- la France ne trouve pas de méthode
- Bien voir les cartes !

1°) Généralitésa) Les cadres juridiques initiaux

- contraste entre de nouvelles formules et une situation en fait sans grands changements :
 - premier projet de constitution : esprit assimilationniste, pas de titre spécial sur les "territoires d'outre-mer" (ex-colo.), mais des articles épars
 - départementalisation des Antilles, de la Guyane et de la Réunion par la loi du 7 mai 1946
 - 2e projet : les députés des colonies sont beaucoup plus indépendantistes ⇒ une sorte de charte de l'Union française est intégrée dans le texte (titre VIII)
- formule idéale semble trouvée avec l'Union française, mais grande ambiguïté, cadre vide en fait. Opérations militaires presque sans interruption >>> 1962. Lourdeur charges financières. Imbrications avec politique int. et ext. Rôle décisif dans vie et mort de la IV^e
 - Union française = résultat vieilles hésitations entre assimilation, association, et maintien du *statu quo*, ce maintien et Brazzaville
 - Constitution prévoit son fonctionnement : président (= pr. de la RF), Haut Conseil (PR plus délégués du gouv. fr. et des "états associés")¹⁰, Assemblée (1/2 repr. fr., 1/2 repr. pays d'outre-mer), purement consultative, le gouv. fr. assurant "la conduite générale de l'Union"
 - une citoyenneté de l'Union française est créée, mais son contenu ne fut jamais défini
 - impulsion ou initiative appartiennent en fait à la France dans domaines politique et administratif
- et d'ailleurs, les métropolitains prennent l'habitude de dire "la France et l'U.fr." c. ils disaient autrefois "la France et son empire"
- statut de l'Algérie, extérieur à la Constitution, défini donc par l'Ass. nationale (1947) : voir plus loin
- en outre :
 - après un dernier ministre des Colonies (Jacques Soustelle 21 novembre 1945-20 janvier 1946), un ministre de la France d'outre-mer (premier : Marius Moutet), mais la nouvelle expression n'annonce pas **la décolo...**
 - FIDGS, Fonds d'investissement pour le développement éco. & soc. des territoires d'outre-mer
 - administration pratiquement inchangée (4 ministères à Paris, etc.)
 - groupes de pression

¹⁰ Le Haut Conseil se réunirait trois fois en tout et pour tout (1951, 1952, 1953).

- partis :

* inertie du MRP et des radicaux

* attachement "jacobin" de la SFIO à la politique d' "assimilation"

- suppression du travail obligatoire en 1946 (!), Code du Travail d'outre-mer en 1952 seulement

- précisions de termes :

* "territoires associés" = "pays sous tutelle" (vocab. ONU) = anciens mandats (Cameroun et Togo)

* "États associés" = Tunisie et Maroc refusent ⇒ 3 (Viêt-nam, Laos, Cambodge) ou 5 (Tonkin, Cochinchine, Annam, Laos, Cambodge) États d'Indo. 1949>>>, avec un sous-secrétariat d'État aux États associés, transformé rapidement en un ministère d'État chargé des relat. avec les États ass.

(premier tit. : Jean Letourneau, MRP)

* "territoires d'outre-mer" = anc. colo. (**le reste...**)

b) Vie politique coloniale et contexte international

- dans les colo. aux anciens partis (Destour) s'en sont superposés d'autres : Istiqlal (= "indépendance") du Maroc, dirigé par Ahmed Balafrej, UDMA de Ferhat Abbas (1946), MTLD de Messali Hadj (1946), RDA (Bamako 1946), Mouvement démo. de rénovation malgache (1946 aussi)
- mais grande importance des syndicats & des grèves (parfois sanglantes, Sfax 1947, Maroc 1952)
- ne pas négliger les facteurs mondiaux de la révolte des colonisés (en général) (Facteurs internes & externes)

□ contexte international totalement modifié :

- dépendance de fait de la politique ext. fr. à l'égard des États-Unis, qui exercent des pressions dans sens décolo. (sauf. Indo.)

- active décolo. menée par Grande-Bretagne

- encouragements aux revendications colo. prodigués par URSS

- naissance conscience du Tiers-Monde (cf. A.Sauvy)

□ rôle ambigu des États-Unis :

- tradition bien connue (avec application fin première Guerre mondiale) plus danger communiste (⇒ prudence, mais impatience de l'op.publique US), d'autant plus que rôle stratégique de beaucoup de territoires

- anticolo. de principe, fondé sur diverses déclarations des droits, charte des Nations Unies (et idées de Roosevelt), et désir de défense du "monde libre" (États-Unis pensent dans premier temps que les pays indépendants choisiront le camp occidental)

- une polit. anticolo. fin années 40 : indép. Philippines (1946), soutien aux Indonésiens, pressions sur France pour indép. Viêt-nam dans cadre de l'Union française (1948)

- revirement dans années 50 :

* causes : communisme en Asie, ex. des démo. popul.

* Améric. s'exagèrent le danger communiste dans pays du TM (sauf en Indo.), d'autant plus que OTASE, etc.

* "suspendent" polit. de décolo. et préfèrent mobil. gale des forces du monde libre

⇒ pays du TM poussés dans bras de l'URSS ⇒ États-Unis vont payer très cher ce revirement

- mais les États-Unis :

* voient dans le nationalisme modéré le meilleur obstacle à l'expansion du communisme

* votent l'inscription de la question tunisienne à l'ONU en 1952 ⇒ vague d'antiaméricanisme en

France...

□ Filière d'intervention principale : la CISL (Confédération internationale des Syndicats libres), largement sous influence US, soutient l'UGTT tunisienne et (au début) le FLN

□ le rôle de l'ONU :

- marquée dès l'origine par l'antico. US

- charte des NU (25 juin 1945) consacre nombreux articles aux q. colo.

- antico. vite très fort : ONU refuse la départementalisation des Antilles fr., par ex.

- mais ne réussit pas à devenir un tribunal internat.

- ⇒ son influence fut très faible sur la décolo., fr. en particulier

- ⇒ fit comprendre à la classe politique que la France n'était plus libre

- 1952 : inscriptions des questions marocaine et tunisienne à l'ordre du jour de l'assemblée générale

- groupe afro-asiatique

- France constamment surveillée, mais poids de l'ONU en réalité faible

□ La Ligue arabe (Ligue des États arabes) 19 mars 1945 :

- s'intéresse plus au Machrek (Levant) qu'au Maghreb (Couchant)

- protestations (ex. : X exil forcé du sultan maroc.)

- a cherché surtout à mettre en marche la lourde machine de l'ONU

□ La conférence de Bandoeng (avril 1955) :

- **vœux et résolutions peu dangereux pour la France** : la revendication de "la libération de l'AFN", demandée par l'Égypte, est écartée, par ex.

- une prise de conscience, mais pas le "réveil des peuples colo."

□ à l'inverse, la France a des revendications territoriales :

- récupération des territoires cédés autrefois à la Libye et à l'Érythrée italiennes

- Fezzan, occupé militairement depuis 1943 (Sud de la Libye), voire au-delà

- même aux dépens du Soudan anglo-égyptien !

2°) La lente évolution de l'opinion publique française

a) Le maintien du mythe impérial

□ est une conséquence de la guerre : rôle dans la Libération, etc.

□ le peuple fr. attend aussi de l'Empire qu'il aide à la reconstruction de la métropole : reprise du mythe de la puissance par l'Empire. Comment, autrement, rester le 4e "Grand" ? Cf. Edmond Michelet en

1957 : si on se replie sur l'hexagone, "l'indépendance de notre pays sera-t-elle très différente de celle de la Biélorussie ou du Guatemala ?"

□ très mauvaise information, cf. *black-out* sur les événements de mai 1945 en Alg.

□ apogée du sentiment colo. dans l'opinion, cf. sondages :

- en septembre 1945, 63 % des Fr. croient que l'Indo. est et restera française (contre = 12 % !)

- en avril 1946, 63 % des Fr. veulent donner à tous les colonisés la citoyenneté fr. (contre = 22 % !) ⇒ vogue de l'assimilation !

- fin 1949, 81 % des Fr. int. pensent que "la Fr. a intérêt à posséder des territ. d'o.-mer"

- sentiment de bonne conscience vraisemblablement plus fort que sous la IIIe Rép.

- d'autant plus que complexe de Munich

b) Les dernières années du parti colonial

□ 1945 : naissance du Comité de l'Empire français :

- notables et hommes d'affaires

- ambition de rassembler tout le parti colo.

- centre de propagande pour l'essentiel

- devient en 1948 le Comité central de la France d'outre-mer

□ mais renaissent les anciens Comités (dont Ligue maritime et coloniale)

□ autres nouveautés :

- mai 1946 : États généraux de la colo. fr.

- FO, donc une centrale syndicale, est très nettement hostile à la décolo.

- surtout, le ton pessimiste, les appels pathétiques : un mouvement sur la défensive

□ des éditorialistes, comme Thierry Maulnier et André Siegfried (*Le Figaro*)

□ des parlementaires

□ mais au total, le parti colo. s'intéresse plus aux élites qu'au grand public. Il utilise peu et mal la radio, le cinéma, sa presse spécifique est très restreinte

□ il s'intègre dans la Guerre froide : défendre les colonies, c'est défendre le monde libre

c) L'anticolonialisme

□ l'op. publique n'est pas défavorable au maintien de l'Union française et ne se résigne pas facilement à voir s'éloigner les protectorats du Maghreb : la bonne conscience persiste

□ L'anticolonialisme, socialement très faible dans milieux ouvriers, fort chez ruraux et intellectuels

□ plusieurs types d'anticolonialisme :

- anticolo. révolutionnaire :

* celui des trotskystes et des anarchistes, dès la répression de mai 1945

* celui d'Aimé Césaire, Frantz Fanon (1925-1961), médecin psy. qui se trouvait en Algérie 1954, *Les Damnés de la Terre*, figure de proue du combat anticolo.

- anticolo. du PCF : pas immédiat, et même met deux ans env. à être net après leur éviction du pouvoir (1947-1949)

- anticolo. humaniste :

de protestation morale, notamment X torture (1952>>>, puis G. d'Alg., cf. François Mauriac et noms cités plus bas)

- anticolo. de "repli hexagonal" (R.Girardet) :

incarné par Raymond Cartier, notamment dans *Paris-Match*, dont il est le réd. en chef.

Résumé : "N'eut-il pas mieux valu construire à Nevers l'hôpital de Lomé et à Tarbes le lycée de Bobo-Dioulasso ?". Voir davantage plus loin.

d) Les Églises chrétiennes et la décolonisation

□ L'Église catholique :

- congrégations missionnaires ont été invitées par Vatican 1919>>> à rompre avec la tradition coloniale, mais catholiques conservateurs craignaient que les clergés indigènes ne tombent aux mains des mouvements nationalistes et révolutionnaires

- formule 1945>>> : "christianiser n'est pas occidentaliser"

- 1948>>> :

* Rome souligne la "soif d'émancipation" des peuples coloniaux

* remplace les religieux fr. en Indo. par des prêtres, voire des évêques vietnamiens

- 1951>>> :

* les Églises des colo. sont invitées à s' "indigéniser"

* une campagne discrète pour décolo., qui a un écho en France 1954>>>

- premiers évêques africains sont sacrés 1955

- décolo. relig. et décolo. pol. allaient désormais de pair pour le clergé et la majorité des fidèles en France

- mais avec des nuances importantes, dues aux divisions des catholiques fr. : *Le Pèlerin*, *La vie catholique* défendent l'empire colo., *Témoignage chrétien (TC)* est à la pointe du combat de la décolo.

□ Églises protestantes :

- évolution identique, mais :

* sans doute un peu décalée

* *a contrario*, des prot. se prononcent pour l'indép. dès 1946

- mise en place d'églises évangéliques locales, authentiquement africaines et malgaches

3°) L'évolution économique

a) Vers une nouvelle politique coloniale

□ résultat de l'évolution entamée dans années 30 :

- principes : éco. colo. développée pour elle-même autant que pour la métropole, aidée par investissements publics, par privilèges sur le débouché métropol., idée de planif. de l'éco. impériale gagne du terrain (sans réalisations concrètes)

- de grands emprunts ont apporté des capitaux importants

- au total, les investissements de 1939 représentent 40 à 45 % des invest. fr. à l'étranger

□ les gouv. provisoires créent :

- février 1944 la Caisse centrale de la France d'outre-mer (CCFOM)

- avril 1946 le Fonds d'investissement et de développement éco. et soc. de la France d'outre-mer (FIDES)

□ autre élément du contexte : le renouveau démographique métropolitain ⇒ on ressent moins la nécessité de l'apport humain des colonies

b) Un "fardeau colonial" pour la métropole ?

□ besoins énormes des colo.

□ croissance continue des investissements, avec :

- des commentaires lyriques dans la presse

- des mises en place d'installations impressionnantes, comme celles de la MIFERMA pour exploiter le minerai de fer mauritanien

□ la France consent aux produits de l'Union française des prix de soutien sup. à ceux du marché mondial

□ progrès des exportations des colo. (plus 7 % / an pour l'AOF)

□ fardeau financier considérable pour la métropole. Cf. Marius Moutet, ancien min. de la Fr. d'OM, devant le Sénat de la Communauté le 15 juillet 1959 : "Aujourd'hui l'homme blanc a passé son fardeau. Mais, français, il n'abandonne pas la tâche qu'il s'était volontairement assignée..."

□ mais les hommes politiques africains sentent mal cette évolution éco. et se plaignent des lenteurs de la décolo. politique

□ la France, qui a un revenu national huit fois moins fort que celui des États-Unis, dépense pour l'Union française deux fois moins que les États-Unis pour les PSD

□ ampleur de ce nouveau "fardeau de l'homme blanc" ignorée du public, même éclairé >>> 1956-1957. L'op. publique à croire que les colo. "rapportent" à la métro. et ne coûtent rien au contribuable, ce qui est faux depuis longtemps...

□ les experts ne commencent à publier des rapports, provoquant une prise de conscience, que vers 1956-1957. ⇒

- L'effort que la France s'impose à elle-même en faveur des pays d'outre-mer n'est-il pas au-dessus de ses forces ?

- Mais à ce moment, certains (experts — équipe de François Bloch-Lainé — ou hommes politiques comme Robert Buron, min. de la France d'OM) estiment que la France devrait faire davantage.

- certains autres suggèrent le recours à des capitaux européens pour investir dans "l'ensemble eurafricain français", idée partagée par gouv. Guy Mollet ⇒ association des futurs États afr. et malg. au traité de Rome 1957

□ le "complexe hollandais" :

- auteur de la formule : Pierre Moussa, ht fonct. au min. de la France d'outre-mer et auteur de *Les Chances éco. de la Communauté franco-africaine*
- les PB sont prospères depuis qu'ils ont abandonné l'Indonésie ⇒ l'éviction de la France serait une bénédiction.
- l'All. n'a pas été affaiblie par la perte de ses colo. en 1919
- délivrée de ses charges colo., la France pourrait consacrer ses ressources au dév. de ses provinces, à la mod. de son industrie, à la rationalisation de son éco.
- argumentation développée 1955>>>> par Raymond Aron et plusieurs éco. lib., poussée à son extrême par :

□ le cartiérisme :

- Raymond Cartier, réd. en chef de *Paris-Match*, ancien de la **Fédération républicaine d'avant-guerre** (voir bio. Wendel), grande carrière déjà derrière lui (il est né en 1904) avait été zélateur fervent de la colonisation
- fait 1956 grande enquête en Afrique noire ⇒ volte-face : révèle aux lecteurs les "dépenses démagogiques", les "hôpitaux déclamatoires", "notre coûteuse philanthropie"
- la France n'a pas intérêt à se sacrifier pour des pop. qui n'aspirent qu'à la mettre dehors
- Résumé : "N'eut-il pas mieux valu construire à Nevers l'hôpital de Lomé et à Tarbes le lycée de Bobo-Dioulasso ?" & « Plutôt la Bretagne que le Dahomey » (plus tard, apocryphe de surcroît) "La Corrèze avant le Zambèze"
- Les PB n'ont pas à "subventionner les clous de girofle des Moluques et payer des allocations familiales aux polygames de Bornéo"
- les réactions au cartiérisme (toutes hostiles) :
 - * Droite conservatrice le condamne au nom de l' "abandon"
 - * MRP et FO aussi : manif. d'égoïsme national
 - * gauche aussi : "chauvinisme rageur"
 - * Africains aussi, bien sûr
 - * op. publique (semble-t-il) aussi : charité bien ordonnée commence par soi-même (10,7 M Français n'auront pas l'eau courante en 1960 !)
- **Cartier fera en 1964 un grand article contre l'aide française aux PSD** ⇒ fureur des gaullistes
- mort en 1975

c) Les financiers et les hommes d'affaires ont-ils poussé à une politique de décolonisation ?

□ le sentiment de l'existence de cette politique anticipée de "dégagement" :

- apparaît pendant la g. d'Algérie et se développe après 1962
- s'appuie sur le rôle de la Banque d'Indo., banque d'affaires qui a réorienté ses investissements dès avant 1950 et se mue progressivement en banque d'aff. métro.

□ en réalité :

- après 1954, le patronat fr. insiste sur l'imp. de ces marchés colo.
- politique de l'Union française défendue >>> bout par les groupes de pression (idem pour le Comité central de la Fr. d'OM)
- entrepreneurs n'ont pas anticipé ni déclenché, ils ont plus simplement fait face aux conséquences
- cela a pu se doubler d'une idée simple, d'ailleurs présente dans l'opinion : on a trop fait pour partir maintenant, il est trop tard !

4°) La guerre d'Indochine

a) La naissance de la guerre d'Indochine

□ guerre qui a lourdement pesé sur existence de la IVe

□ conséquences de la défaite française de 1940 :

- les Japonais occupent partiellement l'Indochine, grâce à un accord de 1941 avec Vichy, et font l'éco. d'une occupation véritable. Maintien nominal de l'autorité fr. plus occupation restreinte par les Jap.
- annexions thaïlandaises (le Siam est l'allié du Japon)
- les 40 000 Français se rallient à la politique du Gouverneur général, l'amiral Decoux, engagé à fond dans la Révolution nationale (envisage même 1942 une expédition contre la Nouvelle-Calédonie !)

□ faiblesse de la France libre : ses émissaires sont sans véritable audience

□ le PCI devient la principale force d'opposition :

- opp. aux Français et aux Jap. (⇒ soutien de la Chine du Guomindang et de Jiang Jieshi [Chiang Kaishek])
- dirigé par Nguyễn Ai quoc, devenu Hô Chi Minh, et Vo Nguyễn Giap
- organise un réseau de cellules à travers le pays, des maquis, et met sur pied, avec des éléments nationalistes, en 1941, le Front de l'Indépendance du Viêt-nam (Viet Minh, abréviation de Viêt-nam Doc Lap Dong Minh)

□ souffrances de la population (cf. grande famine de 1944-1945 : 2 millions de morts)

□ coup de force japonais du 9 mars 1945 :

- Jap. éliminent brutalement administration française et l'accord de 1941
- armée fr. incapable, structurellement, de faire face ; pas en état d'alerte, malgré tous les signes avant-coureurs
- troupes fr. internées ou massacrées
- Jap. proclament empereur (à leur dévotion) Bao-Dai (emp. d'Annam 1925>>>) le 11 mars

□ conséquences de la capitulation jap. d'août 1945 :

- Alliés ont prévu (Potsdam) occupation Indochine coupée (16e parallèle) en deux zones : Chinois au N, Anglais au S

pas France (legs de l'hostilité de Roosevelt), mais Britanniques manifesteront beaucoup de bonne volonté

- VM prend pouvoir dès août 1945, contraignant BD à démissionner le 29 (sera chef de l'État Viêt-nam de 1948 à 1955)

- le 2 septembre, HCM proclame l'indép. de la Rép. dém. du Viêt-nam, mais ne contrôle alors que quelques "zones libérées"

- France réussit à se réinstaller en Indo. :

* Anglais réarment dès septembre 1945 troupes fr. de Cochinchine

* Leclerc débarque à Saïgon avec un corps expéditionnaire

* Chinois acceptent d'être relevés par les Français en février 1946

□ Hô se rapproche des Français, tout en consolidant son autorité :

- rôle très important de Jean Sainteny (1907-1978), ancien résistant, gaulliste. Sera par la suite délégué général de la France au VNN 1954-1959, min. des AC 1962-1966, chargé de missions officielles à l'étranger (dont Chine)

- signe avec la France en mars 1946 une "convention préliminaire" ("le gouv. fr. rec. la Rép. du Viêt-nam comme un État libre", ambiguë et un accord militaire

- mais divergences d'interprétations : pour Hô l'indép. est prochaine, pour la France l'accord est limité

□ le bombardement de Haiphong (24 novembre 1946) :

- des responsables militaires fr. veulent mettre le gouvernement fr. (dirigé par G.Bidault) devant le fait accompli : la flotte fr. bombarde H., faisant 15 à 20 000 morts !

- responsabilités profondes partagées :

* françaises : intérêts financiers, int. catho., MRP (parce que lié aux précédents), Haut Commissaire Thierry d'Argenlieu, généraux (ex. : Valluy)

* vn : reprise des hostilités a été préparée, l'indépendance est fermement désirée par le VM

□ insurrection de Hanoi le mois suivant

□ commence alors la plus longue guerre du XXe siècle (1946-1975)

□ cela a été, pour la France et le Viêt-nam, la "paix manquée" (titre d'un livre de J.S. : *Histoire d'une paix manquée*). Cela va être la "sale guerre" (Hubert Beuve-Méry), pour la conduite de laquelle les centres de décisions vont être multiples (9 ou 10, ministères et autres...)

b) La guerre d'Indochine de 1947 à 1952

□ type de guerre :

- n'est pas officiellement une guerre

- VM mène lutte clandestine, utilisant TB le pays

- VM a tâche facilitée par victoire Mao 1949

- armée VM dirigée par Giap

- guerilla, avec opp. jour/nuit plus guerre de mouvement

□ l'action diplomatique de la France (1948-1949) :

- pour le Viêt-nam : Bao Dai plus indép. dans cadre de l'Union française (accords de juin 1948) :

* BD = ancien empereur 1925 >>> (Annam) qui, avait abdiqué lors de l'indép. proclamée par HCM 1945

* son État n'a aucune assise profonde dans pays mais est un pion, US, dans Guerre froide ? (G. d'Indo.

= conflit localisé, qui s'internationalise au moment de la GF)

- pour Laos et Cambodge (1949) :

* indép. dans cadre de l'Union française ("états associés", avec le Viêt-nam)

* mais création du Pathet Lao (peu important >>> 1952)

□ les graves défaites fr. de 1950 & leurs conséquences :

- abandon Cao-Bang, Lang Son (gig. matériel abandonné, qui permettra à Giap d'équiper 5 régiments !) & Lao-Kay

⇒ envoi de De Lattre et aide US accrue (le 150e cargo d'armes et munitions US sera fêté en mai 1952)

- une mission d'assistance US dès le 24 février 1950

- accroissement sera encore décidé le 18 juin 1952

□ et pourtant armée fr. ne réussit pas à redresser la situation :

- **armée fr. = ... , pas contingent, 561 000 hommes** en juin 1952 (mais métro. minoritaires)

- multiplication des évacuations (dont Hoa Binh 1952)

⇒ des "zones libérées", où VM crée un pouvoir de fait, partage terres, dirige l'éco., etc.

□ les aspects psycho. :

- pop. fr. peu concernée

- à l'AN, peu de débats

- plusieurs scandales : piastres, fuites

- concept de "sale guerre"

c) Les deux dernières années de la guerre d'Indochine

- constitution d'une "armée vietnamienne" 1953, qui permet de faire baisser les effectifs français (au total, 470 000 h. mai 1954, dont 225 000 indigènes)

- "américanisation" considérable de la guerre : décisions stratégiques essentielles plus financement (à 80 % US en 1954) ⇒ il n'y a donc eu qu'une seule guerre d'Indo. 1946-1975, et non 2

- le roi Norodom Sihanouk, le roi du Laos et Bao Dai demandent à leur tour l'indép. totale en 1953. Pour trouver l'appui populaire, il faut faire de la surenchère nationaliste !

- **31 juillet 1953. Mort à Paris de Bao Dai, Vin Thuy, le dernier empereur d'Annam, né en 1913, exilé en France depuis 1955.**

- infiltration VM au Laos 1953 :

Pour l'empêcher, et écraser le VM ("piège"), occupation de DBP par parachutistes fr. 20 novembre 1953, et place transformée en camp retranché

- siège de DBP 13 mars-7 mai 1954

* Après avoir hésité (États-Unis décidés, après fin Guerre Corée, à un règlement de tous les conflits asiatiques), Wash. refuse raids aériens

* on sait depuis quelques années que le département d'État US a proposé au RU une intervention aérienne conjointe comme "sauvetage" après chute DBP. Refus anglais (Eden jugeant que seule une intervention terrestre serait efficace)

- Conférence de Genève, à 5 (avec Chine) 26 avril- 21 juillet 1954 :

* gouv. Laniel puis (18 juin>>>) Pierre Mendès France (pari) :

M. a pris pour lui portefeuille des AE, qui pour la 1ère fois depuis 1946 échappe au MRP

* arguments dév. par M. 1950>>> pour désengagement d'Indo. (cf. Alain Ruscio, "Le mendésisme et l'Indochine", *RHMC*, avril-juin 1982, pp. 324-342) :

effort de guerre est un obstacle à une grande politique sociale en métro.

imposs. entretenir deux armées (Asie et Europe), or Europe = essentiel (anticomm. de Pierre Mendès France)

Asie est perdue, mais France peut encore espérer conserver positions en Afrique. Mendès et ses amis ne sont pas des anticolo. de la première heure. Cf. Charles Hernu (fondateur du Club des Jacobins en 1951) : "L'Asie est perdue par nous, il faut en prendre son parti ; mais en même temps, il faut vouloir sauver l'Afrique pour nous sauver avec elle."

* accords de Genève :

cessez-le-feu

indép. totale et neutralité Cambodge et Laos

idem Viêt-nam, mais coupure au 17e parallèle, élections générales dans les deux ans au Viêt-nam

- accords de Genève ratifiés par l'AN 23 juillet 1954 (462 X 13, 134 abst., MRP pour la plupart)

- autres nuances à l'hagiographie traditionnelle / Pierre Mendès France (même article) :

* Pierre Mendès France a tout fait à Genève pour allonger délai avant les élections gén. au Viêt-nam (fixé à deux ans)

* M., sans les partager, connaissait les calculs US visant à considérer les accords comme un chiffon de papier et à empêcher la réunification

⇒ il a insisté pour repousser du 13e au 17e parallèle la limite (= moyen d'augmenter la taille du VNS)

* a orienté la diplomatie fr. vers le VNS (contre l'avis de Jean Sainteny, porte-parole à Hanoi), gâchant l'occasion (souhaitée par VM) de maintenir bonnes relations avec VNN

- ambiguïté de la position de Saïgon 1954 (Ngô Đình Diêm), catho. et pro-US, chef du gouv. de Bao Dai : protestation X accords, plus promesse de ne pas utiliser la force contre leur application

- ambiguïté aussi de la position des États-Unis, États-Unis refusant de contresigner les accords. Ils

préparent la relève de la France, après avoir agité une menace d'intervention militaire ¹¹

¹¹ Cf. L.Césari, "La menace d'intervention militaire américaine pendant la Conférence de Genève et la stratégie des États-Unis (1954)", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1989, pp. 3-20.

- Guerre d'Indo. coûteuse en hommes (90 000 morts), mais "seulement" 20 000 morts métr. Pertes civiles de 800 000 à 2M personnes
- troupes françaises quitteront déf. le Viêt-nam en mai 1955 : la France s'est alors déf. déchargée de ses responsabilités sur les États-Unis

5°) Le Maghreb

a) Maroc

- le sultan a pris position sans ambiguïté pour la France pendant la guerre, mais pèsent sur l'opinion marocaine le souvenir du débarquement et de la puissance US, celui des graves émeutes de 1944, l'exemple syrien et libanais
- Firik Labonne, résident général mars 1946>>> , tente de proposer des solutions neuves, mais se heurte à l'inertie des colons fr.
- discours du sultan Sidi Mohammed à Tanger 10 avril 1947 : évoque les droits légitimes du Maroc
⇒ Labonne révoqué et remplacé par général Juin, qui arrive sur un navire de guerre. NB. : le sultan se comporte en souverain et considère que tout le M. est son royaume
- sultan continue à demande une révision du régime du protectorat :
 - mémorandum remis par Sidi Mohammed 14 mars 1952, réclamant modif. régime de protectorat
 - sultan soutenu par Istiqlal
 - droite fr. essaie d'utiliser contre lui El-Glaoui, pacha de Marrakech, qui avait toujours joué la carte fr., et jouissait, en retour, d'une liberté d'action "féodale" dans Sud maroc.
 - incidents sanglants en pays berbère en avril 1952, des émeutes à Casablanca en décembre
 - déposition sultan par général Guillaume (rés. général depuis août 1951) en août 1953. Remplacé par son cousin Mohammed Ben Arafa, dont on attend plus de complaisance
- la résistance d'un Maroc sans souverain légitime :
 - nombreux troubles, terrorisme, flambée de violence du 20 août 1955 (comme en Algérie)
 - **la Résidence impuissante à mettre en œuvre des réformes**
 - Ben Arafa à l'évidence monarque fantoche
- l'indépendance :
 - Pr. du Conseil Pinay signe avec le sultan, à La Celle-Saint-Cloud 6 novembre 1955, un accord qui prévoit l'ouverture de nég. ⇒ gouv. fr. se décide à rétablir sultan / trône et à négocier de façon à faire accéder Maroc à l'indép.
 - ⇒ le Glaoui fait sa soumission (mourra en 1956)
 - nég. ouvertes le 15 février 1956
 - aboutissent le 2 mars 1956 à la proclamation de l'indépendance du Maroc
 - pris de court, les Espagnols renoncent avril 1956 à leur zone de protectorat, sauf les *presides* de Ceuta et Melilla (qu'ils ont toujours)
 - les puissances garantes du statut international de Tanger y renoncent aussi, en octobre 1956

- La rapidité avec laquelle le gouv. fr. reconnut l'indép., sans insister sur les liens d'interdépendance, s'explique seulement par la guerre d'Algérie. Le parlement fr. se résigna pour la même raison à ratifier les accords du 2 mars par 271 voix contre 59 et 200 abstentions.
- sultan prend 15 août 1957 le titre de roi Mohammed V

b) Tunisie

□ les conditions :

- n'a été libérée qu'en mai 1943, les Français s'efforçant aussitôt de restaurer le protectorat et destituant le bey Moncef, qui avait été attentiste (seulement) ⇒ en fait un martyr (>>> mort à Pau le 1er septembre 1948)
- Habib Bourguiba reprend son rôle incontesté de leader du Néo-Destour
- il juge mars 1945 qu'il faut forcer la main de la France depuis l'étranger ⇒ gagne Le Caire (où vient de se constituer 19 mars 1945 la Ligue arabe)
- une nouvelle centrale syndicale, l'UGTT (Union générale tunisienne du travail) : janvier 1946, en réaction X subordination de la CGTT au PCF

□ Bourguiba revient en Tunisie 8 septembre 1949. Propose des demandes de réforme

- de son côté, en 1949-1950, le gouv. fr. propose des réformes, qui sont toutes jugées insuff. par T. et excessives par Fr. de la Régence
- mais indépendance de la Libye en 1951
- Résident de France, Jean de Hauteclocque (cousin du maréchal Leclerc), qui était arrivé à Tunis sur un bateau de guerre, fait arrêter premier min. Chenik 26 mars 1952 (sans prévenir le gouv. fr. !)
- Bourg. assigné à résidence hors de T.
- accentuation répression
- nationalistes essaient obtenir inscription Q. tunisienne à l'ONU, ce à quoi ils parviennent en octobre 1952

□ discours Pierre Mendès France / "autonomie interne" de la Tunisie à Carthage 31 juillet 1954

⇒ négo. fr.-tunisiennes (Edgar Faure - Bourguiba) ⇒ auto. interne mai 1955, retour triomphal B. à T. 31 mai 1955

□ le retour d'exil du sultan du Maroc détermine la gouv. fr. à promettre l'indépendance au Maroc ⇒ T. la demande et obtient (20 mars 1956) abrogation du traité du Bardo (12 mai 1881) et l'indépendance. En juin 1956, l'indép. de la T. est totale

□ ⇒ une politique caract. par ses hésitations, ses revirements et ses échecs, bien révélatrice de l'incapacité de la IVe Rép. à résoudre les problèmes d'o-m

c) L'Algérie avant 1954

□ une économie dualiste

- Une économie européenne en pleine expansion :

Equipement, plan d'industrialisation, prospection pétrolière, puissances des groupes financiers ou industriels installés

- Une économie musulmane peu prospère :

Agriculture traditionnelle de subsistance, peu améliorée par les "Secteurs d'Amélioration rurale" (SAR), et gênée par l'interpénétration avec l'économie européenne

□ une société éclatée :

- Population européenne : 984 000 hab., à 80 % nés en A., avec < 60 000 étrangers (naturalisation et arrêt immigration). Très largement urbanisée : commerçants, cadres, employés, ouvriers, retraités ("colons" sont peu nombreux) : des "petits blancs", dominés par une oligarchie (Amédée Froger, Henri Borgeaud, Laurent Schiaffino...) et prof. conservateurs.

"Pieds-Noirs" se croient "aimés", illusion d'avoir pénétré une autre culture.

- la société musulmane (8 400 000 hab.) en accroissement rapide (taux natalité de 45 p. 1 000 ; 9 250 000 h en 1958), avec une petite oligarchie foncière, mais des perspectives d'ascension sociale (par les études notamment). Un sous-développement - fort que dans d'autres pays musulmans. Mais sous-administré et exploitation (*Bakhchich*) par les caïds, aghas, et bachagas

- Autres contrastes démographiques : taux de mortalité de 9 et 14 p.mille, de mortalité inf. de 46 et 181, scolarisation : 100 % et 20 % !

contraste quant au niveau de vie.

□ Opinion métropolitaine peu informée, indifférente et accrochée au *statu quo*.

□ la permanence du nationalisme :

- mouvement des Oulémas : essoufflé

- P.C.A. (petit peuple urbain européen) marqué par volte-face successives (séparatiste >>>1936, puis assimilationniste>>> 1940, indépendantiste 1940-43, etc...), ne reviendra définitivement à l'idée de République algérienne qu'à partir de 1949. Suspect aux yeux des musulmans à cause de son recrutement.

- Ferhat Abbas crée 1946 l'Union Démocratique du Manifeste Algérien (UDMA), restant fidèle à l'idée fédéraliste d'une République algérienne autonome, souveraine en matière financière et législative, associée à la France pour sa diplomatie et sa défense. Et avec double nationalité. Clientèle : petite bourgeoisie. UDMA : parti modéré, 3 000 militants en 1951, se contentant d'un statut d' "État associé" pour la Rép.alg.

- Messali Hadj crée 1946 aussi un Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques, fav. à une Constituante algérienne et à l'indépendance. Clientèle = petit peuple, sensible au charisme de Messali Hadj, mais recrutement récent bourgeois et intellectuel s'en méfie et dénonce le culte de la personnalité. Les "durs" ont fondé en 1946 une Organisation Spéciale, vite démantelée et clandestine.

□ Statut de 1947 :

- une Assemblée algérienne de 120 membres aux compétences limitées essentiellement aux questions financières

- 2 collèges électoraux

- premier collège = citoyens français plus les 58 000 Musulmans devenus citoyens en 1944 grâce à une ordonnance de De Gaulle (>>> repr. donc <1 M personnes)

- 2e collège = 1 300 000 électeurs musulmans (repr. près de 8 M pers. !)

- Majorité des 2/3 requise pour les réformes à examiner : statut de la femme, extension de la langue arabe, nouveau régime communal (reconnaissance implicite mais théorique d'une spécificité algérienne)

□ Élections de 1948 :

- "organisées" par g.g. Marcel-Edmond Naegelen (socialiste) : gigantesque trucage (sera encore plus fort en 1951 et 1954) ⇒ les "beni-oui-oui" (parodie de *boni viri* des Romains ?) !

- sera dissoute en 1956

- se sera contentée de voter les budgets proposés

- ⇒ une application déloyale du statut par la France

□ Face à la turbulence des protectorats tunisien et marocain, les départements d'A. donnent en 1954 l'apparence d'une région calme.

d) Les débuts de la guerre d'Algérie

□ les débuts de la guerre d'Algérie :

- Face à la turbulence des protectorats tunisien et marocain, les départements d'A. donnent en 1954 l'apparence d'une région calme.

- L'insurrection du 1er novembre 1954 n'est nullement le produit d'une poussée de nationalisme populaire, et en ce sens l'histoire du mouvement national algérien est très différente de celle de la Tunisie et du Maroc. L'insurrection découle en fait de la volonté de quelques hommes décidés, à l'heure où Diên Biên Phu sonne la glas de la domination coloniale française.

- Fondation au sein du MTLD en mars 1954 du Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action, le CRUA (Mohammed Boudiaf, Mourad Didouche, Larbi Ben M'Hidi...), voulant jeter les bases d'une insurrection

- ralliement de Belkacem Krim, qui tenait depuis... 1947 le maquis dans les montagnes de Kabylie

- liens noués avec la délégation entretenue au Caire (capitale du panarabisme) par le MTLD (Mohammed Khider, Hocine Aït Ahmed, Ahmed Ben Bella)

- en octobre, le CRUA est remplacé par un parti, le FLN, doté d'une armée, l'ALN. Jour de l'insurrection fixé au 1er novembre

- remarques sur ce FLN :

* aucun particularisme régional ou social, mais pratiquement pas de paysans, contrairement à la légende postérieure : des cadres urbains.

* tous membres ont derrière eux un passé de militantisme et de clandestinité

* tous attachent importance plus au renversement de l'ordre colonial qu'au progrès économique et social
⇒ un projet "révolutionnaire" flou

* moyens dérisoires (mais forces militaires françaises sont insuffisantes)

- l'insurrection :

* environ 70 attentats dans nuit 31 octobre au 1er novembre 1954, surtout dans départ. Constantine (Aurès notamment). Expressions de "Toussaint rouge" ou "tragique" sont postérieures

* surprise totale dans l'opinion et chez responsables de l'ordre, qui réagissent de façon désordonnée et brutale

- fermeté "jacobine" du gouv't Mendès France :

cf. Mitterrand: "L'Algérie, c'est la France..."

≠ politique menée en Indo. et Tunisie, mais affirmation identité française en Algérie très largement partagée à l'époque et personne ne peut prévoir l'ampleur et la durée de l'insurrection.

Certes l'historien s'étonne que de la guerre d'Indochine qui vient de se clore dramatiquement, la classe politique ait tiré si peu de profit et de leçon. Ces locuteurs étaient-ils sincères ou avaient-ils conscience que parler alors d'une possible "indépendance" de l'A. relevait de l'indicible et de l'impensé?

La politique tunisienne de Pierre Mendès France (*cf. discours Carthage*), les positions prises par F.Mitt. plusieurs fois ministre de la France d'OM, incitent à penser que la seconde hypothèse est la bonne. Le Palais-Bourbon est un club où les protocoles d'énonciation sont strictement codés !

- *cf. aussi vaste programme de réformes présenté par Mitt. au Conseil des Ministres 5 janvier 1955*

- les débuts de Jacques Soustelle :

* nomination 25 janvier de Jacques Soustelle comme GG : ethnologue (travaux / Aztèques), gaulliste intransigeant depuis RPF, résistant, ancien ministre de 45.

* nouvelle très mal accueillie en Algérie (dont. bruits absurdes)

* nouveau gouv't (Edgar Faure, chute Pierre Mendès France 6 février) le confirme ⇒ fait son entrée à Alger le 15

* constitue un "cabinet" marqué d'abord par signe réformisme et dialogue : Jacques Juillet, Vincent Monteil, Germaine Tillon

* La brusque recrudescence, en mars 1955, du terrorisme dans les Aurès, et son extension à la Kabylie et au Nord-Constantinois, conduisent S. à porter simultanément ses efforts sur le terrain militaire : allègement équipement des troupes, GMPR (Groupes mobiles de Police rurale, composés d'autochtones encadrés par des officiers français, qui ressemblent aux anciens Goums)

≠ mais création des SAS (Sections Administratives spécialisées), qui toutefois ressemblent aux anciens "bureaux arabes"

≠ pas état de siège, mais "état d'urgence" (loi 3 avril 1955) : renforcement des pouvoirs de police des autorités civiles, transfert de la connaissance et de la répression des crimes et délits à l'autorité militaire. Loi applicable à certaines zones seulement (définies par le gouverneur général), reconductible par un nouveau vote du Parlement à l'échéance

* Soustelle se forge une doctrine : l'intégration (appartenance à la France, mais reconnaissance de l'originalité de l'Algérie ⇒ pas à tout fait "assimilation"). Or, au même moment : Bandoung !

* Intégration signifierait une centaine de sièges algériens (en majorité musulmans) à l'AN !

* Dans le même temps, Jacques Chevallier (maire d'Alger), et avec lui un certain capitalisme algérien dégagé des structures coloniales, semble avoir misé assez vite sur une Algérie indépendante dans laquelle il aurait pu jouer un rôle actif entre les deux communautés

- Conversion de S. aux solutions de force (un retournement) bouleverse cabinet :

* départ Germaine Tillion et Vincent Monteil

* homme fort = Henri-Paul Eydoux (avec lui triomphe le langage de la fermeté)

- le 20 août 1955 et ses prolongements :

* explosion de violence dans le Constantinois, qui ressemble à celle de 1945

* répression ample, qui coupe définitivement les deux communautés (les Européens, horrifiés, se dressent désormais en bloc contre les Musulmans, pour eux : FLN = massacre ; les Musulmans basculent, à cause de la répression, dans le camp FLN), et fait basculer les modérés musulmans vers le désir d'indépendance (cas de Bendjelloul), l'UDMA se ralliant au FLN. Mais les "messalistes" mettent en place des maquis distincts et se dotent d'un nouveau parti, le MNA (Mouvement National Algérien)

* événement a achevé la conversion de Soustelle : il est désormais acquis à la primauté du rétablissement de l'ordre et va laisser carte blanche à l'armée :

la cause de l'Algérie française a trouvé l'un de ses porte-parole les plus déterminés

- état d'urgence étendu à toute l'Algérie, extension de l'insurrection, augmentation des attentats, amélioration ALN, renouvellement direction de la rébellion à cause des arrestations et des morts (cf. Mourad Didouche en janvier 1955)

- Succès international du FLN :

* dispose soutien Ligue Arabe, créée mars 1945 (cf. radio "la Voix des Arabes" au Caire), et des "Afro-Asiatiques"

* 3 observateurs à la conférence de Bandoeng (avril 1955)

* inscription question algérienne en septembre 1955 à l'ONU

- rappel de réservistes et de disponibles en métropole, avec manifestations

- Quand Gouvernement rappellera Soustelle en métrop. → manifestation Pieds-Noirs lors départ (2 février 1956). Il vient d'ailleurs d'être élu député.

e) La politique algérienne en 1956 et 1957

□ Le "proconsulat" de Robert Lacoste. Pas premier proconsul (Jean de Hauteclocque en Tunisie, Juin au Maroc, Thierry d'Argenlieu en Indochine)

□ la dissolution du 2 décembre 1955 place implicitement l'opinion fr. devant choix d'une politique algérienne

□ Front Républicain se démarque de l'intégration :

- Pierre Mendès France présente programme de réformes avec calendrier

- Guy Mollet évoque à plusieurs reprises la "guerre imbécile et sans issue", le programme de la SFIO la nécessité de "dégager des éléments représentatifs algériens avec lesquels seront discutés les futurs rapports entre la France et l'Algérie".

- corps électoral, le 2 janvier 1956, semble approuver

□ Gouvernement Mollet :

- comporte un ministère de l'Algérie (avec résidence à Alger), confié au général Georges Catroux, inspirateur d'une politique de détente au Maroc et disciple de Lyautey

- Pierre Mendès France et F.Mitt. (réputation de "bradeurs") dressent contre lui les Européens d'Algérie

- Guy Mollet fait savoir qu'il se rendra à Alger le 6 février

□ Le 6 février :

- Mobilisation des "activistes" (une "colère spontanée" bien organisée)

- Manifestation qui surprend Mollet (qui fait bonne contenance)

- Mais la force morale du P. du C. ne fut pas à la hauteur de son courage physique : frappé par le caractère populaire des manifestants, bouleversé par cris de haine, il va capituler

⇒ volte-face et "national-molletisme"

⇒ Un tournant capital, d'autant qu'Alger se rend compte qu'elle peut dicter sa loi à Paris

□ Robert Lacoste :

première capitulation : remplacement de Catroux par Lacoste (9 février)

Syndicaliste, résistant, SFIO qui vient de faire campagne (en Dordogne) pour "la paix en Algérie", mais goût du pouvoir ; pas d'idée préconçue sur Algérie, mais adhère instinctivement aux thèmes de la grandeur impériale :

il va se muer en quelques semaines en un va-t-en-guerre inflexible

□ Le gouvernement va se rallier, faute de mieux, à l'intégration, mais se divise sur le projet de loi lui conférant des "pouvoirs spéciaux" afin de renforcer son action en Algérie (gouv't habilité à prendre en A. par décrets toute mesure jugée nécessaire. PCF vote pour. Ts les autres partis aussi, sauf **poujadistes, qui trouvent cette politique... trop modérée !**) (Loi du 12 mars)

□ autres mesures : musulmans peuvent plus facilement accéder à la fonction publique, création de 12 départements, mais échec de la réforme agraire, dissolution Assemblée algérienne. Rappels de réservistes en 1956 et allongement du service militaire à 27 mois ⇒ doublement des effectifs de janvier (200 000 h) à juillet (400 000 h) 1956 (montera à 450 000 h fin 1957, chiffre qui restera pratiquement stable jusqu'à la fin de la Guerre) ⇒ "quadrillage", vifs mouvements de protestation en métropole (dès automne 1955, puis printemps 1956).

À partir de juillet 1956, quelques dizaines soldats refuseront porter les armes. Au début tous communistes, puis chrétiens ou laïcs. Cas unique de Noël Favrelière, sergent parachutiste rappelé qui déserta en 19 août 1956 en sauvant de la mort un prisonnier. Avait vu peu de temps auparavant un autre priso. être projeté d'un hélico. Cf. film *RAS* (1973)

□ Armée invitée à édifier une Algérie nouvelle, ce qui allait bientôt en faire la principale force politique du pays. Certains éléments de l'armée, instruits par l'expérience de la guerre subversive en Indochine, sont conduits à mettre en place instruments et techniques de l'action psycho. et aussi à définir et à défendre une certaine politique

□ Préparation d'une guerre de grande ampleur : transfert massif de matériel depuis les unités OTAN, achats aux États-Unis, remaniement du commandement (3 corps d'armée, par ex.) : une orientation guerrière, en contradiction avec la campagne électorale du Front Républicain ⇒ démission de Pierre Mendès France le 23 mai 1956, sans parvenir à regrouper autour de lui la totalité du parti radical, plus malaise au sein de la SFIO

□ Mais contacts discrets avec les "rebelles" du FLN (= reconnaissance implicite du caractère représentatif de celui-ci) à partir du printemps 1956 (à Rome et Belgrade)

Échec, à cause du détournement avion marocain transportant 4 chefs historiques du FLN (Ben Bella, Boudiaf, Aït Ahmed, Khider) 22 octobre 1956 (couvert par secrétaire d'État à la Guerre Max Lejeune, mais à l'insu du PDC, qui n'ose pas désavouer malgré l'inconséquence). Alain Savary démissionne, opinion séduite par "côté sportif". Renforce la tendance dure du FLN intérieur au détriment des diplomates de l'extérieur : la porte de la négociation est fermée pour longtemps, la Guerre d'Algérie va durer encore bien longtemps, et la France devra accorder en 1962 bien plus qu'il ne lui aurait été demandé en 1956 si les négociations de l'été avaient été menées à leur terme

□ Suez (octobre 1956) :

- volonté de protéger Israël, et surtout d'atteindre le FLN dans son sanctuaire
- complexe de Munich
- résultats : France déconsidérée, disqualifiée, surtout dans le Tiers-Monde, beaucoup d'officiers ("rage rentrée") croient à la trahison des hommes politiques

□ Mutations et tensions au sein du FLN :

- ralliements consécutifs au 20 août 1955 deviennent effectifs en 1956
- symbole du ralliement au FLN des modérés : celui de Ferhat Abbas

□ les communistes :

* dissous le 13 septembre 1955, le PCA, réduit à la clandestinité, n'entend pas rejoindre les rangs du FLN, et crée en mars 1956 ses propres maquis, pourchassés par l'armée française ⇒ FLN lui dicte sa loi : adhésions individuelles

* engagement de l'aspirant Henri Maillot (déserte en avril 1956), de Maurice Audin (voir plus loin), Fernand Yveton (guillotiné pour avoir déposé 1956 une bombe, désamorcée, dans une usine : le seul Européen à avoir été exécuté pour avoir participé à la lutte du FLN) et Henri Alleg

□ le MNA :

- * audience de Messali Hadj s'effondre
- * repli vers le Sud de ses "bandes", mal armées et peu agissantes
- * une tolérance de l'armée française, qui a tout intérêt à laisser mûrir cette pomme de discorde au sein **de la " rébellion "**
- * massacre par le FLN en mai 1957 d'un village suspecté de sympathies MNA
- * des maquisards MNA commandés par Bellounis se battent 1957-1958 contre l'ALN, mais peu sûrs ⇒ "liquidés" par les parachutistes en juillet 1958 !

* À cette date, le MNA, qui aurait pu en 1957 constituer une solution transactionnelle possible, est discrédité et pratiquement décimé en Algérie, notamment par les raids punitifs de l'ALN : la partie est gagnée par le FLN, au prix de milliers de morts

= Un des épisodes les plus tragiques de l'histoire du nationalisme algérien. Et pourtant au départ, il n'existait pas de différence doctrinale profonde : Messali était pour l'indépendance et la lutte...

□ organisations dépendant du FLN : UGTA (syndicat), UGCA (commerçants), UGEMA (Union générale des Etudiants musulmans d'Algérie : cf. Igue grève des cours et examens 1956-1957. Une pépinière de futurs ministres et ambassadeurs)

□ ralliement des populations rurales semble plus important dans l'Est que dans l'Ouest

□ écho international :

- URSS prudente jusqu'en 1958 (aide militaire provient de Tchécoslovaquie)

- le Front cherche à faire vibrer la corde anticolonialiste de la nation US

- sympathies au sein du Tiers-Monde, actives de la part du Maroc et de la Tunisie. Causes :

* mythe de l'unité du Maghreb

* Mohammed V et Bourguiba peuvent donner des gages à leur opposition de gauche

* stature internationale arabe

* espoirs d'un droit de regard sur l'évolution du FLN, d'un éventuel partage du Sahara, d'autant plus que, la France s'est retirée du Fezzan, occupé militairement depuis 1943 (accord franco-libyen du 10 août 1955, évacuation novembre 1956)

- Conséquences : entretien des réfugiés, risques d'une co-belligérence de fait d'autant plus que camps d'entraînement (en 1958 : 1 000 h au Maroc et 7 000 h en T.)

□ le Congrès de la Soummam (août 1956) :

- une plate-forme politique, à tonalité révolutionnaire (blanquiste), au populisme politiquement révolutionnaire et socialement conservateur

- réorganisation de l'ALN sur le modèle d'une armée régulière ; territoire découpé en 6 *wilaya*

- direction suprême au CNRA (Conseil national de la Révolution algérienne)

Congrès marque les victoires des combattants de l'intérieur / diplomates de l'extérieur, des intellectuels politisés / soldats-paysans ALN (les *Fellagha*), des Kabyles / Arabes, vict. personnelle d'Abbane Ramdane

□ mais l'échec de la Bataille d'Alger (voir plus loin) est l'échec de sa stratégie ⇒ exécution d'A.Ramdane au Maroc en décembre 1957

□ La fin de l'année 1955 et les premiers mois de 1956 avaient été marqués par une brusque recrudescence du terrorisme et par une extension géographique de la rébellion à la zone oranaise, jusqu'alors à peu près totalement épargnée. Cette double poussée va conférer pour un temps une réelle supériorité militaire au FLN.

□ L'année 1956 est donc globalement favorable à l'ALN qui détient l'initiative sur l'ensemble du territoire (Sahara exclu) et exerce une pression constante sur les populations. Non que l'armée fr. ne marque des points : à partir de l'été le quadrillage commence à porter ses fruits.

□ Bataille d'Alger (janvier-septembre 1957) = successions d'attentats terroristes, dont ceux d'Ali la Pointe, rôle des jeunes filles... FLN appelle début janvier à la grève générale de la population musulmane ⇒

□ Incapable de maîtriser le terrorisme urbain, le ministre résidant Robert Lacoste décida de faire appel à l'armée. Le préfet d'Alger délégua le 7 janvier 1957 ses pouvoirs de police dans la zone d'Alger au général Massu, commandant la 10e Division parachutiste, qui entreprit le quadrillage de la ville et se livra à la recherche systématique du renseignement ⇒

* échec de la grève générale

* réseau de "bleus de chauffe", organisés par le col. Trinquier (mort 1986)

* torture

* suicide d'Ali

* arrêt du terrorisme...

⇒ Fin victorieuse, mais à quel prix ? En tout cas : immense popularité des "paras" auprès des Européens, bilan lourd pour le FLN et ce n'est pas avant plusieurs années que le FLN parviendra à mobiliser la population musulmane d'Alger; mise en cause de la légitimité de la Guerre en métropole (François Mauriac, *Témoignage chrétien*, JJSS, Pierre-Henri Simon) : une victoire à la Pyrrhus, d'une certaine façon

□ L'évolution des forces militaires en 1957 : une armée française mieux aguerrie, mieux équipée, et grossie de soldats "indigènes" (dits "harkis" *Lato sensu*) (88 000 h au 1er mai 1958) ; ligne Morice (été 1957>>>) (= moyen de renseignement, car franchissable) ⇒ recherche d'un 2e souffle par le FLN en 1958

f) Les réalités de la guerre

□ Double originalité : officiellement, la France n'est pas en guerre, mais la "grande muette" fait de l'Algérie une affaire personnelle.

= Revanche de 1940, de 1954, de Suez, lutte contre le communisme, haine vis-à-vis de la IVe République plus un attachement passionnel non dénué de sympathie pour la population musulmane (et d'antipathie pour les "gros colons")

□ montrer sa force : quadrillage, mobilité, perquisitions (les "ratissages" brutaux étant d'ailleurs pourvoyeurs de la "rébellion"), rôle des paras...

□ action psychologique :

dogme et développement 1956-1958

supervisée à Paris par colonel Lacheroy

multiplication des SAS, répondant d'ailleurs aux besoins d'une population sous-administrée

□ pratiques répressives : torture, "corvée de bois", déportation de près de 2 millions personnes, etc. Affaire Audin (1957) : Maurice A., jeune m. PCA, assistant de maths à A., "disparaît" du "centre de triage" d'El Biar. Comité Audin plus soutenance *in absentia* à Paris le 2 décembre 1957.

* Remarques :

- pas totalement nouveau : cf. Madagascar et Indochine
- FLN aussi (voir plus haut)
- protestations ou refus de la part d'officiers : général Jacques Paris de Bollardière, officier le plus décoré de l'armée (!), gal Billotte..., malgré caution "morale" de certains ecclésiastiques, comme le RP Delarue, aumônier de la 10^e Division parachutiste (voir + haut)
- Ve République continuera, malgré louables efforts d'Edmond Michelet (Garde des Sceaux)

□ La loi-cadre du 31 janvier 1958 :

- Pression internationale oblige France à faire un geste réformateur
- Redécoupage territoire en départements et territoires exagérant les particularismes (*Divide ut imperes* !)
- Rejetée par MNA et FLN ; de toutes façons ne devait entrer en application qu'au retour au calme !

□ Aspects économiques :

- les effets sur la métropole :
coût budgétaire supportable (1 milliard par jour, mais = 7 % des dépenses de l'État et < 2 % PIB) mais des effets négatifs sur production et équilibres financiers : allongement durée service militaire, inflation reprend 1957-1958

- pour l'Algérie : absence réforme agraire plus déplacements de popul. ⇒ secteur musulman se dégrade, alors que secteur européen continue de croître et que la population musulmane progresse rapidement : un déséquilibre accru entre les deux secteurs

- naissance d'une question saharienne :

pétrole jaillit 1956 ⇒ grande importance éco. ⇒ volonté séparer de l'Algérie ⇒

1957 : création OCRS (Organisation Commune des Régions sahariennes = Sahara alg. + Tchad + Niger + Soudan), placée sous autorité d'un Ministre du Sahara. Jeu de la France, d'autant plus que FLN ne réussit guère à s'y implanter

□ Problèmes d'opinion :

- C'est dans le courant de l'année 1956 que s'opèrent la prise & la crise de conscience qui va ériger la guerre d'Algérie en problème d'opinion.

- Prise de conscience liée sans nul doute à la loi sur les pouvoirs spéciaux et plus encore à l'envoi de 400 000 jeunes appelés ou rappelés.

- Les années 1956-1958 et 1961-1962 constituent les deux moments de tension majeure au sein de la nation française.

- **≠ guerre d'Indochine (contingent et torture)**

- libéraux d'Algérie : universitaires (André Mandouze, muté en mars 1956 à Strasbourg, Ch.-R. Ageron, Marcel Émerit), Albert Camus très déchiré

- opinion publique métropolitaine d'abord indifférente ou horrifiée par attentats, sensibilisée par envoi contingent, lassitude 1957>>>

- Raymond Aron fait sensation en publiant 1957 *La Tragédie algérienne* où, en bon disciple de Tocqueville, il annonce l'inéluctabilité de l'indépendance algérienne pour des raisons démographiques, économiques et politiques

- déséquilibre presse, **massivement pour guerre, ≠ 4 "piliers de la trahison"** (J.Soustelle) (*France-Observateur, Les Temps Modernes, L'Express, TC*). Ce n'est qu'en 1957 que *Le Monde* adopte une ligne hostile à la politique gouvernementale et prend nettement position contre la prolongation de la guerre et les outrances de la pacification.

- réintroduction de l' extrême droite, cf. Jeune Nation, rôle dans poujadisme, etc...

- un "activisme" moins extrême, où on trouve des gaullistes : Michel Debré (*Le Courrier de la Colère*), col. Thomazo

- perturbe partis centre et gauche :

* MRP se veut plus ouvert que pour Indochine, mais en fait pas de position claire

* radicaux très divisés

* François Mitterrand très longtemps hostile aux négociations et pour l' "écrasement des rebelles" avant tout

* grande division de la SFIO (à cause du "national-molletisme") : cf. Michel Rocard et l'attitude "pré-sécessionniste" (cf. PSA) de Charles-André Julien, Ernest Labrousse, Alain Savary, Daniel Mayer, Jean Rous (1908-1985), Édouard Depreux...

* PCE nullement acquis en 1954 au principe de l'indépendance algérienne : prône une autonomie dans le cadre du maintien de l'Union Française, et se rallie au "fait national algérien" en 1956 seulement. Réunions, défilés, pétitions, etc. mais sans encourager les actes individuels comme Maillot (voir plus haut) et Fernand Iveton (voir plus haut). Cause : révolution pas menée par parti marxiste, redoute que révolution soit plus islamique que marxiste.

- ⇒ condamnation la plus virulente de la guerre dans d'autres milieux (avec objectifs hétéroclites) :

— cf. Pierre Vidal-Naquet, "Une fidélité têtue. La résistance française à la Guerre d'Algérie", dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°10 (avril-juin 1986), pp. 3-18.

* étudiants (basculement UNEF en 1957), dont plupart ne basculent qu'après suspension des sursis

* catholiques (Mgr Duval, *TC*)

* intellectuels : Sartre, Louis Massignon, Pierre-Henri Simon (*Contre la torture*, Seuil, 1957), René Capitant, Pierre Vidal-Naquet, etc., mais pas tous : cf. Académie française, Jules Romains, Thierry Maulnier

Beaucoup d'intell. ne voient-ils pas dans conflit seulement occasion de rejouer une pièce — la Seconde Guerre mondiale — dont ils avaient été singulièrement absents (cf. Sartre) ?

* publication mars 1958 *La Question*, de Henri Alleg, m. PCA qui avait rencontré M.Audin au centre d'El-Biar et qui rapporte tortures qu'il avait lui-même subies

* Francis Jeanson (collaborateur de Sartre aux *Temps Modernes*) noue contacts avec FLN fin 1956 et constitue réseau d'aide (les *porteurs de valises*, selon expression de Sartre) en 1957, avec des prêtres-

ouvriers (Jean Urvoas), des intell. comm. en rupture de parti (Étienne Bolo, 1928-1985), des communistes étrangers (Henri Curiel, égyptien)

* 3 tempéraments idéologiques et politiques majeurs : les dreyfusards, les bolchéviks, les tiers-mondistes

* Apprentissage par de nombreux militants qui se sont engagés de l'autonomie vis-à-vis des appareils, en part. celui du PC : quelque chose s'est brisé entre le PC, les étudiants et les intellectuels

g) La crise de 1958

□ Le bombardement de Sakhiet le 8 février 1958 :

- Principe du "droit de suite" avait été admis par le Conseil des Ministres du 29 janvier : incapacité des autorités gouvernementales à saisir pleinement la portée de leurs décisions !

- Bombardement ⇒ Une conférence soude à Tanger les trois nations du Maghreb, d'autant plus que des milieux français d'extrême droite rêvent d'étendre la guerre au Maroc et à la Tunisie (!), et Félix Gaillard contraint par la pression internationale d'accepter une offre anglo-américaine de Bons Offices : vers l'internationalisation de la question algérienne ? ⇒ gouv. G. renversé le 15 avril (autres causes : n'a mené à bien ni la réforme constitutionnelle ni l'assainissement des finances publiques) ⇒

□ Inquiétudes des Européens d'A. encouragés à aller plus loin

□ La crise :

- Gaullistes échafaudent patiemment les plans qui permettraient de faire revenir au pouvoir l'ermite de Colombey. Idée fait son chemin en métropole à mesure que la crise se prolonge. Mais Massu est le seul officier sup. à manifester publiquement des sentiments gaullistes (dès décembre 1957), de G. étant à ses yeux le seul garant de l'Algérie française

- En Algérie, manifestations de rues (dont celle du 26 avril à Alger qui réclame "la formation d'un gouvernement de salut public, seul capable de sauver l'Algérie") plus action dans la coulisse de gaullistes, comme Léon Delbecque et Jacques Soustelle

- À Alger, Pierre Pflimlin catalyse l'hostilité des pieds-noirs ; les officiers, las d'être conduits à des opérations inefficaces, veulent un régime qui leur donne les moyens du triomphe. Depuis quelques mois, un rapprochement s'est esquissé entre l'armée et les Européens d'Algérie, d'autant plus que ces derniers se sont ralliés à l'intégration, à laquelle l'armée (voir plus haut) est pleinement acquise

□ Le 13 mai : Voir J.-J.Becker, *Histoire politique de la France depuis 1945*, Armand Colin, coll. "Cursus", 1988, 191 p., pp. 70-76, à compléter par J.-P.Rioux, *La France de la Quatrième République*, Seuil, coll. "Points", N.H.F.C. (tomes 15 & 16), 1980-1983, vol. 2, *L'expansion et l'impuissance*, pp. 128-166 & S.Berstein, *La République gaullienne. 1958-1969*, Seuil, coll. "Points", N.H.F.C., tome 17, chapitre 1

6°) Les autres formes de décolonisation et de guerres coloniales

a) En Asie et en Océanie

□ Syrie et Liban :

- France déconsidérée (promesse de 1936 non tenue, 1941, suprématie britannique...), n'a plus les moyens d'une politique de force et Grande-Bretagne les conforte dans espérance d'une proche indép. totale

- après avoir tenté de résister, de Gaulle accorde l'indép. le 22 décembre 1943, mais troupes fr. maintenues

- tension s'accroît 1945 à cause du nationalisme arabe (international) :

* S. et L. participent à la fondation de la Ligue arabe (mars 1945) et sont invités (avec l'accord de la France) à la conf. de San Francisco 25 avril 1945

* en S. et au L. : manif. anti-fr., envoi de troupes fr. (et de troupes anglaises), violents affrontements en **mai 1945 (dont le "bombardement de Damas", avec un avion et deux canons...)** ⇒ violentes réactions antifr. dans capitales arabes

- retrait simultané des troupes anglaises et françaises en 1946 plus confirmation de l'indép., mais sans traité d'amitié ou de coopération : une première décolo., particulièrement humiliante pour la France !

□ les comptoirs de l'Inde :

- deviennent 27 octobre 1946 un territ. d'outre-mer à statut particulier, avec un député et deux conseillers de la République

- mais, devenue indép. le 15 août 1947, l'Inde demande aussitôt le retour des comptoirs

- France rétrocède à ce moment les loges (petites concessions dans quelques villes)

- refus pour les comptoirs du min. soc. Marius Moutet, mais min. des Affaires étrangères Georges Bidault fait prévaloir la négociation ⇒

- France s'engage 28 juin 1948 à restituer les comptoirs par la procédure d'un réf. dans chacun d'entre eux

- Chandernagor vote août 1949 ⇒ Fr. s'engage au rattachement de Ch. en 1951

- mais Inde exige la cession pure et simple, désormais, ce à quoi la France se refuse

- 21 octobre 1954, les 4 comptoirs de l'Inde qui restaient sont cédés à la Rép. indienne

- un traité entérine la cession 28 mai 1956

- les Ét. fr., qui auraient pu constituer des plate-formes naturelles d'exp. culturelle et comm., furent liquidés sans compensation, au terme d'un combat retardateur imposé par l'incapacité des gouv. à tourner la page !

□ la rétrocession des concessions françaises de Chine :

- Kouang-Tchéou 18 août 1945

- concessions et droits spéciaux 28 février 1946

- chemin de fer du Yunnan 28 février 1946

- au gouv. nationaliste, donc, juste avant sa défaite

□ les Établissements fr. d'Océanie sont rebaptisés 1957 en Polynésie française

b) Afrique noire et Madagascar

□ les conditions :

- protonationalisme de l'entre-deux-guerres
- réhabilitation du monde nègre dans l'entre-deux-guerres
- affirmation de la négritude après 1939
- force du courant assimilationniste en France
- importance relative du nombre des "évolués" (Africains scolarisés en français)
- Afr. noire tout entière engagée dans guerre mondiale plus Brazzaville
- évolution très rapide de la société africaine
- influence du Proche-Orient pour les musulmans

□ les réformes de la Libération : lib. presse (1945), lib. d'association et de réunion, abolition du travail forcé & extension de la citoyenneté fr. (1946)

□ développement de la vie politique en Afrique noire (1944-1956) :

- presse, partis politiques sénégalais
- puis partis dans autres territoires, dont le Parti démocratique de la Côte-d'Ivoire (Dr Félix Houphouët-Boigny, à la fois médecin, riche planteur et chef coutumier), en 1946, puis le Rassemblement démocratique africain (RDA), la même année. Ce dernier entend rassembler tous les partis de l'AOF
- la France pratique d'abord une politique très libérale, augmentant le nombre des électeurs
- puis, le RDA s'alignant sur le PCF, suscite des partis rivaux plus période de répression X RDA
- RDA, à l'instigation de la France, rompt avec le PCF
- ⇒ France l'aide, à la condition qu'il reste un parti de cadres, dirigé par HB
- subsistent d'autres partis, comme les Indépendants d'Outre-Mer (IOM), de Senghor, qui soutiennent l'idée d'une République fédérale d'Afrique, liée à une République féd. franco-afr.
- le gouv. Mendès France compte trois min. africains, leaders des IOM, dont Senghor

□ débuts de la décolo. à la fr. se manifestent surtout en Afrique noire :

- Causes : transf. Afrique centrale britannique, troubles Afrique du Nord, défaite Indoch., interv. ONU, succès RDA aux élections, victoire du Front républicain aux législatives métro. de 1956, indép. Maroc et Tunisie en 1956

- aussi, indépendance des états sous tutelle, Togo et Cameroun :

* au Togo, élargissement des attributions de l'ass. territ. (1955), puis proclamation de l'autonomie interne d'une République togolaise (30 août 1956). En septembre 1958, l'indépendance est promise pour 1960. Se fait 24 avril 1960 sans rattachement de la partie anglaise de l'ancien Togo allemand.

* au Cameroun, longue insurrection armée menée 1948>>> par l'Union des populations camerounaises (UPC). Seul cas dans l'Afrique noire fr. Autonomie en 1957. Indépendance promise en octobre 1958 pour 1960. Se fait 1er janvier 1960 avec rattachement du Sud de la partie britannique de l'ancien Cameroun allemand (Nord est rattaché au Nigeria).

- le gouv. Guy Mollet compte dans ses rangs, c. min. délégué, HB

- forme : "loi-cadre" présentée par Gaston Defferre, ministre de la France d'Outre-Mer, au parlement, qui l'approuve (23 juin 1956), malgré l'opposition d'une grande partie du RPF, des Indépendants, et des poujadistes :

* Suffrage univ. et collège unique à tous territ. d'Afr. et Mad.

* extension de spouvoirs des ass. territ.

* s'engage à favoriser le progrès éco. et social

* **Elle autorise le gouv. à mettre en œuvre des réformes**, par voie de décrets

□ ceux-ci furent nombreux en 1956 & 1957 :

- création d'assemblées locales, de conseils de gouvernement ayant réellement pouvoir exécutif, bien que les Aff. étr. & la Défense restent du domaine de la France

⇒ rôle considérable dans marche à l'indépendance (1958 ou 1960)

□ en 1957, lors des élections pour les ass. territ. d'AOF, qui eurent lieu au suffr. univ. total, le RDA obtint 234 sièges sur 474. Les IOM se transforment (janvier 1957) en une Convention africaine

□ pendant la période 1956-1958, les syndicalistes rompent avec les centrale syndicales fr.

□ les Africains veulent aller plus loin que la loi-cadre :

- indépendance totale, sous la forme :

- de grands États (ex-AOF & AEF) = position de Senghor

- "balkanisation" (Houphouët-Boigny)

□ Madagascar

- France déconsidérée ici aussi (déb. anglais, etc.)

- fondation février 1946 du MDRM (Mouv. démo. de la Rénovation malgache), qui obtient la majo. aux élections provinciales de janvier 1947

- vie politique intense, nombreuses manif. X Européens

- l'insurrection malgache de mars 1947 :

* éclate en nombreux points de Mad. dans nuit du 29 au 30 mars

* le 1/6 de l'île tombe entre les mains des insurgés

* Paul Ramadier dirigeait alors le gouv. fr .

* contre-offensive fr. août 1947>>>

* répression brutale (prisonniers jetés d'avion, etc.) >>> 1950 ⇒ traumatisme (cf. fête nat. seulement 1967>>>)

* > 11 000 morts (certaines estimations sérieuses vont >>> 90 000 !)

* très faible place ds la production historio. fr.

X L'ÉCHEC DE LA COMMUNAUTÉ ET L'ACHÈVEMENT LA DÉCOLONISATION (1958-1962)

- "l'achèvement", car décolo. ccée sous IVe ⇒ indép. de presque tous les territ. colo.
- "l'achèvement" est à nuancer, car DOM-TOM
- répercussions mutuelles "événements" Alg., mais 2 évolutions ayant leur dynamique propre

1°) De Gaulle et la décolonisation

- un officier métropolitain, qui a un peu servi outre-mer ⇒ s'inscrit dans ligne d'un Lyautey et comprend la nécessité d'une évolution libérale
- efforts pour rallier l'Empire au combat de la France libre
- le premier décolonisateur français : Syrie et Liban, pendant la guerre et avec retour au traditionnel antagonisme franco-anglais
- Brazzaville 1944, engagement répété lors d'une conf. de presse Paris 25 octobre 1944 : "La politique française consiste à mener chacun de ces peuples à un développement qui lui permette de s'administrer et plus tard de se gouverner lui-même."
- mais comment sa pensée aurait-elle évolué s'il n'avait pas quitté le pouvoir en 1946 ?
- sous la IVe :
 - volonté de défendre l'Union française
 - l'Algérie fait "partie intégrante" de la France (1947)
 - mais annonce sa conviction du caractère inéluctable de l' indép. de l'Algérie à plusieurs de ses collab., propos qu'il interdit de rendre publics !
- revenu au pouvoir en 1958, il veut :
 - régler la question algérienne, mais dans quel sens ? témoignages dans deux sens, et de Gaulle a-t-il une position arrêtée en 1958 ?
 - veut libéraliser le vieux cadre de l'Union française en une Communauté
- la Communauté va très vite se disloquer, bien avant l' indép. de l'Alg.
- de Gaulle ne réussit pas à faire accepter sa formule d'État algérien bâti en association avec la France, et il doit se décider à désengager la France de l'Algérie
- "De Gaulle s'est révélé le seul homme d'État français capable de faire admettre aux élites françaises et à l'Armée *l'impensable décolonisation des départements algériens*. Le devoir de l'historien est de lui en reconnaître le mérite." (Ch.-R.Ageron).

2°) Les pays africains et malgachea) La Communauté

- car. fondamentaux et initiaux :
 - organisation de la Communauté, surtout en pensant aux pays africains et malgache
 - préparation de la Communauté par un grand voyage de De Gaulle en Afrique à l'été 1958

- de Gaulle associe largement les élus africains à l'élaboration du projet de Constitution de la Ve République. Dans son gouv. investi 1er juin 1958, il fit de Félix Houphouët-Boigny (min. sans interruption depuis janvier 1956) un min. d'État. Celui-ci intervint dans toutes les étapes du travail constituant. D'autres élus africains (Senghor, Lamine Gueye, Gabriel Lisette et Philibert Tsiranana) furent membres du Comité consultatif constitutionnel

□ Communauté proposée avec référendum constitut. septembre 1958 (soumis aux métro. & aux colo.) :

- Si NON ⇒ indép. immédiate. Seul cas : Guinée de Sekou Touré (95 % de NON), qui envisageait d'ailleurs une indép. avec liens gardés avec la France, ce que de Gaulle refusera toujours ⇒ mise en 40ne !

- partout ailleurs, pourcentage de OUI > 90 % (sauf Niger, 78 %, comme en métro. !)

□ nature de la Communauté :

- copiée / Commonwealth, mais - d'autonomie

- les mots :

* réclamation du "fédéralisme" par leaders africains depuis 1957

* mais terme de "communauté" (proposé par le malgache Philibert Tsiranana) adopté pour ne pas avoir à choisir entre ceux de "fédération" & "confédération"

- les états s'administrent librement (= l' "indépendance interne", dans l'esprit de la loi-cadre de 1956), en **dehors du domaine de compétence de la Communauté, c'est-à-dire** politique étrangère, défense, monnaie, politique éco. et fin., enseignement sup., etc.

- **rôle majeur au président de la Communauté, c'est-à-dire** pr. de la RF

□ cas des territoires d'Outre-Mer qui veulent le rester :

- dans les 4 mois suivant la promulgation de la Constitution, les ass. territ. de tous les "terr. d'OM" (au sens large : seuls ne sont pas concernés les départements d'OM) doivent se prononcer entre 3 statuts :

- devenir membre de la Communauté (presque tous le choisirent)

- devenir DOM (aucun)

- devenir TOM (*stricto sensu*) : Côte fr. des Somalis, Nlle-Calédonie, Polynésie fr., StPierre et Miquelon, soit 4 territ., auxquels s'ajouteront par la suite les TAAF et les îles Wallis et Futuna (qui avaient un autre statut, comme les Comores, qui proclameront unilatéralement leur indép. en 1975, reconnue par France en 1978, sauf pour Mayotte). Côte fr. des Somalis (nom changé entre-temps en Territ. fr. des Afars et des Issas) indép. 1977 sous nom de Rép. de Djibouti. StPierre-et-Miquelon devenu un DOM.

□ l'équivoque fondamentale :

- comparaison très facile avec autres pays africains devenant totalement indép. ⇒ dès 1959 la Communauté est remise en question

- désir d'indépendance, avec réclamation (et obtention) très rapide d'une représentation diplomatique propre, de drapeaux ⇒ la Communauté n'a jamais été une vraie fédération

- d'ailleurs, beaucoup de OUI de septembre 1958 avaient été des "oui, mais" !

- en conséquence :

□ en 1960, tous les pays de la Communauté obtiennent leur indép. avec maintien d'accords de "coopération" tous bilatéraux

- en même temps, Togo & Cameroun (ancien mandats dev. territ. "sous tutelle") deviennent indép. (premier : C. le 1er janvier 1960). Voir plus haut.

- admission de tous à l'ONU (dernier : Mauritanie)

⇒ la Communauté n'est plus qu'un cadre juridique vide

□ officiellement, on parle de "Communauté renouvelée", ou "contractuelle" (!)

- mais seuls 6 pays y adhèrent formellement (Mad., Sénégal, Congo, Gabon, Centra., Tchad)

- et elle ne fut jamais organisée en fait !

□ conséquences :

- disparition officielle discrète de toutes les institutions de la Communauté en 1960 & 1961

- lamentations des nostalgiques de l'Union française. Ex. : Max ¹² Lejeune : la C. paraît "se défaire au fur et à mesure de son élaboration" (!)

- indirectement : balkanisation (par disparition de l'AOF et de l'AEF) ⇒ frontières = front. colo. (c. pour autres pays). Mais le Nigeria britannique, qui était une féd., donne naissance à un seul état indép.

□ des dirigeants politiques de 1960 ne devaient rester longtemps au pouvoir que Senghor (a cédé pouvoir 1981), Ahmadou Ahidjo au Cameroun (idem 1982), Sekou Toure (mort 1984) & Houphouët-Boigny (mort 1993)

b) La Coopération

- terme officiel, révélateur

- de Gaulle a en fait vite préféré une politique :

* intégrant la politique africaine dans le "domaine réservé" (cf. rôle de Jacques Foccart, Secrétaire général pour la Communauté et les Affaires africaines et malgaches

* intégrant la politique africaine dans une perspective "mondialiste"

- déf. : ...

- tisse un réseau très dense de relations personnelles à travers l'Afrique. J.Foccart a révélé il y a quelques années que nombre quotidien de passages de min. afric. à Paris était de 8 sous la Rép. gaullienne !

- zone franc, avec un Franc CFA (= désormais F de la Communauté financière africaine)

- suscite parfois des réactions hostiles (néo-cartiérisme, ou encore les paysans lors des manif. de 1961, qui réclament d' "être traités aussi bien que les Noirs" !, ou chansonnier Maurice Horgues, dans *Le Crapouillot*, revue d'extr. dr. : "l'autre jour, un gars qui venait livrer le charbon est sorti de l'Élysée avec 50 millions"

3°) La fin de la guerre d'Algérie (1958-1962)

¹² J'insiste sur le prénom. Le patronyme est très répandu...

a) Le temps des ambiguïtés (1958 & 1959) pour l'Algérie

- Les événements de mai 58 ont placé l'Algérie au premier plan ; et pendant 4 ans ils ne quitteront plus le devant de la scène
- Au lieu de la solution rapide que certains escomptaient (vote Constitution est au fond vote pour fin de la G.d'A., en France), on assiste à une dégradation progressive de la situation.
- Lorsque de Gaulle reçoit les pleins pouvoirs nul ne sait quelle sera sa politique algérienne. Progressivement, il allait apparaître que la politique du général n'était pas celle qu'attendaient ceux dont l'action l'avait porté au pouvoir ⇒ hostilité des civils européens d'abord, puis conflit avec l'armée, et enfin opposition conjuguée dans l'OAS
- Évolution progressive et souvent entourée de mystère de de Gaulle (qui ne travaille qu'avec un petit nombre de collaborateurs, très discrets, comme Bernard Tricot)
- Conditions de politique extérieure : place de la France amoindrie, diminution de la liberté d'action... Or de Gaulle a de grandes ambitions en politique ext., et pour lui l'A. n'est qu'un problème parmi d'autres. Contrecoup de la décolo. de l'Afrique noire.
- Silence de Gaulle sur la O. depuis de longues années. Au printemps 58 l'équivoque est totale (ambiguïté soulignée par presse étrangère)
- De Gaulle est appelé par les ultras d'A. (tradit. antigauill.), prêts désormais à bien des concessions pourvu que l'A. demeure française ⇒ acceptent intégration et "collège unique" et admettent (implicitement) que de Gaulle mène une politique plus libérale
- Algériens attendent solution *réellement* libérale, voir l'indépendance.
- Équivoque vient aussi du personnage : Brazzaville mais Sétif ; thèmes Algérie française du temps du RPF, affirmation (à son entourage) du caractère inéluctable de l'indépendance.
- En fait de Gaulle n'a promis à personne de faire la politique réclamée par les tenants de l'A.F., mais a besoin de Soustelle pour retourner la situation en sa faveur à Alger. Décide tout de suite un voyage en Algérie, mais ne peut qu'y commencer le temps des ambiguïtés : charisme, "Je vous ai compris !", mais ne définit rien, ne parle pas d'intégration, et ne parle qu'une seule fois d' "Algérie française" (Mostaganem)
- De G. prend ses distances vis-à-vis du mouvement du 13 mai : il faut empêcher les groupuscules d'activistes de se substituer aux autorités officielles. Ministère de l'Algérie rattaché à la Présidence du Conseil ; armée reprise en mains ⇒ Première déception chez les hommes du 13 mai
- Déception aussi du FLN ⇒ intensification de la rébellion
- 2e voyage 1er au 5 juillet : ambiguïté persiste, et il ne reçoit pas les représentants du CSP. Mais annonce que l'Algérie prendra part au référendum, avec collège unique (donc vote des femmes)
- 7 juillet, nomme Soustelle ministre de l'Information
- la campagne électorale :

- indignation extrême droite d'Algérie devant les institutions proposées (elle veut un "ordre corporatif") ⇒ elle laisse une certaine droite métropolitaine, celle des milieux d'affaires, qui commence à souhaiter ouvertement le désengagement en Algérie pour raison économique

- De Gaulle a besoin de toutes les voix ⇒ liberté laissée à Soustelle pour lancer l'UNR et mener campagne (tous les opposants au OUI sont empêchés de s'exprimer en Algérie !)

- FLN interdit aux Algériens de participer au référendum

- pour s'affirmer face à de Gaulle, FLN fonde 19 septembre un GPRA à Tunis

- 28 septembre : 96,5 % de OUI par rapport aux suffr. expr., 76,1 % par rapport aux inscrits ⇒ Français et Musulmans viennent de signer un chèque en blanc à de Gaulle

□ Causes et premières modalités de la recherche d'une politique algérienne : Constitution ne fixe pas statut politique de l'A. ; de Gaulle refuse de considérer le résultat comme une approbation de l'intégration. Hostilité de Gaulle à l'intégration, car elle a des inconvénients :

* financiers et économiques : assimilation à la législation sociale métro. ⇒ énorme charge financière (par ex. allocat. fam.)

* politiques : députés algér. à l'AN ⇒ 1/4 env. (à l'époque, aujourd'hui presque 1/3) ! ⇒ Crainte donner à l'Algérie un poids excessif et déterminant dans les affaires françaises. Auj. = "fédération" de 80 millions d'habitants dont 24 M d'Algériens.

Au même moment, les Européens d'A., qui y avaient été hostiles >>>> là, s'y rallient en désespoir de cause (Français de part et d'autre de la Méd. seraient majo. !)

□ Plan de Constantine (octobre 1958, plan de dév. éco. et social grâce à des investissements français massifs qui visent à rallier les élites algériennes) plus contacts officieux avec FLN plus proposition de la très vague "paix des braves" lors de la conf. de presse du 23 octobre (pardon avec *modus vivendi* acceptable par tous ?)

□ les élections législatives en A. : listes favorables à l'intégration outrageusement favorisées par l'armée ⇒ triomphent, notamment celles de l'UNR, qui apparaît comme le parti de l'Algérie française

□ changement d'hommes : Paul Delouvrier devient délégué général du gouvernement français plus autorités militaires dépendent de lui ; Maurice Challe cdt en chef

□ l'armée de la fin 1958 :

- opère pratiquement en champ clos, quadrille l'Algérie "utile", "commandos de chasse", regroupements de pop. (2 M pers. env.) ⇒ bouleversement durable de la géo. agraire du pays), le reste étant déclaré "zone interdite", grottes et forêts étant bombardées au napalm.... = le "plan Challe"

- Une situation militaire bonne pour la France, et qui donne à de Gaulle une appréciable marge de **manœuvre**.

□ le gouvernement Debré :

Algérie française représentée par Debré et Soustelle, mais S. n'est que "ministre délégué" auprès du premier min. et il n'y a plus de ministère de l'Algérie.

Nafissa Sid-Cara, S.É. chargée des affaires sociales en Algérie

□ conf. de presse du 25 mars : De G. annonce application du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ⇒ tension monte chez Européens d'A.

□ Le FLN à la recherche d'un second souffle :

- en 1958, alors que son audience internationale s'affirme, la situation militaire du FLN se détériore :

* populations épuisées par la guerre

* ALN en recul : ne tient que les djebels et les montagnes, faisant toutefois subir à l'armée française des pertes encore assez importantes ; mais à cause du barrage électrifié établi par les Français (et dont les chefs du FLN ont mésestimé l'efficacité), elle est privée de son approvisionnement venant du Maroc et surtout de la Tunisie, au moment où l'armement commençait à se perfectionner (armes de guerre remplaçant les fusils de chasse : mitrailleuses, bazookas, mortiers, et même canons), et où des déserteurs algériens arrivent des rangs de l'armée "française".

- département de la Guerre dirigé par Krim Belkacem, le seul rescapé des "chefs historiques" (autres = tués ou emprisonnés)

- la stratégie globale du FLN :

* indépendance= condition préalable dans toute négociation

* accepter les contacts avec gouv. fr.

* montrer sa force et intimider le gouvernement français en intensifiant le terrorisme :

celui-ci avait très discuté au sein du FLN, au moins >>> 1956

explosion de violences des années 1956-1957 a retardé l'aboutissement des négociations secrètement amorcées par Guy Mollet dès 1956, notamment en entraînant le veto des Français d'Alg.

terrorisme des années de la 5e Rép. n'est qu'une arme parmi d'autres, utilisée de façon relativement modérée, et elle ne jouera qu'un rôle secondaire dans la victoire du FLN

* création GPRA 19 septembre 1958, remplaçant le Comité central exécutif (CCE)

- les crises surmontées :

* colonels de l'intérieur accusent GPRA d'apporter une aide insuffisante

* tentative de putsch de la part colonels de l'extérieur rêvant d'étendre la guerre à la Tunisie (novembre 1958) : arrêtés et exécutés

- Mais en 1959, la situation militaire reste sombre pour FLN

b) Le grand tournant de la guerre d'Algérie (1960)

□ Le choix de l'autodétermination :

- Les causes : Causes générales évoquées plus haut plus action diplomatique est pour FLN seul moyen de s'en sortir plus rapprochement Ouest-Est fait craindre aux Américains que le FLN ne se tourne davantage vers l'URSS (ou vers la Chine) : la France risque de se voir imposer une solution par son puissant allié plus l'affaire algérienne doit être évoquée à la session d'automne de l'ONU ⇒ De Gaulle doit ressaisir l'initiative

- les moyens :

* De Gaulle multiplie les allusions lors de son voyage auprès des militaires d'Algérie fin août 1959

* Le 16 septembre, il dissipe les équivoques lors d'une allocution qui est l'une des plus longues qu'il ait jamais consacrées à l'Algérie : trois solutions (sécession, francisation, association), ses préférences allant "au gouvernement des Algériens par les Algériens, appuyé sur l'aide de la France et en union étroite avec elle"

Cette allocution = coupure fondamentale dans le cours de la Guerre d'Algérie

- Conséquences :

* autodétermination = fin du régime colonial : l'indépendance devient possible, l'association étant une proposition neuve

* de Gaulle évite les négociations avec le GPRA, qu'il refuse de reconnaître comme le représentant véritable des Algériens

* il rassure la majorité des formations politiques métro., mais UNR et Indépendants sont divisés

* en Algérie : la guerre continue plus armée décide de jouer à fond la carte de la francisation, l'autodétermination étant un moyen de se maintenir en Algérie

* GPRA très embarrassé : seule attitude concrète : admettre l'autodétermination avant l'indépendance, rompant avec sa politique antérieure ⇒ attitude très méfiante du FLN fait rompre négociations entamées à la suite de l'allocution : à nouveau impasse fin 1959

- L'opposition à la politique algérienne du Général s'amplifie :

* pieds-noirs ont impression d'avoir été dupés

* rupture définitive entre ultras d'A. et de Gaulle (ex. : le Front national français du cafetier Ortiz et du leader étudiant Susini

* activistes ne limitent pas leurs ambitions au seul maintien de l'AF

* plusieurs complots sont montés

* mais habileté de Gaulle : rassure l'armée en lui donnant les moyens de poursuivre la pacification

□ Les barricades :

- Ultras, bien mieux organisés d'ailleurs qu'en 58, songent à un "nouveau 13 Mai", d'autant plus que le terrorisme s'intensifie et qu'Ortiz caresse l'espoir d'être soutenu par l'armée.

- affaire Massu : confidences lors d'une interview pour la *Suddeutsche Zeitung* ⇒ destitué ⇒

- semaine des "barricades" (24 janvier-1er février 1960) à Alger. Armée ne "marche" pas, malgré la bienveillance de certaines unités. Rébellion piétine, Alger s'installant dans l'insurrection. Aucun soutien possible en métro. (J.-M. Le Pen arrêté...)

- Reddition ⇒ Lagailarde emprisonné, hommes incorporés au 1er REP

- Pour la première fois depuis le début du conflit, le pouvoir n'a pas cédé devant les ultras

□ Vers l'Algérie algérienne :

- Les remaniements : **Marge de manœuvre du PR apparaît étroite. Remanie équipe ministérielle**, après avoir refusé la démission de Debré ; rétablit les préfets dans l'exercice de leurs attributions; vague d'arrestations d'activistes, dissolution d'organisations, rappels d'officiers en métro., suppression du Service d'Action psy.

- De Gaulle et l'avenir : Reprise des pourparlers avec le FLN plus voyage auprès de l'armée en Algérie : propose une "Algérie liée à la France"

- le FLN rompt les pourparlers (de Gaulle ne doit pas imposer "sa" solution) et essaie d'élargir son audience internationale (voyage en Chine de Krim Belkacem)

- Une partie de la jeunesse française accepte de plus en plus mal la poursuite du conflit. Les désertions se multiplient. Les réseaux français d'aide au FLN se structurent. Francis Jeanson (voir plus haut), professeur, écrivain, recherché par la police, qui dirige le plus important de ces réseaux, tient une conférence de presse clandestine au cours de laquelle il pose clairement les problèmes de l'insoumission, de la désertion et de la lutte clandestine contre la guerre.

- Manifeste des 121 sur "le droit d'insoumission dans la guerre d'Algérie", justifiant la désertion (septembre 1960)

- pourparlers de Melun 25-29 juin 1960 : échec

- grand nombre d'attentats sanglants été 1960

- armée ne voit plus d'objectifs clairs et admis par de Gaulle qu'elle puisse partager ⇒ de plus en plus d'officiers sont proches des activistes

- de Gaulle : évoque caractère inéluctable de l'indépendance d'une "République algérienne" le 4 novembre ; voyage en Algérie décembre : grandes manifestations activistes et émeutes franco-musulmanes impressionnent de Gaulle:

Idee d'une Algérie algérienne soutenue par les Européens, d'une "3e force" est morte

□ référendum du 8 janvier 1961 :

donne toute liberté au gouvernement de négocier conditions de l'autodétermination avec le GPRA "Oui franc et massif" en métropole (75 % de oui) ; en Algérie : 39 % de Oui, 18 % de Non et 42 % d'abstentions ⇒ les musulmans ont suivi les consignes du GPRA.

□ Une guerre qui s'éternise :

Lorsque de Gaulle décide d'entreprendre de sérieuses négociations, la guerre se traîne depuis plus de 6 ans. Le FLN est épuisé, les deux communautés de l'Algérie irréconciliables, l'opinion métro. aspire à la paix, les pieds-noirs sont prêts à tout pour défendre l'AF : peuvent-ils entraîner avec une armée déchirée ?

□ Les transformations du FLN :

- Au sein du GPRA s'opposaient les modérés, conduits par Ferhat Abbas, partisans d'une politique de conciliation avec la France et les "jusqu'au-boutistes" qui voulaient à tout prix intensifier la lutte pour arracher l'indépendance. Longue session du CNRA à Tripoli en décembre 59-janvier 1960 ⇒ l'Algérie deviendra une "république démocratique et sociale", remaniement du GPRA en faveur des "libéraux", création d'un état-major général (col. Boumedienne), qui va constituer aux frontières une véritable armée, qui peu à peu allait se dégager de la tutelle du GPRA et s'imposer à la fois comme force militaire et comme force politique

- Mais la situation de l'ALN est encore très mauvaise en 1960 : unités fragmentées, échec des tentatives de franchissement des barrages ⇒ mécontentement contre le GPRA, qui pense de toutes façons que le succès ne pourra venir que de l'extérieur, à qui la primauté est donnée

- Spécialisation de ministères, le min. des Affaires extérieures, dirigé au Caire par Krim Belkacem, étant le plus important, et Ferhat Abbas ayant peu de pouvoirs face aux ministres

□ les suites du plan de Constantine :

- Mis en œuvre par Paul Delouvrier

- Volonté de neutraliser politiquement la misère, non de la combattre, volonté de susciter la naissance d'une "3e force" en développant les "élites"

- Investissements considérables (les Sociétés étant dotées d'avantages énormes)

- Le FLN interdit aux Algériens de prendre possession des terres, refusant de faire participer la population à une réforme agraire dans le système colonial

- L'industrie bénéficie du pétrole et du gaz (gisements d'Hassi R'Mel & Hassi Messaoud découverts en 1956) : plus de 15 M tonnes brut en 1961 ⇒ nouvelles installations dans mines et métallurgie

- Lacunes : nouveautés concernant surtout les grandes villes (insécurité militaire); incertitude politique 1960>>> freine l'expansion (⇒ secteurs financés par l'État sont beaucoup mieux développés) ; sous-emploi persiste dans villes

- Meilleures réalisations dans domaines administratifs (par ex. : de nouveaux fonctionnaires algériens) et scolaire (effectifs musulmans ont doublé jusqu'à la fin de 1960)

□ Une opinion lasse de la guerre :

- Les années 1961 & 1962 constituent avec les années 1956 à 1958 les deux moments de tension majeure au sein de la communauté nationale

- Le conflit algérien est devenu une des préoccupations majeures du peuple français, et fait la "une" de tous les quotidiens (plus mensuels...)

- L'opinion évolue progressivement, sous l'impulsion de De Gaulle, vers la solution de l'indépendance négociée avec les représentants du FLN:

- Les métr. approuvent le discours sur l'autodétermination que les pieds-noirs considèrent comme une trahison : le mythe de l'Algérie française est bien mort sur les barricades pour la grande majorité des Français

- Les grands partis politiques ont eux aussi, dans leur grande majorité, suivi la politique de De Gaulle, même si certains n'ont pas ménagé leurs critiques contre le pouvoir personnel et si à l'UNR des dissensions graves se sont fait jour.

- Rôle PSA et PSU (1960)

- La crise de conscience : futurs appelés, appelés, étudiants (première grande manifestation UNEF 27 octobre 1960), réseaux de soutien ("porteurs de valise"), dont le réseau Jeanson, Manifeste des 121 (4 septembre 1960, Sartre, Simone de Beauvoir, Florence Malraux (fille), Claude Simon, Jean-Pierre Vernant, Jean-François Revel, Vercors, P.Vidal-Naquet, François Truffaut, Danièle Delorme, Simone Signoret,...) : sanctions immédiates, un contre-manifeste de droite (Roland Dorgelès, Michel de Saint-

Pierre, mar. Juin, Henry Bordeaux, Pierre Gaxotte, Raoul Girardet, Henri de Monfreid...), Frantz Fanon (médecin psychiatre d'origine antillaise, né à Fort-de-France, installé à Alger, mort en 1961. Ouvrages "tiers-mondistes": *L'an V de la Révolution algérienne*, surtout *Les Damnés de la Terre*)

Une bataille de l'information, avec des moyens dérisoires

□ l'Algérie française :

- Procès des barricades (novembre 1960)
- Front de l'Algérie française (FAF) 15 juin 1960 : Jacques Isorni, Jean-Louis Tixier-Vignancour, Bernard Lafay
- Salan, à la retraite, prend ouvertement parti pour AF ⇒ contraint s'enfuit en Espagne, est rejoint par des inculpés du procès qui sont en liberté conditionnelle>>>
- formation d'une OAS (Organisation de l'Armée secrète)

□ l'Algérie française a opéré une véritable cristallisation :

L'Algérie sert de catalyseur, de point extrême de cristallisation au mouvement de résistance à l' "abandon" colonial.

Causes : place particulière de l'Algérie (statut plus Européens plus "dernier" territoire colo. plus ancienneté de la présence fr., etc...), abandon de l'A. serait la ruine de la civilisation en A. (cf. Georges Bidault : **"Ce qui est en danger, ce n'est pas seulement l'œuvre de la France, l'ordre qu'elle a institué, le progrès social qu'elle a apporté et qui, tout imparfait qu'il soit, disparaîtrait avec elle; c'est toute une civilisation digne de ce nom..."**), problème présenté comme probl. de survie de la Nation française (cf. Soustelle : "Le drame n'est pas seulement celui de l'Algérie, c'est celui de la décadence... Abandonner l'Algérie, c'est condamner la France à la décadence..."), caractère de guerre psy., idée de revanche sur l' "Indo" (fellagha = "Viets")

Idéaux nouveaux mais beaucoup trop tardifs par l'intermédiaire de l'intégration de :
promotion des musulmans à la pleine égalité civique
progrès éco et social

Un moyen aussi de rénovation pour la France (cf. la "nouvelle frontière" de Kennedy)

Très nombreuses publications à ce sujet

□ coalition :

- Européens d'Algérie menacés dans leurs foyers, leurs modes de vie
- officiers
- groupements fascistes comme "Jeune Nation"
- cercles catholiques intégristes comme la Cité catholique
- certains gaullistes de 1958 (Soustelle...)
- une frange de la démocratie chrétienne (Georges Bidault et plusieurs personnalités MRP)
- certains socialistes de 1956 ou d'avant (Max Lejeune, Robert Lacoste, Naegelen, etc...)
- une bonne partie de la presse (dernier carré = *L'Aurore*, *Le Parisien Libéré*, *Combat*)
- les trois droites (cf. R.Rémond) : un regroupement passager

□ l'armée :

* éléments anciens, relativement consensuels: complexe de l'Indochine et de Suez, volonté de rester en Algérie en remportant la victoire sur l'ALN, car l'A. est le dernier bastion de l'empire, le dernier vestige de la grandeur passée. Totalement acquise à l'intégration, l'armée s'est crue en mesure de l'imposer à de Gaulle

* Depuis 1958, l'armée s'estime davantage engagée en Algérie: pouvoirs accrus, situation militaire lui est favorable(⇒ une victoire militaire apparaît possible), effets du Plan de Constantine...

* Mais : torture, massacres (⇒ plus de vingt ans après encore des découvertes de charniers), camps de regroupement apparaissent comme de véritables camps de concentration, armée perçue par la population de plus en plus comme une armée d'occupation, propos déroutants de Gaulle lors de ses "tournées des popotes" et ses discours de métro.

* Une minorité d'officiers sensibles aux idées des activistes et se faisant une fausse idée de l'opinion métro. (ne lisent que les journaux d'Algérie ! Titre le plus important = *L'Écho d'Alger* du conservateur Alain de Sérigny) : une minorité voyante et active ("paras", dont ceux de la Légion, avec chants nazis et folklore

des "soldats perdus" conscients pour certains d'avoir mené une guerre très immorale et qui ne veulent pas admettre avoir vendu leur âme au diable pour rien

□ rupture totale et définitive avec de Gaulle à partir du discours du 4 novembre (voir plus haut) : quelques officiers sont désormais prêts à renverser le régime, personne ne songeant aux réactions du contingent, considéré comme une "**main d'œuvre saisonnière**" : or, le conting. = 90 % effectifs...

c) Vers l'indépendance de l'Algérie (1961 & 1962)

□ Le "putsch des généraux" :

- Causes :

* Personne ne s'était mépris sur le sens du "oui franc et massif" au référendum du 8 janvier 1961. Il signifiait *Oui* à la négociation, *Oui* à la paix en Algérie.

Nouvelles rencontres avec le FLN, mais FLN refuse que s'ouvrent de véritables négociations à Évian si le MNA est invité et il multiplie les attentats

* Européens vivent dans la terreur de la négociation qui conduirait inévitablement à l'indépendance ⇒ rêvent de voir l'armée "basculer" de leur côté

* Attentats OAS au plastic contre des musulmans et des "libéraux" (en Algérie et France)

* Colonels rêvent réédition du 13 Mai, mais il faudrait un "chef". Massu se récusé, Challe (limogé en mars 1960, puis démissionnaire de son poste à l'OTAN) attend la conférence de presse de Gaulle du 11 avril 1961. Or gén. envisage nettement perspective de l'indépendance ⇒ C. se décide à franchir le Rubicon

- Putsch du 22 avril :

* Conjurerés, à la préparation insuffisante ⇒ une "fronde"

* Stupeur de la métropole ; déception en Algérie : tous officiers ne suivent pas, Marine et majeure partie Aviation restent en dehors, aucun appui extérieur (d'autant plus que les conjurerés de métro. sont

capturés), et surtout hostilité du contingent (qui, à cause de la longueur du service forme la moitié des sous-officiers et une partie des officiers) ⇒ un "quarteron" (= le 1/4 d'une livre), Challe, Salan, Jouhaud, Zeller, les deux derniers étant anciens chefs d'état-major armées de terre et air), sans possibilité d'action prolongée

* Optimisme de Gaulle (magie du verbe, cf. texte, plus art.16, mais affolement Debré, mobilisation de la gauche (cf. grève générale d'1h. le 24), condamnation internationale unanime

* Effondrement rapide (26) du putsch (redditions et clandestinité) ⇒ armée marquée pour longtemps il ne reste plus que la force aveugle de l'OAS et le désespoir des Européens, qui sont prêts désormais à cautionner n'importe quel mouvement leur promettant de conserver l'A. à la F., fût-ce au prix de toutes les violences.

Aussi deviennent-ils massivement complices de l'OAS, qui saura bien vite exploiter leur traumatisme : ils forment un véritable "bloc" (cf. hostilité au libéral Mgr Duval), malléable, et pour lesquels de Gaulle ne trouvera jamais les mots qui leur auraient peut-être fait admettre l'inévitable

Devenir des 4 hommes : M.Challe mort en 1979, Raoul Salan chef de l'OAS, mort en 1984, A.Zeller mort en 1979, E.Jouhaud réintégré dans C.R. avec Salan et d'autres !

□ De difficiles négociations de paix :

- Commencent à Évian le 20 mai 1961 et vont aboutir seulement le 18 mars 1962, après 3 interruptions
- De Gaulle soumis aux pressions internationales (URSS, Kennedy, 5 partenaires europ., groupe afric. ONU...) et pressé (désir de jouer un grand rôle international, et en particulier de ramener l'armée en Europe : dès le 5 septembre 1961 commence repli vers métropole d'unités importantes, laissant tomber de vastes régions sous contrôle du FLN, d'autant plus que l'armée est contrainte de tenir les villes à cause des attentats OAS)

□ Difficultés :

- attentats FLN plus OAS ; méfiance du FLN ; peu de points communs entre la délégation fr. conduite par Louis Joxe et celle du FLN menée par Krim Belkacem
- Problèmes du Sahara, de la minorité européenne (double nationalité ?)
- De Gaulle brandit la menace de la partition

- affaire de Bizerte (juillet 1961), qui durcit le GPRA : Ferhat Abbas, évincé, est remplacé par Ben Khedda (marxiste)

□ l'automne 1961 :

- De Gaulle reconnaît l'appartenance du Sahara à l'Algérie, concession capitale
- OAS accentue son action : nombreux exilés dans pays européens (c'est le cas aussi de Soustelle depuis décembre 1961), attentats aveugles, mobilisation de la population européenne
- manifestations de protestation contre l'OAS en métro.
- attentat de Pont-sur-Seine, le 9 septembre
- ratonnades (un véritable pogrome) du 17 octobre 1961 à Paris (manifestation contre couvre-feu et pour paix) : > 100 morts. Responsabilités : mouvements extrême droite infiltrés dans police, Roger Frey (min. Int.), Maurice Papon (Préfet de Police). Lumière jamais totalement faite, même depuis 1981.

- envoi de "barbouzes"
- dissolution par gouvernement OAS 6 décembre 1961, mais attentats continuent (folie meurtrière), répandant la peur à l'état brut
- Pourtant, de Gaulle annonce rappel de deux divisions pour début 1962

□ Le début de 1962 :

- Déchaînement de violences : 1 308 attentats en A. du 1er janvier au 15 février; 5 000 morts dans les villes de janvier à juin
- Un grand nombre d'attentats OAS en métropole (ex. : contre André Malraux) ⇒
- Manifestation anti-OAS à la Bastille le 8 février 1962 ⇒ Charonne (8 morts, 150 blessés) ⇒ entre comme "lieu sacré" (comme Mur des Fédérés) dans mémoire collective. Funérailles et grève générale le 13 février
- Rencontre des Rousses 10 février :
- * Entre cessez-le-feu et référendum d'autodétermination, coexisteront un haut commissaire représentant la France et un Exécutif provisoire algérien comprenant 8 Algériens et 3 Français
- * Troupes fr. seront réduites à 80 000 h en un an et évacuées en trois ans. Base Mers-el-Kébir conservée par la France pendant 15 ans
- * Français d'Algérie se prononceront pour la nationalité de leur choix après la conclusion du cessez-le-feu
- * Algérie restera dans zone franc (⇒ pétrole sera payé en FF)
- * Coopération clairement envisagée entre deux états ⇒
Négociations définitives s'ouvrent à Évian le 7 mars

□ Accords d'Évian :

- dans un contexte de redoublement de violences
- problèmes en suspens réglés très vite (Français d'A. pourront garder la nationalité française, leurs biens leur seront conservés ⇒
- conclusion le 18 mars (annonce immédiate : la chaîne unique de télévision interrompt *Farrebique* de Georges Rouquier !) ⇒ cessez-le-feu le 19 mars à midi. Date éminemment symbolique, mais :

□ Une fin de guerre dramatique :

- La violence :

- * cessez-le-feu déchaîne folie meurtrière OAS. But : faire basculer l'armée en l'obligeant à intervenir pour défendre communauté europ. menacée dans son ensemble par affrontements entre communautés
- * grève générale des Européens imposée par OAS le 19
- * "bataille de Bab-el-Oued", occupée par OAS (pour la première fois Pieds-Noirs et OAS tirent sur l'armée), puis évacuée par elle, les habitants abandonnés aux mesures de répression des forces de l'ordre
- * 26 mars (jour de l'arrivée du ht comm. Christian Fouchet) : manifestation ⇒ fusillade de la rue d'Isly (46 morts, 200 blessés, une petite section de tirailleurs algériens commandée par lieutenant kabyle, débordée par foule, tire sur elle)

* après ces deux "échecs", les "réprouvés" de l'OAS tentent une partition de fait, donnant des ordres d'évacuation de quartiers et de zones, mais entre "le cercueil et la valise", les Européens vont choisir cette dernière

* départs s'amplifient : 100 000 personnes en mai ⇒ OAS privée de son principal soutien ⇒ tactique de la "terre brûlée" ⇒ une véritable apocalypse

- L'Exécutif provisoire :

Président : Abderhamane Farès (1911-1991), ancien président de l'Ass. algérienne, qui avait joué un rôle de contact entre les deux camps. Sur 12 membres, 4 Algériens modérés n'ayant jamais adhéré au FLN (A.F. par ex., ancien président de l'Assemblée algérienne), 5 Algériens FLN, et 3 Européens difficultés très nombreuses, mais forces de l'ordre arrêtent 7 avril le chef des "commandos delta", Degueldre, et Salan le 20.

et le départ des Européens pousse l'OAS à une dernière tactique : s'entendre avec l'Exécutif provisoire et le FLN

- Le référendum du 8 avril 1962 (en France métro.) :

un succès éclatant pour politique de Gaulle : accords d'E. ratifiés à 90 %

- démission de Michel Debré, cette fois-ci acceptée

- Mai et Juin 1962 :

* Contacts entre Susini (OAS) et Farès (Exécutif) ⇒ le 30 mai Susini ordonne aux commandos de cesser leurs activités et de sa prison, Jouhaud, condamné à mort (il sera plus tard grâcié par de Gaulle), adjure les siens d'abandonner la lutte

* Trêve rompue le 7 juin par Susini : bibliothèque de l'Université d'Alger, IEP, mairie, sont proie des flammes

* Campagne électorale pour référendum en Algérie (fixé au 1er juillet) : exécutif n'accepte pas de parti fondé par l'OAS, ni le PPA, issu du MNA ⇒ tous groupements agréés font campagne pour le "oui" et l'OAS donne consigne aux Européens pas encore partis de voter ⇒ 91 % de oui par rapport aux inscrits, 99,72 % par rapport aux suffrages exprimés !

- L'indépendance :

* Solennellement proclamée par De Gaulle le 3 juillet

* Ben Khedda, chef du GPRA, fait son entrée triomphale dans Alger

- Mais :

* fusillades incontrôlées à Oran

* crise interne FLN, notamment avec retour en Algérie de Ben Bella (11 juillet)

* Algérie sombre dans l'anarchie en quelques jours (unités ALN et chefs échappent à tout contrôle ; massacres d'Européens)

* exode des pieds-noirs reprend à un rythme accéléré

* une véritable mais courte guerre civile entre armée de l'extérieur (cde par Boumedienne) et quelques wilayas : on se bat "entre frères"

- Assemblée nationale constituante :

- * élue le 20 septembre
- * proclame la République démocratique et populaire d'Algérie
- * élit F.Abbas comme président de l'AN
- * désigne comme premier chef de gouvernement Ben Bella
- Une ère nouvelle commence pour l'Algérie
- conclusion pour ce qui concerne la France gaullienne :
- * de Gaulle n'avait pas de vue explicite du problème en 1958
- * il a eu une politique très secrète, et fluctuante, qui a mené à boire "le calice de l'inéluctable" (de Gaulle novembre 1960)
- * répercussions perso. pour de Gaulle : attentats de Pont-sur-Seine (9 septembre 1961) et du Petit-Clamart (22 août 1962)

XI. DEPUIS 1962 : "CONFETTI". DECOLONISATION ET COOPERATION1°) Histoire événementielle des rapports avec les DOM-TOM "confetti" de l'empire(présentation rapide)

- échec de la Communauté et indép. Algérie réduit la question aux DOM-TOM
- indép. Comores 6 juillet 1975, Mayotte restant dans cadre français (TOM, les habitants gardant leur statut personnel musulman)
- St Pierre et Miquelon deviennent département français (9 juillet 1976), puis "collectivité territoriale de la Rép. fr." (11 juin 1985)
- indép. 27 juin 1977 du Territ. des Afars et des Issas (ex- Côte fr. des S.), qui devient la République de Djibouti
- indépendance des Nouvelles-Hébrides 30 juillet 1980 ⇒ état (puis République) du Vanuatu
- autonomie interne de la Polynésie 6 septembre 1984
- la Nouvelle-Calédonie
 - premier parti politique canaque en 1970 ⇒ revendication de l'indépendance *kanak*
 - troubles graves 1981-1985, qui inquiètent les "caldoches"
 - nouveau statut d'auto. interne 6 septembre 1984
 - un autre (par la droite), soumis à référendum 13 septembre 1987
 - loi du 22 janvier 1988, jamais appliquée à cause du retour des colonialistes au pouvoir
 - accords de Matignon 26 juin 1988 (entre représentants des deux principales communautés caldoche et canaque)
 - référendum de novembre 1988 en métropole : un scrutin d'autodétermination sera organisé en 1998. 80 % de Oui, mais très faible taux de participation (63 % d'abstentions !) ⇒ **vers l'indépendance**
- aujourd'hui restent :
 - 5 DOM : Guadeloupe (387 000 hab.), Martinique (360 000 hab.), Réunion (630 000 hab.), Guyane (115 000 hab.), St Pierre et Miquelon (6 000 hab.), en droit "coll. territoriale de la Rép. fr."
 - 5 TOM : Polynésie fr. (167 000 hab.), Nlle Calédonie (145 000 hab.), Mayotte (52 000 hab.), Wallis & Futuna (12 000 hab.), Terres australes et antarctiques fr. (TAAE, inhabitées).

2°) Les conséquences sociales et économiques de la décolonisationa) Le grand repli des Français d'outre-mer

- retour en France de la très grande majo. d'entre eux, en un laps de temps très court (surtout 1956-1962). Sur quelques 140 000 juifs en 1954, 94 000 seulement demeuraient en Algérie en 1961.
- au contraire grande émigration des PSD que sont les anc. colo. vers la France (surtout 1962>>>)
- mêmes phénomènes en Grande-Bretagne

b) Les conséquences économiques globales de la décolonisation

- la crise éco. annoncée par certains spécialistes ne s'est pas produite : pas de chômage (< 200 000 chômeurs en 1964) en particulier
- au contraire, accélération des Trente Glorieuses, bal. comm. excédentaire (sauf 1968-1970). Idem pour la bal. des paiements 1959-1967

c) Décolonisation politique, mais "néo-colonialisme" économique ?

- les éco. colo. sont restées de fait liées à celle de la Fr., à l'exception, notable, de l'Indochine
- la balk. profite à la France, malgré les organismes éco. et fin. internat. (Organisation afric. et malg. de coopération éco. 1961, Union afric. et malg. 1961)
- en tant qu'État (la "Coopération"), les accords s'étant étendus à des pays ayant été colonisés par d'autres que la France (Zaïre, Burundi, Ruanda). Avec un nouvel accès de cartiérisme 1964>>> ("L'aide aux pays sous-développés compromet la France de l'an 2000", passager, car l'opinion resta toujours très attachée à la Coopération (cf. sondages).
- en tant que puissance capit. (grand rôle des comp. de navigat. fr., invest., notamment au Gabon, en Mauritanie, en Côte d'Ivoire)
- ⇒ argument de l'espace maritime (11 M km²), qui fait de la France une grande puissance océanique
- sur le long terme, aucun "modèle de développement" (cf. cas de la Côte d'Ivoire)
- grandes diff. éco. de certains DOM-TOM, mais richesse relative d'autres : la Polynésie a un revenu moyen par habitant > celui de la Nouvelle-Zélande

d) Les anciens territoires d'outre-mer et la construction européenne

□ dans les traités de Rome (1957), asso. des pays et territ. d'outre-mer avec la plus grande partie des syst. préférentiels dont ils avaient jusqu'ici bénéficié

□ les progrès de l'association avec les pays africains :

- l'accord de Yaoundé :
- * accession à l'indép. anc. colo. fr. et belges nécessite une modif. des conditions de relation prévues par le traité de Rome
- * accord (ou "convention"), signé 20 juillet 1963 entre CEE et 18 nouveaux États afric. et malgache "associés" (EAMA)
- * entré en vigueur le 1er juin 1964, pour 5 ans
- buts :
- * dév. coopération technique et financière
- * favoriser dév. des relations des États associés avec le reste du monde
- * et surtout d'accélérer la libération des échanges entre la Communauté et chacun des États associés tout en préservant les intérêts de chacun par des clauses restrictives
- moyens :
- * augmentation des moyens du Fonds européen de développement (voir plus haut)

* institutions paritaires : Conseil d'association (des ministres des 24 États), Conf. parlementaire de l'asso., Cour arbitrale de l'asso.

- il y aura un 2e accord de Yaoundé (1969) et la convention de Lomé (1975), qui baptisera les pays bénéf. "A.C.P." (Afrique, Caraïbes, Pacifique)

□ en matière de politique d'association :

- 2e convention de Yaoundé (29 juillet 1969), qui marque peu de progrès / "Yaoundé I"

- accord d'Arusha (29 juillet 1969 aussi, Tanzanie) avec 3 pays anglophones d'Afrique de l'Est (Tanzanie, Kenya et Ouganda)

- un accord particulier avait été signé en 1966 avec le Nigeria

- en septembre 1969, institution d'un régime de libre-échange entre CEE et territoires d'outre-mer (les Français plus Surinam et Antilles néerlandaises)

□ la CEE & les "États associés" :

- la convention de Lomé I (28 janvier 1975), pour remplacer la 2e convention de Yaoundé (1969 : voir plus haut), arrivée à expiration, et pour tenir compte de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le MC :

* 46 pays "A.C.P." (Afrique, Caraïbes, Pacifique) (7 autres plus tard)

* entrée en vigueur 1er avril 1976

* libre accès au MC pour toutes exportations agric. et ind. (contre octroi de la clause de la nation la plus fav. aux pays du MC)

* stabilité des recettes d'exportation pour 12 produits importants, essentiellement agric., grâce au système STABEX

* institutions communes CEE-ACP (Conseil des min., comité des ambassadeurs, ass. consultative)

- la convention de Lomé II (31 octobre 1979)

* 62 pays "A.C.P."

* entrée en vigueur 1er janvier 1980

* améliore coop. comm. par concessions pour quelques exportations présentant un intérêt particulier pour certains pays associés et en créant un système d'aide aux produits miniers (SYSMIN)

- la convention de Lomé III (8 décembre 1984) :

* 66 pays "A.C.P.", représentant 410 millions d'hab.

* entrée en vigueur 1er mai 1985

* financement de programmes (ex. : lutte X sécheresse)

- la convention de Lomé IV (1989) :

* entrée en vigueur 1er mars 1990

* 69 pays "A.C.P."

* amélioration du STABEX et du SYSMIN

- bilan des conventions de Lomé :

* fonctionnement technique satisfaisant

* mais insuff. des moyens financiers

* accroissement des exportations des ACP < celle des "pays tiers"

* bal. paiements courants des pays ACP toujours déficitaire

- Maroc pose sa cand. à la CEE le 20 juillet 1987 :

* cand. repoussée en septembre, le M. n'étant pas un État europ.

* mais 3 accords éco. en 1988

CONCLUSION GÉNÉRALE

□ des décolo. "arrachées", d'autres "raisonnées et organisées"

□ des liens, historiques ou actuels, somme toute relativement faibles, sauf pour les Français d'Algérie

□ des séquelles, surtout familiales, historiques et économiques, les principales étant attachées à la guerre d'Algérie, **c'est**-à-dire l'événement dont l'impact métropol. fut le plus imp.